

Rapport de la

Conférence sur la Gouvernance de l'Eau dans la région MENA et dans la Méditerranée plus élargie

Renforcer l'intégrité et le financement de la sécurité en eau et du développement durable

12-14 décembre 2017, Barcelone, Espagne

Lieu: Hotel Meliá Barcelona Sarrià et Sant Pau Recinte Modernista Barcelona

Organisée sous les auspices de l'Union pour la Méditerranée, par:

Le Projet Gouvernance et Financement du secteur de l'eau en Méditerranée,
mis en œuvre par GWP-Med et l'OCDE, et

Le Programme régional de renforcement des capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MENA, mis en œuvre par la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI, GWP-Med et IUCN-ROWA

et en étroite synergie avec le projet régional **Mécanisme de soutien du programme sur la gestion intégrée et durable de l'eau et de l'initiative Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM)**



Avec le soutien de:



En partenariat avec:



Le rapport a été préparé par:



et



*Empowered lives.
Resilient nations.*



La préparation de ce document a été possible grâce au généreux soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement :



Les deux projets sont les seuls propriétaires de la production, et le GWP-Med et la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI sont les seuls responsables du contenu.

Abréviations / acronymes

BdL	Banque du Liban
BOT	Construction-Exploitation-Transfert
BPEH	Bureau de Planification et des Equilibres Hydrauliques
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GWP	Partenariat Global pour l'Eau
GWP-Med	Partenariat Global pour l'Eau – Méditerranée
H2020	« Initiative Horizon 2020 » pour la dépollution de la Méditerranée
IFIs	Institutions financières internationales
MED EUWI	Composante méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'Union européenne
MedPartnership	Partenariat stratégique pour le grand écosystème marin méditerranéen.
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIO-ECSDE	Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable
NCWR	Ressources en eau non conventionnelles
CDN	Contribution déterminée au niveau national
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PPP	Partenariat Public-Privé
PSP	Participation du secteur privé
RAED	Réseau arabe pour l'environnement et le développement
Sida	Agence suédoise de coopération internationale au développement
SIWI	Institut International de l'Eau de Stockholm (SIWI)
SWIM-H2020 SM	Mécanisme de Soutien du Programme sur la Gestion Intégrée et durable de l'eau – et de l'Initiative Horizon 2020
PNEU/PAM	Programme des Nations Unies pour l'Environnement /Plan d'Action pour la Méditerranée
UpM	Union pour la Méditerranée

Table des matières

Informations de base sur les programmes qui ont co-organisé la conférence.....	9
Informations sur le projet Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée	9
Points forts des sessions de la Conférence	12
Jour 1 – Lundi 12 Décembre 2017	12
JOUR 2 – Mercredi 13 décembre 2017	23
LISTE DES ANNEXES	39
ANNEX I - Ordre du jour de la Conférence	40
ANNEX II – Liste des Participants	46
ANNEX III – Déclaration de la Conférence	50
ANNEX IV - Évaluation.....	56
ANNEX V – Des affiches des 19 plans d'action sur l'intégrité de l'eau élaborés et mis en œuvre pendant le Programme de renforcement des capacités en matière d'intégrité de l'eau	62

Cadre, logique et résultats de la Conférence

Il est largement reconnu que la gouvernance est au cœur de la crise de l'eau et qu'elle est essentielle pour surmonter les défis liés à la sécurité de l'eau. Ces défis nécessitent des investissements importants dans l'eau et les secteurs connexes. Avec un financement public largement limité et des canaux d'aide publique au développement fluctuants, la mobilisation de financements avec la participation active du secteur privé, y compris des banques, peut être cruciale. Un meilleur alignement entre la gouvernance de l'eau et les exigences d'un financement durable est nécessaire.

La plupart des pays de la région MENA et de l'ensemble de la région méditerranéenne ont élaboré des lois et des politiques globales sur l'eau qui ont des points communs en termes de caractéristiques et d'objectifs, par ex. la décentralisation, la planification de la gestion à l'échelle du bassin, une meilleure coordination des prises de décision horizontales et verticales, une participation multipartite et un rôle accru pour le secteur privé. Alors que la plupart des politiques et des cadres juridiques connexes semblent solides sur le papier, leur mise en œuvre et leur application efficaces restent à la traîne et font face à de sérieuses contraintes et à des obstacles.

Pour parvenir à une gouvernance de l'eau plus efficace, il est nécessaire de créer un environnement favorable qui facilite les initiatives des secteurs privé et public ainsi que les partenariats public-privé qui s'inscrivent dans le cadre social, économique et culturel d'une société donnée. La gouvernance de l'eau est perçue comme compétente lorsqu'elle est ouverte et transparente, inclusive et communicative, cohérente et intégrative, équitable et éthique, responsable, efficace, réactive et durable.

Dans la région MENA et la région méditerranéenne, malgré l'allocation importante de fonds publics et le flux de l'aide, les pays ont du mal à satisfaire les exigences financières que les stratégies et plans liés à l'eau impliquent. L'absence d'un cadre de gouvernance solide mine la qualité et la viabilité financière du secteur de l'eau et de l'assainissement. La mauvaise gestion, le faible financement et le manque de capacité d'absorption aux niveaux national et local entravent la mobilisation efficace de ressources managériales et financières supplémentaires, en particulier de la part du secteur privé.

Afin de contribuer concrètement à surmonter les défis liés à la gouvernance et au financement de l'eau ainsi qu'à l'intégrité du secteur de l'eau dans la région MENA, deux projets régionaux soutenus par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) et labellisés par l'Union pour la Méditerranée (UpM) ont été mis en œuvre au cours des quatre dernières années, et ont conclu leur phase actuelle de travail à la fin de 2017:

- le projet « Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée » mis en œuvre par GWP-Med et l'OCDE et

- le Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MENA, mis en œuvre par la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI

En outre, dans le cadre du projet régional financé par l'UE « Mécanisme de Soutien du Programme sur la Gestion Intégrée et durable de l'eau – et de l'Initiative Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM) qui est mis en œuvre jusqu'en 2019, une série d'activités ont déjà été et sont encore consacrées à la gouvernance environnementale avec une large participation, y compris la gouvernance de l'eau et les questions financières, ainsi que l'exploration des moyens d'encourager davantage la participation active du secteur bancaire dans le financement de projets d'eau de différentes échelles.

Visant à capitaliser sur le travail effectué, ses résultats et conclusions, la Conférence régionale a été organisée par les programmes susmentionnés, qui ont contribué à engager les institutions et les parties prenantes aux principes de gouvernance tels que la transparence, la responsabilité et la participation, tout en créant un terrain fertile pour les investissements.

La conférence a réuni pendant trois jours des parties prenantes méditerranéennes ciblées des secteurs liés à l'eau, y compris les autorités publiques, la société civile et le secteur privé, dans le but général de:

- partager et diffuser davantage la bonne gouvernance et les expériences de financement, les idées, les outils, les enseignements tirés et les meilleures pratiques,
- contribuer à l'élaboration du programme pour l'eau de l'UpM, en particulier au thème horizontal de la gouvernance et du financement,
- prôner, auprès des dirigeants politiques, de continuer et de renforcer le soutien à l'application des bonnes pratiques de gouvernance, et
- fournir des éléments clés pour une bonne compréhension, définition et mise en œuvre du financement vert et de la bancabilité.

Les objectifs spécifiques de la Conférence concernant le projet «Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée» étaient les suivants:

- Présenter et diffuser les résultats des dialogues sur la politique de l'eau menés et achevés en Jordanie, Tunisie, Palestine et au Liban.
- Partager des expériences et des idées sur les mécanismes durables de financement pour les infrastructures hydrauliques et identifier des moyens pour promouvoir des actions au niveau des politiques et de la mise en œuvre, y compris à travers une plate-forme régionale entre les acteurs publics, privés et de la société civile
- Explorer les synergies (existantes et futures) avec les initiatives et les projets pertinents, ainsi que le rôle des thèmes transversaux (par exemple, genre, intégrité, droits, etc.) dans la ligne de travail sur la gouvernance et le financement de l'eau.

Les objectifs spécifiques de la Conférence concernant le « Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MENA » étaient les suivants:

- Partager les connaissances sur les outils, les processus, les stratégies et les leçons apprises, ainsi que les défis et les opportunités lors de la mise en œuvre de plans d'action pour l'intégrité de l'eau;
- Évaluer les lacunes au niveau des politiques afin d'élaborer une politique d'intégrité qui améliore la gouvernance de l'eau.
- Obtenir un soutien pour l'intégrité de l'eau dans l'arène politique régionale.

Les objectifs spécifiques de la Conférence concernant le « Mécanisme de Soutien de SWIM et d'H2020 » étaient les suivants:

- Présenter les résultats des activités de renforcement des capacités et les synergies stratégiques réalisées avec les deux autres projets dans la préparation de produits de connaissance et la conduite de dialogues nationaux et régionaux sur la gouvernance et le financement des projets d'eau, la participation du secteur privé et le rôle des banques dans les investissements pertinents
- Renforcer la capacité des pays partenaires à promouvoir des opportunités d'investissement durables dans le secteur de l'eau.

Afin d'atteindre les résultats décrits ci-dessus, la conférence comprenait:

1. Présentation et diffusion des résultats des dialogues sur la politique de l'eau menés et achevés en Jordanie, en Tunisie, en Palestine et au Liban.
2. Partage des connaissances et des expériences entre les participants, les représentants des institutions et des pays dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de financement de l'eau et des plans de renforcement de l'intégrité de l'eau.
3. Faire le point sur les succès, les défis et les goulots d'étranglement dans le financement des investissements du secteur de l'eau et dans les développements de la gouvernance de l'eau.
4. Reconnaissance par les décideurs de la nécessité de renforcer davantage l'intégrité de la gouvernance de l'eau dans la région MENA
5. Aperçu des options de financement des investissements dans le secteur de l'eau et du rôle du secteur privé (en mettant l'accent sur les banques).

La Conférence a produit une Déclaration (disponible en Annexe III) pour servir de levier politique aux gouvernements nationaux et aux processus politiques régionaux, y compris l'Union pour la Méditerranée et la Ligue des États Arabes.

Déclaration de la conférence:

- décrit les principaux défis liés à l'eau pour la Région;

- souligne que la gouvernance est au cœur de la crise de l'eau et qu'elle est essentielle pour surmonter les défis qui y sont liés et parvenir à la sécurité de l'eau;
- demande la poursuite d'une ligne de travail à plusieurs niveaux sur le nexus gouvernance et financement concernant i) la fourniture de soutien technique pour approfondir et / ou reproduire la méthodologie utilisée dans plusieurs pays de la région, ii) l'essai pilote des recommandations concernant l'environnement favorable à la participation du secteur privé et iii) la mise en place et la facilitation d'une plate-forme régionale structurée pour les échanges et l'apprentissage en commun;
- propose de créer une action collective sur l'intégrité de l'eau à travers: i) la clarification des rôles et des responsabilités des acteurs de l'eau, ii) le renforcement et la professionnalisation des institutions publiques et des prestataires de services dans l'exécution impartiale de leurs mandats; iii) la création du partage de l'information et l'accès aux processus de prise de décision à tous les acteurs possibles de la société, ainsi que le développement des mécanismes d'engagement et de coordination avec toutes les parties prenantes, iv) l'apprentissage des expériences acquises, et v) le suivi des progrès et l'étalonnage par le biais de normes convenues;
- soutient l'identification de projets d'eau à plus petite échelle en collaboration avec des banques intéressées à piloter une approche d'« apprentissage par la pratique »;
- souligne que pour faire des progrès dans la gouvernance de l'eau sont nécessaires la vision, le leadership, la cohérence, le dévouement des ressources humaines et financières, du temps et l'engagement des institutions et des parties prenantes aux principes de transparence, de responsabilité et de participation, créant ainsi un terrain fertile pour les investissements dans l'eau;
- encourage vivement que les mesures nécessaires soient prises et qu'une assistance soit fournie pour la poursuite des processus présentés dans la Conférence par le biais de projets de suivi et d'autres initiatives coordonnées.

La Déclaration contient en annexe les principales recommandations de chacune des sessions des groupes de travail tenues au cours de la dernière journée de la Conférence, chacune s'adressant respectivement aux catégories de parties prenantes suivantes: Décideurs; Régulateurs et Services d'eau; Société civile et Universités ; Secteur privé et banques, et Institutions Financières Internationales et donateurs.

Toutes les informations et les documents relatifs à la Conférence, y compris l'ordre du jour, la note conceptuelle, la déclaration et le rapport de la conférence, en anglais et en français, ainsi que la liste des participants, les présentations et les Plans d'Action pour l'Intégrité de l'Eau sont disponibles sur la page web dédiée à la Conférence:

<https://www.gwp.org/en/governanceandfinancing/News-page/regional-conference-on-water-governance/>

Informations de base sur les programmes qui ont co-organisé la conférence

Informations sur le projet Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée

Le projet régional quadriennal (2013-2017) mis en œuvre conjointement par le GWP-Med et l'OCDE vise à diagnostiquer les principaux goulets d'étranglement de la gouvernance qui affectent la mobilisation des financements à travers des PPP pour le secteur méditerranéen de l'eau et à soutenir des plans d'action consensuels basés sur les bonnes pratiques internationales.

La labellisation officielle du projet par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2012 grâce à l'approbation par ses 43 membres, a démontré un large soutien politique et une reconnaissance claire du potentiel du Projet à apporter des bénéfices concrets aux citoyens et à l'environnement méditerranéen et à contribuer à la stabilité régionale.

Au niveau national, des dialogues sur la politique de l'eau ont été achevés en Jordanie (2013-2014), Tunisie (2013-2014), Palestine (2014-2015 et 2017) et au Liban (2017). Le résultat tangible de ces dialogues politiques multipartites est l'élaboration de rapports nationaux, adaptés aux particularités des pays, sur les défis de gouvernance à la participation du secteur privé dans l'eau. Ces rapports comprennent une analyse diagnostique des principaux obstacles à la participation du secteur privé (PSP) dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que des recommandations politiques concrètes et un plan d'action consensuel pour les surmonter. Les dialogues sur les politiques ont été élaborés grâce à un jeu interactif de travaux techniques solides et des ateliers de consultation multipartite qui ont alimenté et guidé le travail analytique.

Au niveau régional, des événements réguliers à travers la Méditerranée constituaient une plateforme pour l'échange d'expériences et de connaissances tout en montrant les résultats des travaux d'analyse menés au niveau national. La 1ère Conférence Régionale (Athènes, 28-30 octobre 2014) a rassemblé plus de 110 représentants méditerranéens et a examiné les résultats des travaux en Jordanie et en Tunisie. La 2ème Conférence Régionale (Tunis, 5-6 décembre 2016) a renforcé la plateforme régionale informelle parmi les décideurs, les acteurs du secteur privé et les représentants de la société civile et a également contribué à la compilation d'un recueil de bonnes pratiques reproductibles, pertinentes au contexte de la MENA.

La participation régulière à des forums régionaux et internationaux (semaines arabes de l'eau, semaines mondiales de l'eau de Stockholm, forums mondiaux de l'eau, Initiative de gouvernance de l'eau de l'OCDE, etc.) a étendu la portée et la visibilité du projet, contribuant en même temps à la durabilité de ses résultats.

Toutes les informations et les documents d'accompagnement relatifs aux composantes nationales et régionales du projet sont disponibles sur le site suivant <http://www.gwp.org/governanceandfinancing>

Informations sur le Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MENA

Avec le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD hébergée à l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) a mis en œuvre le programme régional de renforcement des capacités de quatre ans (2014-2017) « Promouvoir et Développer l'intégrité de l'eau en Moyen-Orient et en Afrique du Nord », en collaboration avec des partenaires régionaux (GWP-Med, UICN-ROWA, AWARENET et PNUD-CapNet, Integrity Action) et des coordinateurs nationaux: en Jordanie avec l'Université jordanienne des sciences et technologies, au Liban avec l'Institut Issam Fares pour la politique publique et les affaires internationales de l'Université américaine de Beyrouth, au Maroc avec l'Université Al-Akhawayn d'Ifrane, en Palestine avec l'Université Al-Quds et en Tunisie avec le CERTE - Centre de Recherche et des Technologies des Eaux.

Le partenariat du programme a déployé une approche régionale pour améliorer la qualité de la gouvernance de l'eau. Il a ciblé les décideurs de haut niveau, les gestionnaires de l'eau de niveau intermédiaire, les opérateurs et les acteurs de la société civile dans chacun des cinq pays pilotes.

Au cours des 4 années, le programme a :

- Renforcé le dialogue et le plaidoyer au niveau régional sur la manière d'améliorer l'intégrité, la transparence et la responsabilité dans la gouvernance de l'eau.
- Amélioré la compréhension sur la dynamique de genre de la corruption dans le secteur de l'eau
- Sensibilisé et promu un dialogue politique de haut niveau au niveau national sur la bonne gouvernance de l'eau, soulignant l'importance de l'intégrité
- Renforcé les capacités des responsables de l'eau au niveau national avec des outils pour identifier et gérer les risques de corruption
- Amélioré la capacité des gestionnaires de l'eau de niveau intermédiaire à intégrer l'intégrité de l'eau au sein de leurs organisations. Environ 450 participants ont été formés à l'intégrité de l'eau dans les 5 pays. 103 plans d'action pour l'intégrité de l'eau ont été élaborés et appliqués avec le soutien des mentors du programme.
- Amélioré la capacité des dirigeants locaux et des acteurs de la société civile à exiger la transparence, la participation et la responsabilisation dans la gestion des ressources et des services liés à l'eau.

Des informations et de la documentation supplémentaires peuvent être trouvées ici:

<http://watergovernance.org/programmes/water-integrity/water-integrity-capacity-building-programme-in-mena>

Informations sur le Mécanisme de Soutien du Programme sur la Gestion Intégrée et durable de l'eau – et de l'Initiative Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM)

Le projet SWIM-H2020 SM, financé par l'Union européenne, vise à contribuer à réduire la pollution marine et à utiliser durablement les ressources en eau limitées dans la région méditerranéenne en mettant l'accent sur les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, [Syrie] et Tunisie). Le projet est la continuité et la fusion de deux contrats de services précédents réussis financés par l'UE, le Programme de renforcement des capacités Horizon 2020/ Programme de l'Environnement Méditerranéen (H2020 CB / MEP) (2009-2014) et le Mécanisme de Soutien à la Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM SM) (2010 -2015).

Le projet vise à fournir une assistance technique adaptée et ciblée au niveau national sur la base des demandes des partenaires à travers une Facilité d'Experts; organiser des séminaires et des webinaires régionaux (ou sous-régionaux); conduire des cours de formation sur place et des visites d'étude; mettre en valeur les leçons apprises, les bonnes pratiques et les réussites; soutenir le mécanisme de gouvernance de l'Initiative Horizon 2020 et le travail du Groupe d'experts sur l'eau de l'Union pour la Méditerranée.

Afin d'atteindre:

- Des changements positifs dans la conception et la mise en œuvre des cadres institutionnels, politiques et réglementaires nationaux pertinents;
- Une amélioration de la capacité des pays partenaires à promouvoir les investissements et les opportunités commerciales pour une gestion adéquate des déchets municipaux, des émissions industrielles et des eaux usées;
- La facilitation de l'accès au financement pour des projets d'investissement durable sélectionnés;
- Le renforcement de la cohérence et de la coopération régionales dans les approches de prévention et de contrôle de la pollution marine et de la gestion durable de l'eau;
- L'Identification, l'essai et le partage des meilleures pratiques et des réussites;
- L'utilisation des résultats de la recherche dans l'élaboration des politiques - renforcement des pratiques plus durables.

Des informations supplémentaires et des documents sont disponibles sur ce lien: www.swim-h2020.eu

Points forts des sessions de la Conférence

Jour 1 – Lundi 12 Décembre 2017

09:00-09:30	Séance d'ouverture Allocutions de bienvenue • Miguel García-Herraiz, Secrétaire général adjoint, Division de l'eau et de l'environnement, Secrétariat de l'UpM • Esse Nilsson, Administrateur principal de programme, Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) • Marta Moren Abat, Chargée de politiques, DG Environnement, Commission européenne (CE) • Michael Scoullou, Chef d'équipe, Mécanisme de soutien SWIM-Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM) • James Leten, Responsable de programme, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) • Vangelis Constantianos, Secrétaire exécutif, Global Water Partnership -Mediterranean (GWP-Med)
--------------------	--

La session d'ouverture de la Conférence a accueilli les remarques des partenaires institutionnels et des partenaires d'exécution des projets et a commencé avec **Miguel García-Herraiz**, Secrétaire Général Adjoint, Division de l'Eau et de l'Environnement, Secrétariat de l'UpM, qui a accueilli avec satisfaction la clôture de deux projets majeurs labélisés par l'UpM et l'opportunité d'avoir travaillé avec les partenaires du projet. Il a informé les participants que l'agenda de l'eau de l'UpM a été présenté à la SOM, qui a donné le feu vert pour procéder au projet de travail envisagé. M. García-Herraiz a noté que toutes les questions liées à l'eau feront partie de l'agenda, mais la gouvernance est au cœur de toutes les questions et elle est nécessaire pour fournir des réponses efficaces. Il a conclu son intervention en annonçant qu'il souhaite que la Conférence aboutisse à un appel fort pour que les activités, telles que celles menées par les projets, se poursuivent.

Esse Nilsson, Responsable Senior de Programme pour SIDA, a déclaré que les projets ont atteint leurs objectifs, elle a remercié les partenaires pour leurs efforts en faveur de l'inclusion et de la coopération dans le secteur de l'eau dans les pays durant ces dernières années ainsi que pour leur patience en suivant les exigences de reporting. Elle a également remercié tous les experts et les décideurs impliqués dans les projets pour leur contribution, tout en les appelant à poursuivre leur engagement. Notant que SIDA soutient des projets dans la région MENA d'une valeur d'environ 30 millions/ an, elle a souligné que la diversité des voix mène à de meilleurs résultats et que les processus de soutien avec de telles caractéristiques sont une marque de commercialisation de SIDA.

Marta Moren Abat, Chargée de Politique, DG Environnement, Commission Européenne, a noté que l'objectif de l'Agenda pour l'eau de l'UpM est d'avoir des politiques communes de l'eau dans la région, ce qui ne sera pas possible sans la participation de tous et sans les processus desservis par les projets qui co-organisent la

Conférence. Elle a souligné qu'il y a des besoins accrus dans la région pour une gouvernance, des finances et des investissements solides et les discussions au cours de la Conférence peuvent contribuer aux prochaines étapes.

Michael Scoullios, Chef d'Equipe de SWIM-H2020 SM, a décrit les défis dans la région, y compris ceux liés à la paix et à la pauvreté, et l'ampleur des investissements nécessaires. Il a souligné l'importance d'une bonne gouvernance de l'eau et d'un environnement propice approprié qui aiderait le secteur privé et les banques à financer des projets d'eau.

James Leten, Chargé de Programme au SIWI, a salué le partenariat d'organisations et de personnes impliquées dans l'intégrité et qui ont participé au programme sur l'intégrité dans le secteur de l'eau, ajoutant que c'était un privilège d'avoir travaillé avec eux. Il a souligné que l'intégrité est centrale non seulement pour la bonne gouvernance, mais aussi pour le financement, car le renforcement de la confiance avec les bailleurs de fonds réduit les coûts et les risques, en augmentant la solvabilité et l'accès à des prêts bon marché.

Vangelis Constantianos, Secrétaire Exécutif, GWP-Med, a commencé par souligner l'ampleur du défi pour atteindre les ODD. Il a ensuite souligné l'importance de réunir les parties prenantes, une partie essentielle du succès, et que les synergies et l'apprentissage mutuel doivent se poursuivre. Il a conclu que le moment est venu de creuser plus profondément et d'aider les pays à mettre en œuvre des changements tangibles

Session I

09:30 - 11:00	Session I - Reconstruire le lien entre Gouvernance et Financement: que se passe-t-il dans la région MENA et au-delà? Modérateurs: Esse Nilsson, Sida et Miguel García-Herraiz, UpM - Présentation principale: aperçu et principales conclusions du projet sur la Gouvernance et le Financement du secteur de l'eau en Méditerranée Anthi Brouma, Coordinateur régional adjoint, GWP-Med - Panel d'experts: réflexions sur les processus de dialogue et les prochaines étapes dans les pays cibles et au-delà Mario El Khoury, Chef de section, Unité de financement, Banque du Liban (BdL) M. Ali Kchouk, Directeur de la programmation hydraulique annuelle, BPEH, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Tunisie Mohammad Said Al Hmaid, PDG, Conseil de Réglementation du Secteur de l'Eau, Palestine Adil Hasnaoui Mardassi, Directeur Financier, Branche Eau, Office national de l'électricité et de l'eau potable, Maroc Vjola Slianga, Expert au Département d'Excellence, Secrétariat Technique du Conseil National de l'Eau, Albanie Discussion
----------------------	--

Esse Nilsson a présenté les panélistes et l'objectif de la session, qui était de partager les principales conclusions des quatre années de travail du projet Gouvernance & Financement et d'avoir des contributions des pays sur

les résultats et la valeur du travail, visant à mieux comprendre l'interaction entre la gouvernance de l'eau et le financement dans la région et les perspectives d'avenir.

Anthi Brouma, Coordinatrice Régionale Adjointe au GWP-Med a assuré la principale présentation de la session, partageant les éléments clés, les activités et les résultats des 4 années de mise en œuvre du projet Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée. Après avoir brièvement évoqué le contexte des activités nationales et régionales mises en œuvre pendant la durée du projet, l'accent a été mis en particulier sur la juxtaposition des conclusions des dialogues nationaux et la réflexion sur les enseignements tirés.

Mario El Khoury, Chef de Section, Unité de financement, Banque Centrale du Liban, a remercié le GWP-Med et l'équipe SWIM-H2020 SM pour leur assistance dans le contexte des activités des projets implémentées dans le pays. Il a ensuite décrit comment le BdL a aidé le Ministère de l'Environnement à lancé plus de 500 millions USD de prêts à faible taux d'intérêt, principalement dans le secteur de l'énergie, dont 20 millions USD de prêts pour des activités liées à l'eau. Le dialogue national dans le cadre du projet Gouvernance & Financement a été lancé début 2017 dans le but de trouver des moyens permettant au secteur privé et en particulier aux banques commerciales d'investir dans des projets relatifs à l'eau. Le processus de dialogue a vraiment aidé à définir ce que constitue un projet d'eau potable/ d'eaux usées pouvant être financés et à donner la priorité aux projets pertinents.

Ali Kchouk, Directeur de la Programmation Hydraulique Annuelle, BPEH, au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Tunisie, a remercié les organisateurs pour leur collaboration durant le projet. Il a décrit comment la Tunisie est confrontée à des pénuries d'eau et à une augmentation de la demande en même temps. Au cours des dernières années, des réformes institutionnelles et techniques ont été mises en œuvre et le code de l'eau a été révisé. Le cadre institutionnel est encore en transition et le processus de décentralisation devrait être amélioré. Le processus de dialogue dans le cadre du projet Gouvernance & Financement a également abordé la manière dont le secteur privé peut s'engager de manière significative. Les défis incluent un manque de capacités, notamment dans les zones rurales, une participation limitée du secteur privé dans les services et une demande de renforcer la participation dans la prise de décision de la part des citoyens. Parmi les recommandations figurent la garantie de la viabilité financière de la participation du secteur privé, le renforcement des opérateurs nationaux et la mise en place de mécanismes de transparence.

Mohammad Said Al Hmadi, Président Directeur Général du Conseil Palestinien de Régulation du Secteur de l'Eau, a commencé en soulignant qu'il s'agissait du premier Conseil de régulation indépendant à être établi dans les pays arabes. Le processus de dialogue dans le cadre du projet Gouvernance & Financement a été très complémentaire de la réforme en cours du secteur de l'eau sur la base d'une évaluation institutionnelle de l'eau et a soutenu les efforts visant à mettre en place le Conseil de Régulation. L'intérêt des investisseurs est limité, principalement parce que la plupart des fournisseurs de services perdent de l'argent. Le développement

d'une base de données de fournisseurs de services de l'eau et de rapports de performance comparatifs basés sur des indicateurs est d'une importance significative. L'évaluation de l'intégrité au niveau des prestataires de services a montré que l'intégrité est une question clé dans le secteur de l'eau, mais la situation évolue dans la bonne direction.

Adil Hasnaoui Mardassi, Directeur Financier, Direction de l'eau, Bureau National de l'Electricité et de l'Eau Potable, Maroc, a noté que le gouvernement doit constamment planifier de nouveaux projets pour répondre à la demande. Assurer la disponibilité de l'eau potable dans toutes les zones rurales est un objectif clé. Un programme de contrat de 2 milliards d'euros a été conclu avec l'Etat pour appuyer la mise en œuvre du programme de l'ONEE. Un consultant indépendant a été recruté pour identifier les défis et assurer la redevabilité. En termes de mobilisation financière, le financement des entreprises, le cofinancement et le rôle des banques locales sont d'une grande importance en addition au soutien de l'Union Européenne.

Vjola Slianga, Expert au Département d'Excellence, Secrétariat Technique du Conseil National de l'Eau, Albanie, a commencé par décrire le rôle du Conseil, y compris inviter les financiers et le secteur privé à négocier ce qui peut être fait et qui peut couvrir quoi. En ce qui concerne le financement des investissements, elle a souligné le rôle des fonds de l'UE et a noté que jusqu'à présent, l'expérience avec les PPP se limitait à l'investissement dans les infrastructures, avec un seul cas d'opération et de maintenance. Les services d'eau en Albanie sont principalement la propriété de la municipalité respective.

Au cours de la discussion qui a suivi avec les participants, M. Al Hmaidi a déclaré que les tarifs de l'eau devraient être basés sur l'abordabilité, la durabilité et les réalités socioéconomiques dans le contexte d'une politique en faveur des pauvres pour assurer la durabilité du service. M. El Khoury a développé davantage les détails des prêts à faible taux d'intérêt sur l'efficacité énergétique, y compris ceux du chauffage solaire de l'eau. Il a également déclaré que la Banque Centrale n'est pas autorisée à prêter de l'argent directement aux autorités locales et aux municipalités, mais pourrait donner les fonds à des tiers qui conduisent des affaires au nom de l'autorité locale / municipalité.

En réponse aux questions concernant les prochaines étapes, M. Al Hmaidi a recommandé plus de processus de dialogue sur la façon d'améliorer la durabilité du secteur, d'impliquer le secteur privé, d'ajuster les tarifs et d'engager les clients. M. Kchouk a souligné la nécessité de garder le dialogue au centre de la préparation des politiques et stratégies à long terme basées sur les principes de la GIRE. Mme Slianga a souligné l'importance des réunions de consultation, qui peuvent partager l'expérience des succès locaux au niveau national. Les dialogues au niveau des bassins ainsi qu'au niveau transfrontalier sont également cruciaux. M. Mardassi a noté l'importance de l'efficacité et la nécessité de l'intégration et des liens avec les activités liées au climat, qui sont souvent plus attrayantes pour les fonds verts. Il a également noté le besoin pour des obligations vertes pour financer des investissements dans le secteur de l'approvisionnement en eau.

Lors de ses remarques de clôture, Mme Nilsson a souligné l'importance d'utiliser toutes les ressources en eau disponibles, y compris les eaux usées traitées. Elle a trouvé utile la discussion sur la poursuite du dialogue et l'engagement des décideurs locaux et des municipalités, notant que les utilisateurs agricoles qui utilisent le plus d'eau doivent également être pris en compte dans les futurs processus de consultation.

De son côté, M. García-Herraiz a indiqué que la complexité devrait être gérée d'une manière top down en donnant l'exemple du changement climatique qui affecte la plupart des domaines de prise de décision, notant que c'est une raison additionnelle pour laquelle les processus de dialogue et de consultation sont particulièrement pertinents.

Avant la pause, les participants ont été brièvement informés des dispositions prises pour le 3^{ème} jour de la Conférence, à savoir le transit vers Sant Pau et en particulier l'organisation et le contexte de travail des sessions de travaux de groupes durant cette journée.

Session II

11:30-13:00	Session II - Débloquent la gouvernance du financement: quelle voie pour la régulation et les PPP dans le secteur de l'eau? Modérateur: Koussai Quteishat, Expert Senior du projet Gouvernance et Financement, ancien Secrétaire Général, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie - Panel d'experts Maya Chamli, Chef de projet, Conseil Supérieur de la Privatisation et des PPP, Liban Mohamed Moustafa, Directeur exécutif, Agence égyptienne de réglementation des eaux et des eaux usées et Protection des consommateurs (EWRA), Égypte Totss Allal, Directeur Adjoint, Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc Habib Omrane, Président Directeur Général, Office national de l'assainissement (ONAS), Tunisie Atef Masmoudi, Directeur général des PPPs, Ministère des finances, Tunisie Ahmed Benaddou, Responsable d'organisation, Office national de l'énergie et de l'eau potable, Maroc Discussion
--------------------	--

Koussai Quteishat, Expert Senior du Projet Gov & Fin et Ancien Secrétaire Général au Ministère Jordanien de l'Eau et de l'Irrigation, a donné, comme moyen d'introduction à la session, un aperçu de l'état et des défis des PPP dans le secteur de l'eau dans la région. Il a commencé par présenter brièvement le projet de rapport régional sur le sujet qui a été préparé dans le cadre du projet, en se concentrant sur les 4 pays partenaires du projet Gouvernance & Financement, disponible en copie papier dans la salle, et a invité les participants à lire et fournir des commentaires. Il a noté que les pays de la région sont à faible revenu avec des ratios élevés de la dette au PIB et que les investisseurs ne s'impliquent pas dans les PPP dans les secteurs à risque, donc le secteur de l'eau doit être performant pour attirer les PPP.

En Tunisie, la lutte contre la corruption est l'objectif principal. Le fait que le secteur de l'eau relève du Ministère de l'Agriculture est un peu gênant vu que des priorités différentes existent dans les zones urbaines vs rurales, les problèmes dans le premier étant plus faciles à gérer. En Jordanie, l'effort de corporatisation n'a pas été couronné de succès et les services publics peuvent ne plus être des services publics mais des acteurs d'exploitation et de maintenance. En Palestine, la loi sur l'eau est fantastique, mais des problèmes subsistent concernant la mise en œuvre et le manque de gouvernance interne. La principale recommandation est d'établir des relations, des règles et des procédures entre les nouvelles entités et les institutions existantes. Au Liban, les responsabilités se situent à divers endroits et il existe trop d'entités. Les données ne sont pas gérées de manière centralisée et les eaux usées sont généralement ignorées.

M. Quteishat a demandé pourquoi les gouvernements devraient posséder des usines au lieu d'opter pour des contrats simples pour la qualité, la quantité et le prix de l'eau dans les délais convenus, notant que les pays du Golfe utilisent exclusivement des contrats CET. Il a finalement suggéré des recommandations pour des services publics performants, notamment le contrôle de leurs finances (par exemple, ne pas donner de bénéfices à l'État), la clarté des rôles, un conseil d'administration approprié, une supervision externe, des pratiques de gestion et surtout un focus sur les clients.

Maya Chamli, Chef de Projet, Conseil supérieur pour la privatisation et le PPP, Liban, a déclaré qu'une nouvelle loi sur les PPP a été adoptée en octobre après une décennie de discussions, mettant en place un cadre de bonne gouvernance. Maintenant, un processus de prise de décision à trois niveaux a été établi impliquant: un comité de projet pour chaque projet au sein du Ministère des Finances; le Conseil Supérieur des Privatisations, présidé par le Premier Ministre et composé de quatre ministres entant que membres permanents (économie, finances, travail et justice), plus le ministre compétent par cas; le Conseil des Ministres. Elle a noté que pour la transparence, toutes les parties prenantes devraient être impliquées dans toutes les étapes du processus d'appel d'offres, et pour être efficaces, des processus d'appel d'offres normalisés et des contrats devraient être mis en place. Enfin, elle a noté que peu de questions restent alignées entre le Code de l'eau et la loi sur les PPP, mais elles devraient être traitées par le Parlement.

Mohamed Moustafa, Directeur Exécutif, Agence Egyptienne de Réglementation de l'Eau et des Eaux Usées et de la Protection des Consommateurs a décrit le secteur de l'eau et le processus de réforme engagé depuis 2004. Un régulateur a été créé pour surveiller le marché et une Commission pour régler les différends, comme mesures essentielles pour stimuler l'investissement dans le pays avec des PPP, une voie privilégiée pour la participation du SP. Il a également noté le besoin d'avoir des experts juridiques, environnementaux et techniques et de renforcement des capacités pour tous les acteurs.

Totss Allal, Directeur Adjoint, Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc, a décrit les fonctions de la Direction et le rôle des entités publiques. Un code de bonne gouvernance a été élaboré depuis 6 ans, en partenariat avec toutes les parties prenantes. Un principe directeur

est celui du droit à l'eau et il existe un engagement juridique selon lequel les zones reculées ont accès à l'eau. Aujourd'hui, le pays fait face à une sécheresse prolongée et une planification d'urgence a été demandée par le roi. Il y a un gros déficit de financement provenant du budget public et d'autres outils de financement sont nécessaires.

Habib Omrane, Président Directeur Général, Office National de l'Assainissement, Tunisie, a fourni un aperçu des infrastructures pertinentes dans son pays, notant que les eaux usées traitées sont utilisées dans l'agriculture, le secteur industriel et le tourisme (stations de golf), mais la loi de l'irrigation limite à 25% la part des eaux usées traitées dans l'agriculture. Des équipements plus récents, une efficacité améliorée et un traitement tertiaire sont ajoutés pour désinfecter complètement et assurer une utilisation plus large de l'eau traitée

Atef Masmoudi, Directeur Général des Partenariats Publics Privés, Ministère des Finances, Tunisie, a noté que des facteurs de réussite sont nécessaires pour attirer le secteur privé, avec transfert du risque à l'entité rendant ainsi possible un meilleur service à moindre coût. L'attractivité des PPP dépend également de la manière dont les contrats dans la procédure d'appel d'offres sont rédigés en plus des garanties prévues par la loi. Un bon renforcement des capacités est également important, en particulier sur la manière de sélectionner des projets bancables. La corruption reste un problème et nous devons être prudents dans la sélection des acteurs du secteur privé qui ne sont pas en conflit d'intérêts.

Ahmed Benaddou, Responsable de l'Organisation, Bureau National de l'Energie et de l'Eau Potable, Maroc, a fourni des chiffres sur la situation des PPP au Maroc. Il a souligné l'émergence de PME locales qui répondent aux opportunités et gèrent les micro-PPP, encouragées par des subventions et une assistance. Des spécifications et des coûts supplémentaires sont impliqués pour les zones éloignées.

Suite **aux interventions et aux questions des participants**, M. Masmoudi a donné d'autres exemples de PPP en lien avec les secteurs de l'électricité et des transports, notant que l'une des principales opérations des PPP est de transférer le risque au partenaire privé. L'entité publique doit assurer la réalisation de ce qui est requis dans le contrat et prévoir des pénalités. Pour des raisons de transparence, le contrat de PPP devrait être publié afin que la société civile puisse l'examiner.

Mme Chamli a noté qu'il n'y a pas de restrictions de nationalité pour participer aux PPP, mais tout le monde est soumis à des codes nationaux. Elle a également fait la distinction entre la privatisation et les PPP en notant qu'une vente pure et simple est différente de la participation au partage des risques.

Session III

14:00–15:30	Session III – Le côté «caché» du financement durable de l'eau: Questions transversales (genre, intégrité, droits, RSE, nexus, emploi) <u>Modératrice:</u> Marta Moren Abat, Commission européenne - Panel d'experts Essam Nada, Directeur exécutif, Bureau arabe pour l'environnement et le développement (AOYE), Égypte Anja Nordlund, Experte Genre et Directeur Général, NCG, Suède Niclas Ihren, Conseiller externe du projet Gouv & Fin, fondateur du groupe Matters Konstantina Toli, Chargée de programme senior, GWP-Med Gidon Bromberg, Directeur israélien, EcoPeace Middle East Discussion
--------------------	--

La modératrice **Marta Moren** de la CE a ouvert la session en notant que la CE co-préside l'UpM qui, avec son agenda pour l'eau, s'oriente vers une politique commune de l'eau en Méditerranée. Elle a également souligné la nécessité d'identifier et de mobiliser toutes les parties prenantes concernées susceptibles d'avoir le bon impact.

Essam Nada, Directeur Exécutif, Bureau Arabe pour l'Environnement et le Développement, Egypte, soulignant que l'accès à l'eau est un droit humain, a présenté un projet pertinent dans une zone déshéritée du Caire ciblant des enfants de 10-14 ans issus de divers milieux religieux impliquant également la création de jardins sur le toit et la plantation d'arbres fruitiers.

Gidon Bromberg, Directeur Israélien, EcoPeace Moyen-Orient, a présenté son organisation comme un excellent exemple de société civile travaillant ensemble dans la région. Il a également présenté l'étude d'EcoPeace sur le Nexus dans la région, centrée sur les échanges d'eau et d'énergie renouvelable, développée par une équipe d'experts de Jordanie, d'Israël et de Palestine. Ils ont étudié le lien entre le dessalement et les énergies renouvelables, un avantage comparatif pour la région car les zones côtières sont relativement proches des déserts à fort potentiel solaire et à faible coût énergétique, ce qui peut conduire à une situation gagnant-gagnant en particulier pour les pays ne pouvant pas accéder à de nouvelles ressources en eau. Il a rappelé que l'UE était fondée sur des interdépendances autour du charbon et de l'acier pour éviter une nouvelle guerre et a exprimé son espoir que de tels concepts Nexus puissent changer la donne dans la région et assurer la sécurité et la coopération.

Konstantina Toli, Chargée de Programme Senior, GWP-Med, a donné un aperçu du travail de l'organisation depuis 2008 sur la promotion des Ressources en Eau non Conventionnelles (collecte des eaux pluviales, gestion des eaux pluviales, recyclage des eaux usées) dans les îles grecques puis dans d'autres îles de la Méditerranée comme moyen d'accroître la sécurité en eau tout en assistant les îles à s'adapter au changement climatique.

Le programme mis en œuvre avec le soutien de la Fondation Coca Cola est actif au niveau de 4 pays (Grèce, Chypre, Malte, Italie) contribuant aux autorités locales avec 100 projets de démonstration. Des avantages multiples existent, notamment en stimulant l'emploi, l'innovation et l'esprit d'entreprise. Elle a terminé en mentionnant les travaux en cours sur les liens entre l'eau, l'emploi et les migrations, notant la nécessité d'établir des partenariats et de mettre en œuvre des applications pilotes, considérant également le soutien potentiel du Fonds de développement durable de l'UE récemment lancé.

Niclas Ihren, Conseiller Externe du Projet Gov & Fin et Fondateur de Matters Group, a commencé par noter que nous sommes entrés dans une ère de problèmes mondiaux interconnectés et profonds, qui appelle à faire les choses différemment. La Responsabilité Sociale des Entreprises concerne essentiellement les entreprises engagées dans ce qui est le plus important pour la société. La RSE peut être abordée à partir d'un certain nombre de perspectives: faire des affaires responsables et intégrer les questions sociales dans le cœur du métier; philanthropie, c'est-à-dire investir une partie des bénéfices là où cela a un sens pour la société; et utiliser les entreprises pour créer un changement positif grâce à une stratégie d'impact. En général, les entreprises impliquées dans la RSE sont plus valorisées, plus rentables et se développent plus rapidement. La RSE est assez dispersée avec les différences entre les pays. Si la RSE est régulée et accélérée, elle peut renforcer les secteurs critiques tels que l'eau.

Anja Nordlund, Experte en Genre et Directrice Générale, NCG, Suède, a noté que nous continuons de nous concentrer sur la sensibilisation portant sur «pourquoi le genre est important» même si l'égalité des sexes est en principe établie partout, dans les conventions internationales et dans les lois nationales. Elle a présenté des preuves et des études montrant que les organisations ayant des opportunités égales sont plus performantes et que la créativité et le rendement du capital augmentent dans les groupes mixtes. Le problème majeur est que les femmes sont exclues, pas entendues, pas présentes ou actives dans les panels ou les réunions. Au-delà de la sensibilisation, les entreprises doivent modifier les procédures de recrutement et de promotion, être plus axées sur le mérite, veiller à ce que le renforcement des capacités touche tout le monde et impliquer les femmes dans la prise de décision.

Suite **aux contributions et aux questions des participants**, M. Ihren a noté qu'il a été démontré en microfinances que les femmes sont plus bancables car elles sont mieux remboursées. Les jeunes devraient être impliqués à chaque fois que l'opportunité se présente. M. Bromberg a souligné que nous ne pouvons pas nous désengager d'un environnement partagé et que la promotion de bonnes interdépendances favorise la sécurité pour tous. Mme Nordlund a noté qu'il a été démontré que les femmes sont plus disposées à payer et plus intéressées par les entreprises positives. Les études démontrent constamment une corrélation entre l'égalité des opportunités dans les entreprises et la réussite économique.

Session IV

16:00-17:30	Session IV - Stimuler les investissements dans le secteur de l'eau: acteurs anciens et nouveaux et le rôle d'une interface régionale <u>Modérateur:</u> Almotaz Abadi, Directeur Général, UfM Sec et Michael Scoulllos, SWIM-H2020 SM - Panel d'experts Sofia Kilifi, Responsable développement durable et communauté, Europe centrale et orientale, The Coca-Cola Company Belgacem Ben Sassi, Ingénieur en Chef en Eau Potable et Assainissement, Banque Africaine de Développement Oded Fixler, Premier Directeur général adjoint, Ministère de la coopération régionale, Israël - Discussion facilitée avec des représentants des banques commerciales des pays de la région MENA Discussion
--------------------	--

Michael Scoulllos, Chef d'Equipe de SWIM-H2020 SM, a donné un aperçu et l'histoire de H2020 et des programmes SWIM, qui outre le renforcement des capacités au niveau technique est aussi un processus politique de dialogue entre Nord-Sud et Sud-Sud. Notant que les besoins en eau sont énormes dans la région compte tenu de l'augmentation des populations et de la diminution des ressources, un minimum de bonne gouvernance est nécessaire.

Almotaz Abadi, Directeur Général, Secrétariat de l'UpM, a décrit le rôle de l'UpM sur les politiques, le dialogue politique et les projets dans la région. Il a présenté le mandat et le processus de l'agenda eau et a informé les participants que la réunion des hauts fonctionnaires de l'UpM vient d'approuver la feuille de route pour sa mise en œuvre.

Sofia Kilifi, Responsable Durabilité et Communauté, Europe Centrale et Europe de l'Est, Compagnie Coca-Cola, a déclaré que la Compagnie soutient plus de 200 projets dans plus de 70 pays avec 3 priorités en matière de durabilité: environnement et eau, autonomisation des femmes, communautés et bien-être. L'objectif de reconstituer 100% de l'eau utilisée dans les produits de l'entreprise était déjà atteint en 2015. Les projets soutenus dans la région méditerranéenne incluent les Ressources en Eau Non Conventionnelles avec GWP-Med présenté lors de la session précédente, un en partenariat avec le WWF sur la restauration des zones humides et les inondations du Danube et un avec le PNUD pour améliorer l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les services de l'eau. Dans tous les projets, il y a d'abord une vérification des antécédents des ONG partenaires potentiels et un processus d'examen de l'avancement du projet est requis.

Belgacem Ben Sassi, Ingénieur en Chef de l'Eau Potable et de l'Assainissement, Banque Africaine de Développement, a présenté les défis de la Banque et son nouveau rôle suite à la crise économique mondiale de 2008 ainsi que les troubles en Afrique du Nord en 2011. La Banque se concentre sur les populations rurales avec un accès inadéquat à l'eau et à l'assainissement, mais la situation financière globale a empêché de

mobiliser davantage de ressources. L'accent est mis sur les outils pour assurer le risque afin que les taux d'intérêt puissent être réduits. 20 milliards USD sont nécessaires durant les 15 prochaines années pour réaliser la Vision Africaine de l'Eau 2025 mais seulement 10 milliards sont actuellement disponibles.

Oded Fixler, Directeur Général Senior Adjoint, Ministère de la Coopération Régionale, Israël, a commencé par souligner que l'eau ne peut être considérée comme un don de Dieu que sous sa forme naturelle. La collecte, le traitement, la distribution, etc. coûtent de l'argent. Le principal défi dans la région est que la population est en train d'augmenter alors que les ressources diminuent. Tous les pays ont leurs spécificités, avantages et inconvénients mais doivent coopérer entre eux. L'énorme projet Mer Rouge - Mer Morte démontre une réelle coopération entre 3 pays (Jordanie, Israël, Palestine). Il a également souligné que s'il y a une bonne gouvernance et un recouvrement des coûts, des ressources financières peuvent être disponibles.

La session s'est poursuivie avec de brèves interventions des représentants des banques commerciales dans la région sur le rôle qu'ils peuvent jouer pour supporter les investissements dans le secteur de l'eau. Les contributions ciblées des banques du Liban, du Maroc et de la Jordanie ont fourni des informations précieuses sur le travail qu'elles ont accompli pour soutenir les secteurs de l'environnement et de l'eau, ainsi que le rôle potentiel du secteur bancaire dans le financement durable de l'eau et les opportunités qui existent dans les pays et la région. La session s'est terminée par un appel spécifique pour répliquer en Jordanie du travail effectué au Liban durant le Dialogue national et qui était axé sur le secteur bancaire.

JOUR 2 – Mercredi 13 décembre 2017

Session I

09:00-11:00	Session I: Mise en scène de l'Intégrité dans le secteur de l'Eau, initiatives internationales <u>Modérateur:</u> Alejandro Jimenez, Directeur <i>a.i.</i> Division Gouvernance de l'eau, Institut international de l'eau de Stockholm, Suède • Présentation: «ODD et gouvernance de l'eau: un agenda partagé» ◦ Marianne Kjellen, Conseiller principal en matière d'eau, Programme des Nations Unies pour le Développement • Présentation: «Reddition de compte dans le modèle de fourniture de services d'eau: un cadre conceptuel» ◦ José Gesti, Spécialiste de l'eau et du climat, UNICEF • Présentation: "La gestion de l'intégrité au niveau de l'utilité: les expériences du Kenya" ◦ Sareen Malik, Réseau d'intégrité de l'eau (WIN) • Présentation: "Programmes de renforcement des capacités concernant l'intégrité: construire une action collective" ◦ James Leten, Responsable de programme, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) Discussion
--------------------	---

Dans sa présentation «Les ODD et la gouvernance de l'eau: un programme commun», **Marianne Kjellen**, conseillère principale pour l'eau au PNUD, a insisté sur l'inégalité croissante dans la distribution et l'accès à l'eau et à l'assainissement, d'où l'importance de renforcer l'impartialité des institutions dans les services qu'ils prestent. Du point de vue de la gestion des ressources en eau, Mme Kjellen a partagé son point de vue selon lequel, vu sous l'angle de l'intégrité, la pollution des ressources en eau et le manque d'action délibéré doivent être considérées comme de la corruption et nécessitent des réformes institutionnelles.

Dans son exposé liminaire «Redevabilité dans la prestation des services d'eau: un cadre conceptuel», **José Gesti**, spécialiste de l'eau et du climat, a présenté le travail effectué par l'UNICEF et le SIWI sur la responsabilisation dans la prestation des services d'eau. Il a expliqué le concept du triangle des responsabilités qui souligne la nécessité d'une collaboration appropriée entre les décideurs, les fournisseurs de services, les consommateurs / utilisateurs et la fonction de réglementation indépendante. Cette collaboration nécessite une définition et une attribution claires des rôles et des responsabilités ; il faut également que des informations précises et opportunes soient mises à disposition sur plusieurs aspects de la fourniture de services, tels que l'état des services, la performance des prestataires de services, les décisions concernant les allocations financières, etc. ; et exige des mécanismes en place qui contrôlent la mesure dans laquelle les fonctionnaires, fournisseurs de services et institutions respectent les normes établies, imposent des sanctions aux fonctionnaires et aux entreprises qui ne s'y conforment pas et veillent à ce que des mesures correctives appropriées soient prises.

Dans son exposé liminaire «La gestion de l'intégrité au niveau de l'utilité: les expériences du Kenya», **Sareen Malik**, du Water Integrity Network, a rendu compte des activités d'intégrité entreprises et en cours au Kenya. Elle a fourni une perspective nationale et à long terme (plus de 10 ans) sur les interventions de WIN au Kenya. Elle a présenté le travail de WIN avec les acteurs gouvernementaux et la société civile, l'impact de l'utilisation de la boîte à outils 'Integrity Management', une approche de gestion du changement qui aide les organisations à évaluer leur performance et à décrire leur modèle d'entreprise. Elle aide à identifier les risques d'intégrité pertinents, elle propose des outils pratiques pour mieux gérer les risques, ainsi que pour surveiller les améliorations des performances. Mme Malik a illustré comment la boîte à outils peut être utilisée pour augmenter les revenus des services publics tout en réduisant l'eau non facturée. Elle a également développé sur l'initiative de la société civile pour rendre compte sur la qualité du service de l'eau fourni par les ONG (Organisations Non-Gouvernementales) et les OBC (Organisations Basées sur la Communauté) au Kenya.

Dans la présentation finale de la session : «Programmes de renforcement des capacités en matière d'Intégrité: construire une action collective», **James Leten**, Gestionnaire du programme au SIWI, a présenté l'interprétation du SIWI des plus récentes études de lutte contre la corruption et a présenté la Théorie du changement de SIWI pour renforcer l'intégrité dans le secteur de l'eau. L'approche de SIWI est fondée sur la théorie de l'action collective qui met en évidence la pertinence de la dynamique de groupe pour les décisions individuelles, y compris la confiance dans les autres et le comportement des autres. Lorsque la corruption est considérée comme «normale», les gens peuvent être moins enclins à s'abstenir de la corruption ou à faire le premier pas dans la mise en œuvre des sanctions ou des réformes. Cette théorie met en évidence les défis de la coordination des efforts de lutte contre la corruption, en particulier dans les pays où la corruption est considérée comme un problème systémique.

Session II

11:30-13:00	Session II - Transparence et reddition de compte: des solutions pratiques pour faire progresser la gouvernance de l'eau <u>Modératrice:</u> Pilar Avello, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) • Présentation: "Mécanismes réglementaires pour promouvoir l'intégrité dans les services d'eau". ○ Jaime Melo Baptista, Chercheur principal, LIS-Water • Présentation: "Le rôle du Département royal jordanien pour la protection de l'environnement / Rangers (Direction de la sécurité publique) dans la protection des ressources en eau" ○ Major Ibrahim Alrjoob, Chef de la Section de la qualité totale, Département royal de la protection de l'environnement / RANGERS • Présentation: "Le rôle de la société civile dans la défense de la liberté d'expression et d'information" ○ Saloua Ghazouani Oueslati, ARTICLE 19, Directrice, Tunisie, • Présentation: "Transparence et reddition de compte: solutions pratiques avec le secteur privé" ○ Emad Adly, Expert en matière d'engagement des parties prenantes, SWIM-H2020 Discussion
-------------	---

La session a débuté par une présentation liminaire sur «Les mécanismes de régulation pour promouvoir l'intégrité dans les services d'eau» par Jaime Melo Baptista, chercheur principal, LIS-Water. Le professeur **Jaime Melo Baptista**, en tant qu'ancien directeur du régulateur portugais de l'eau, a présenté l'étude de cas du régulateur portugais. Le professeur Melo a souligné la nécessité d'une politique publique saine pour les services d'eau et le rôle d'un régulateur dans la réalisation de cet objectif. Il a expliqué le rôle d'un organisme de réglementation dans l'amélioration de l'information disponible du secteur en fournissant des informations rigoureuses et complètes à toutes les parties prenantes, en réduisant l'asymétrie de l'information et en garantissant la facilité d'utilisation des informations pour les consommateurs. Il a illustré comment le régulateur portugais le fait, ainsi que les outils et les mécanismes qui peuvent être utilisés.

Dans son exposé liminaire «Le rôle du département royal jordanien pour la protection de l'environnement dans la protection des ressources en eau», le major **Ibrahim Alrjoob**, chef de la section de la qualité totale du Département royal de la protection de l'environnement, a partagé l'expérience des Rangers dans le contrôle des ressources naturelles. Le message principal du Major Ibrahim Alrjoob était la nécessité de trouver le juste équilibre entre répression / poursuites et collaboration avec les principales parties prenantes. Il a souligné l'importance d'un comité d'avoir un cadre régulier solide comme fondement, mais aussi le fait que la société civile, les citoyens, les usagers de l'eau et autres parties prenantes soient désireux et puissent aider à faire respecter la loi, et à trouver des solutions pour des activités illégales.

Dans sa présentation «Le rôle de la société civile dans la défense de la liberté d'expression et de l'information», **Saloua Ghazouani Oueslati**, directrice du bureau de l'article 19 en Tunisie, a donné un exemple sur comment la société civile peut aider les acteurs gouvernementaux à respecter les droits humains dans un pays. Les organisations de la société civile jouent un rôle important dans le renforcement et le respect du contrat social entre les citoyens (détenteurs de droits) et les institutions dirigeantes (responsables, détenteurs d'obligations). Elle a souligné l'importance de faire en sorte que les droits de la personne soient reflétés dans la loi et d'avoir un système juridique et des politiques solides en place.

Dans la présentation finale de la session «La composante d'engagement des parties prenantes du Mécanisme de soutien SWIM-H2020: Visant une transparence et une responsabilité accrues», **Emad Adly**, Expert en engagement des parties prenantes, SWIM-H2020, a fourni des exemples d'intégration et d'interaction avec les parties prenantes dans la mise en œuvre des politiques nationales, sur la base de l'expérience du projet SWIM-H2020.

Session III

14:00- 15:30	Session III: Expériences du programme MENA: Leçons apprises sur le terrain Les 25 plans d'action sur l'intégrité dans le domaine de l'eau les plus prometteurs et innovants élaborés et mis en œuvre durant le programme de renforcement des capacités seront présentés au cours de cette session. Les porteurs de projet viennent du Liban, de la Tunisie, de la Palestine, du Maroc et de la Jordanie, à la fois du gouvernement, des fournisseurs de services et des organisations de la société civile.
---------------------	---

Pour aider à relever les défis de l'intégrité dans la région, le programme Intégrité de l'eau dans la région MENA a permis de renforcer les capacités d'une communauté croissante d'ambassadeurs de l'intégrité et de praticiens dans l'identification et la réduction de risques d'intégrité. Au total, 27 formations ont été organisées - 20 au niveau national et sept au niveau régional (quatre ateliers régionaux d'alumni et trois formations accolées à des événements régionaux). Dans chacun des cinq pays du programme, le SIWI a formé des groupes sélectionnés. Sur les quelque 370 participants au total, 49% étaient des femmes. 80 personnes supplémentaires ont été formées grâce aux trois formations régionales accolées.

Les propriétaires des plans d'action les plus novateurs et percutants ont rejoint le programme de mentorat WI-MENA, soit un total de 103 plans d'action. Ils ont reçu des suivis, guidés et soutenus dans la finalisation et la mise en œuvre de leurs plans d'action.

Cette session visait à partager les histoires de la mise en œuvre de ces plans d'action. Dix-neuf des meilleurs champions de l'intégrité ont été invités à présenter leurs plans d'action pendant la session par le biais d'un poster. Les posters du Liban, de la Tunisie, de la Palestine, du Maroc et de la Jordanie ont été présentés dans un format de marché, comme à une foire. Les posters émanaient d'acteurs gouvernements, d'acteurs de services d'eau et d'organisations de la société civile.

Chaque propriétaire de plan d'action a eu l'occasion de présenter son plan pendant 2-3 min en public. Après, les participants ont eu l'opportunité d'interagir directement avec les propriétaires du plan d'action. Il ont partagé leurs histoires sur la mise en œuvre, leurs ambitions, leurs efforts, leurs frustrations, leurs réussites et leurs leçons apprises dans le Programme Régional de Renforcement des Capacités pour l'Intégrité de l'Eau pour la Région MENA (WI-MENA). Pour une phase suivante du programme, il est important de consolider les leçons apprises dans des plans d'action plus vastes - aux niveaux ministériel, organisationnel, national et régional.

Toutes les affiches sont disponibles à l'**annexe V**.

Session IV

16:00-17:30	Session IV - Intégrité et bonne gouvernance, l'action collective comme solution - Présentation principale: "La corruption en tant que dilemme social: comment les communautés humaines résolvent-elles les problèmes de gouvernance" Prof. Alina Mungui, Professeur d'études sur la démocratie à l'école de gouvernance Hertie - Panel d'experts: "Intégrité et bonne gouvernance, l'action collective comme solution: rôles et responsabilités" <u>Modérateur: James Leten</u>, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) <u>Intervenants:</u> Latiffa Bousselmi, Ingénieur des procédés, Centre de Recherche et des Technologies des Eaux (CERTE) Maroun Moussallem, Directeur général, Bekaa Water Establishment, Liban Saleh Almomani, Directeur de la Direction Alramtha, Yarmouk Water Company Jordan Salah Bel Matrik, Secrétaire général, Agence du bassin hydraulique Bouregreg et Chaouia, Maroc Salah Khallaf Maha, Conseiller technique principal, GIZ, Egypte Discussion
--------------------	---

Le discours d'ouverture de la session, «La corruption en tant que dilemme social: comment les communautés humaines résolvent les problèmes de gouvernance», a été présenté par le professeur **Alina Mungui**, professeur d'études sur la démocratie à la Hertie School of Governance. Le professeur Alina Mungui a expliqué les raisons de la corruption dans le secteur de l'eau. Elle a fourni les causes sous-jacentes des problèmes d'action collective. Elle a partagé une feuille de route composée de différentes étapes pour générer une action collective qui peut conduire à un changement de comportement collectif d'une masse critique de parties prenantes. Elle a argumenté sur l'importance de réduire les opportunités de corruption en n'investissant pas plus de fonds jusqu'à ce que le diagnostic de corruption soit clair, en créant des indicateurs et des bases de référence pour mesurer les progrès réalisés, en accroissant la transparence des marchés publics; et en augmentant des contraintes croissantes telles que le contrôle accru des contrats publics pour éviter le favoritisme; en créant des listes noires pour les prestataires médiocres et les resquilleurs ou en utilisant des initiatives de référence pour améliorer la performance du gouvernement.

Son intervention a permis à la conférence de comprendre l'importance de cartographier les intérêts des différentes parties prenantes et d'identifier les groupes qui, dans leur meilleur intérêt, doivent être habilités à s'engager dans un changement d'intégrité.

La table ronde qui a suivi avait pour thème «Intégrité et bonne gouvernance, une solution d'action collective: rôles et responsabilités».

Les panélistes du secteur public ont été interrogés sur ce qui suit: Les chercheurs affirment qu'au lieu d'investir dans des outils de gouvernance supplémentaires pour lutter contre la corruption, il faudrait plutôt investir dans

la «qualité de la gouvernance» pour améliorer la performance des institutions. Dans le contexte de l'eau, cela signifierait des politiques de réforme axées sur la «livraison du mandat». Êtes-vous d'accord avec ces déclarations?

Maroun Moussallem (Bekaa Water Establishment, Liban), **Saleh Almomani** (Compagnie des eaux de Yarmouk, Jordanie) et **Salah Bel Matrik** (Agence du bassin de Bouregreg et Chaouia, Maroc) n'étaient pas entièrement d'accord avec cette affirmation dans la mesure où il leur semble que la qualité de la gouvernance devrait être améliorée, notamment par le renforcement des capacités, mais que le renforcement des capacités devrait mettre un accent particulier sur la transparence et la responsabilité. Ils ont convenu que les institutions au service des citoyens dans la région MENA devraient mettre l'intégrité au centre de leur mandat et être capables de le faire appliquer. Mme **Salah Khallaf Maha** de la GIZ-Égypte a partagé l'expérience de la GIZ en matière de développement de l'intégrité dans les services d'eau et d'assainissement en Egypte. Elle a insisté sur la nécessité de sensibiliser les agents publics à ce que le comportement entier devienne la norme.

Les représentants des organisations de la société civile ont quant à eux été interrogés sur les points suivants: Les chercheurs soulignent également l'importance, dans la lutte contre la corruption, d'une société civile dense et politiquement engagée. Quelles sont les difficultés rencontrées par vos citoyens pour s'engager dans des associations de la société civile? Et plus spécifiquement dans les processus de gouvernance du secteur de l'eau?

Latiffa Bousselmi de CERTE, Tunisie et **Salah Khallaf Maha** de GIZ-Egypte étaient tout à fait d'accord avec cette déclaration. Ils ont tous deux passé le message que le changement de comportement des fonctionnaires publics dépend à la fois d'une volonté politique au sommet, mais sans doute et sûrement aussi d'un fort contre-pouvoir de la société civile. Ils ont confirmé les difficultés de financement et d'organisation de la société civile et ont donné plusieurs exemples des pays dans lesquels ils sont actifs, la Tunisie et l'Égypte. Mme Bousselmi a insisté sur l'importance de considérer les jeunes dans le développement de l'intégrité dans la région. Les valeurs d'intégrité devraient être transmises au plus jeune âge possible.

Tous les panélistes ont ensuite été invité de développer sur la position qui suit: « la Réalisation d'une «action collective» avec des institutions gouvernementales et des ONG nécessite d'atteindre une «masse critique» d'acteurs. Quels sont les points de levier envisageables pour cette mise à l'échelle dans le secteur de l'eau?

Les points de levier suivants ont été mentionnés:

- Sensibilisation des plus hauts décideurs: premiers ministres, parlementaires, ministre de l'eau, directeurs de département.
- Renforcement des capacités des institutions au service des citoyens
- Suivi et communication de la qualité des services ainsi que des progrès réalisés par les institutions citoyennes au service de l'amélioration de la gouvernance

- Sensibilisation des citoyens à leurs obligations et à leurs droits à travers les médias, les débats publics et le soutien des organisations de la société civile.
- Investissement dans l'intégrité des jeunes avant leur entrée sur le marché du travail, par ex. quand ils sont encore à l'université
- Développer des plateformes de collaboration entre les fournisseurs de services et les utilisateurs de services, pour développer la responsabilité sociale

JOUR 3 - Jeudi 14 décembre 2017

Pour son troisième et dernier jour, la conférence a été déplacée de l'hôtel Meliá Barcelona Sarrià aux locaux de Sant Pau Recinte Modernista Barcelona, un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Les participants ont été transférés de l'hôtel à Sant Pau avec 3 bus.

Session I

09:00-09:30	Re-cap des jours 1 et 2 Un bref aperçu des actes des Journées 1 et 2 de la Conférence a été fourni par Anthi Brouma (GWP-Med), James Leten (SIWI) et Michael Scoulllos (SWIM-H2020 SM)
-------------	--

Lors de la séance d'ouverture de la 3ème journée, **Anthi Brouma** de GWP-Med, **James Leten** de SIWI et **Michael Scoulllos** de SWIM-H2020 SM ont donné un bref aperçu des actes des deux premières journées de la Conférence. Le processus de scission des séances de travail qui a suivi a été expliqué aux participants, qui ont ensuite été divisés en 5 groupes, chacun pour élaborer des recommandations à adresser respectivement aux catégories de parties prenantes suivantes:

- Décideurs
- Régulateurs et services d'eau
- Société civile et milieu universitaire
- Secteur privé et banques
- Institutions internationales de financement et donateurs

Chaque groupe a ensuite été divisé en deux sous-groupes, l'un pour élaborer des recommandations sur l'eau dans la perspective d'un financement durable et l'autre dans la perspective de l'intégrité.

Session II & III

09:30-11:00	La voie à suivre - Session de travail Orientations stratégiques pour le financement durable du programme pour l'eau, et pour le développement de l'intégrité dans le domaine de l'eau dans la région MENA Session de travail en 5 + 5 groupes pour élaborer des recommandations à adresser aux catégories de parties prenantes.
11:30-12:30	La voie à suivre - Session de travail suite La session de travail s'est poursuivie comme décrit ci-dessus, avec un changement de thèmes pour chaque sous-groupe afin que tous les participants aient la possibilité d'élaborer des recommandations dans la perspective du financement et de l'intégrité.

Dans chacun des sous-groupes, un animateur connaissant les enjeux guidait la discussion parmi les membres du groupe, enregistrant les recommandations qui avaient été produites par consensus.

On a posé aux membres de chaque sous-groupe les questions d'orientation suivantes:

- Quels exemples / outils / initiatives appris pendant la Conférence pourraient être utiles de reproduire ou d'intensifier?
- Quel devrait être le rôle de ce groupe de parties prenantes pour les mettre en pratique?
- Que faudrait-il faire? (ressources financières, volonté politique, renforcement des capacités, etc.)

Session IV

12:30-13:00	La voie à suivre - Recap Les animateurs des sous-groupes ont donné un bref aperçu de trois minutes de ce qui a été discuté pendant les séances de travail et les trois principales recommandations de chaque groupe.
--------------------	---

La Conférence a été ramenée en mode plénière et les animateurs des séances de travail ont donné un bref aperçu de trois minutes de ce qui a été discuté pendant les séances et les trois principales recommandations de chaque groupe.

Les recommandations sont résumées dans le tableau suivant:

Catégorie de parties prenantes	Point de vue	Recommandations
Décideurs	Financement	1) Au niveau réglementaire / légal / politique: a) Décentralisation du processus décisionnel pour une plus grande appropriation par les parties prenantes impliquées et définition légale des rôles des différentes parties prenantes. b) Volonté politique et développement d'un environnement favorable qui attirerait le secteur privé 2) Sur le mobilisation des ressources financières: a) Transparence et redevabilité dans les procédures d'appel d'offres et attribution des projets; b) autonomie financière des fournisseurs des services d'eau; c) tarification efficace de l'eau; d) allocation adéquate des ressources financières pour les investissements à long terme 3) Au niveau de la gestion / institution: a) Sensibilisation et renforcement des capacités sur le fait que l'eau n'est pas un bien gratuit; b) maintenir et réhabiliter les réseaux de l'eau pour réduire l'eau non payante; c) procédures de contrôle appropriées et surveillance pour une prestation de services efficace.
	Intégrité	1) Mise en œuvre de dispositions légales, y compris de mécanismes d'application, garantissant l'intégrité à tous les niveaux et permettant la participation des parties prenantes et l'accès à l'information en matière de gouvernance de l'eau et de développement de projets. Les outils dans ce sens comprennent les audiences publiques, l'obligation de publier des informations publiques sur les indicateurs de performance clés de la gouvernance publique, les opérations des mécanismes de plainte et d'appel, la procédure de consultation avant le développement des projets d'eau 2) Renforcement de l'autorité judiciaire en matière de gouvernance de l'eau 3) Mise en place d'une agence de régulation nationale indépendante avec une représentation de la société civile au sein du conseil d'administration de l'agence.
Régulateurs et Services d'eau	Financement	1) Poursuivre les réductions de coûts grâce à des gains d'efficacité, notamment en matière de consommation d'énergie, de réduction de l'eau non facturée, de maintenance préventive, de mesures d'économie d'eau et d'utilisation des ressources en eau non conventionnelles 2) Pratiquer une gestion financière appropriée grâce à des comptes de services publics, des structures tarifaires précises et justes couvrant les coûts d'exploitation et de maintenance, le réinvestissement des fonds non nécessaires, la mise à jour annuelle des projections financières 3) Améliorer l'efficacité de la collecte à travers l'engagement des clients dans la prise de décision (en particulier les ajustements tarifaires), les sondages sur la volonté de payer et la capacité de payer, l'adoption de politiques favorables aux pauvres, s'assurant que les clients paient les frais de connexion, et

		l'élimination de l'eau gratuite (sauf pour les cas pauvres identifiés et en coordination avec les institutions gouvernementales connexes)
	Intégrité	1) Sensibilisation interne sur l'importance de l'intégrité de l'eau et renforcement des capacités dans la gestion des risques d'intégrité. 2) S'engager dans un cadre participatif d'indicateurs de gouvernance et de processus d'évaluation basé sur la récompense 3) Gagner / rétablir la confiance des citoyens desservis en mettant en place des «mécanismes de plainte des clients» garantissant et démontrant un temps de réponse court.
Société civile et Universités	Financement	1) La société civile doit être considérée comme un partenaire à part entière et engagé à tous les niveaux, tout en renforçant l'intégrité et la transparence des ONGs 2) Les conditions préalables inutiles à la participation devraient être supprimées. 3) Priorité à donner aux organisations locales de la société civile et à l'égalité des chances
	Intégrité	1) S'engager dans une «approche systématique de l'intégrité de l'eau». Cela implique une collecte systématique de données et un partage ouvert de l'information, l'établissement de relations durables avec les propriétaires et les développeurs du projet, la participation au développement des projets à tous les stades et le renforcement de ses propres capacités. 2) Cartographier les différents acteurs et les relations entre eux, clarifier les rôles et les responsabilités des uns et des autres, s'engager dans le développement de normes d'intégrité au sein des institutions de la société civile, agir comme observatoires (adéquatement financés) 3) Promouvoir une culture d'intégrité. Il est recommandé d'intégrer les valeurs et pratiques d'intégrité dans les programmes scolaires, en commençant par les premières années à l'école.
Secteur privé et Banques	Financement	1) Sensibiliser les banquiers et le secteur privé 2) Envisager des types de garanties non conventionnelles telles que les flux de trésorerie futurs et la faisabilité du projet, la réputation du promoteur du projet 3) Réduire les risques dans les projets Nexus en intégrant les avantages de certains secteurs pour remédier aux inconvénients des autres
	Intégrité	1) S'engager formellement à progresser sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans son activité principale et divulguer les informations ESG. 2) Développer des politiques RSE solides basées sur les normes internationales, y compris la lutte contre la corruption 3) Travailler et communiquer proactivement sur leurs activités et progrès de la RSE.

Institutions financières internationales et bailleurs de fonds	Financement	1) Accroître la visibilité de l'eau dans le paysage financier international et dans les stratégies nationales de développement ou de climat. Investir dans l'eau, c'est investir dans une grande variété d'industries 2) Mettre l'accent non seulement sur les grands projets, mais aussi sur les financements «immatériels» (tels que le renforcement des capacités pour la préparation des projets et l'accès aux fonds) ainsi qu'à petite échelle. 3) Explorer les synergies intersectorielles et les interconnexions, assurer l'intégration des politiques, impliquer tous les acteurs concernés, et promouvoir la coordination entre les bailleurs de fonds pour éviter les duplications, utiliser les économies d'échelle et promouvoir les synergies entre les programmes de développement et de climat
	Intégrité	1) Transparence totale sur les opportunités de financement et les projets financés. Une plate-forme commune devrait servir cet objectif. 2) Soutenir «l'action collective» pour renforcer l'intégrité de l'eau, soutenir les réseaux de parties prenantes aux niveaux national et infranational et adopter des indicateurs des droits de l'homme et de l'intégrité pour la sélection des initiatives à financer. 3) Une plus grande attention sera accordée à la «durabilité» des projets financés par a) Approche holistique et nexus (participation des acteurs multisectoriels) dans les projets financés b) Stratégie à long terme des donateurs alignée sur les stratégies nationales et régionales c) Application de l'approche fondée sur les droits de l'homme d) Alignement sur les objectifs de développement durable e) Priorité au renforcement des capacités contextualisées des organisations. f) S'engager avec les acteurs locaux pour un financement continu après la mise en œuvre g) Mécanismes de dialogue et de co-crédation avec le public et la société civile 4) Intégrer «l'intégrité» dans les stratégies des donateurs, a) en rationalisant l'intégrité au sein de l'institution du donateur, b) en créant une coalition de donateurs soutenant la bonne gouvernance et l'intégrité surtout dans des zones sensibles à haut risque, c) en investissant davantage dans le renforcement des capacités d'intégrité des organisations publiques et civiles, d) en développant des études de cas démontrant le retour sur investissement lié à l'intégration de l'« intégrité » dans des projets de financement.

Débat d'experts

14:00- 15:30	Débat d'experts: comment capitaliser sur les résultats des 2 projets dans une ère de changements et de besoins accrus? Modératrice: Dionysia Avgerinopoulou, ED, Institut européen de droit, des sciences et de la technologie, ancien président du Comité de l'environnement du Parlement hellénique et du Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable (COMPSUD) et Khaled Abuzeid, Gestionnaire régional du programme des ressources en eau, Centre pour l'environnement et le développement pour la région arabe et l'Europe (CEDARE) - Intervenants: Francois Brikké, Administrateur principal de réseau, Global Water Partnership, Suède Faraj El Awar, Chef du Secrétariat, GWOPA/UN-Habitat Ramiro Martínez, Coordinateur Général du REMOB - Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin, y compris comme Secrétariat de l'Initiative 5 + 5 pour la Méditerranée Occidentale Joan Parpal, Membre du Conseil d'Administration de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), y compris en tant que co-organisateur du Processus Régional Med pour le 8ème Forum Mondial de l'Eau Discussion
--------------	--

Dionysia Avgerinopoulou, ancienne présidente du Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable, a ouvert la session en présentant les intervenants et a souligné l'importance de la coordination, du réseautage et de l'échange d'expériences dans la région afin de promouvoir des politiques efficaces soutenant la sécurité de l'eau.

Khaled Abuzeid, Directeur régional du programme des ressources en eau au CEDARE, a souligné l'importance de l'eau dans l'Agenda 2030 qui va au-delà de l'ODD 6 et des stratégies de financement et des plans d'investissement associés. Il a également suggéré la création d'une Facilité Mondiale de l'Eau, sur le modèle du FEM et basée sur l'expérience de la Facilité Africaine de l'Eau.

François Brikké, responsable principal de réseau, Partenariat mondial pour l'eau, a déclaré que lorsque l'on parle de financement, le mot clé est l'accès. Il existe de nombreux mécanismes de financement innovants, mais nous ne savons souvent pas quoi faire avec eux. En matière de financement, ce ne sont pas seulement les sources qui importent, mais aussi les mécanismes et outils innovants qui émergent tels que les obligations vertes, les financements mixtes, les garanties, les financements d'entreprises, le cofinancement. En outre, si nous considérons l'eau davantage comme un connecteur au lieu d'un simple secteur, nous pourrions atteindre plus de financement. Si une approche intégrée de l'eau est adoptée, nous verrons l'impact sur tous les ODD. Il a conclu en notant que l'ODD 17 sur les partenariats est fondamental et peut-être le plus important pour tous les autres, ajoutant que le GWP encourage depuis longtemps les partenariats multipartites.

Faraj El Awar, Conseiller principal, ONU-Habitat / UBSB, ancien Chef du Secrétariat GWOPA / ONU-Habitat, a déclaré qu'il n'y avait pas eu suffisamment de discussions sur le rôle des gouvernements en matière de financement et d'intégrité. Dans la région, le secteur privé participe déjà, mais nous ne voyons pas vraiment les investissements privés à grande échelle. Une condition préalable est le renforcement des capacités du secteur public qui doit savoir comment gérer les services publics et être capable de gérer la participation du

secteur privé. Il a également noté que la décentralisation sans l'autonomisation et le financement, peut conduire à des organismes qui ne peuvent pas gouverner, et que la délimitation du budget des services publics est cruciale. Clôturant, il a commenté que le recouvrement des coûts est très important, mais dans les cas extrêmes d'eau non-génératrice de revenu très élevée, cela revient à des clients qui subventionnent le reste.

Ramiro Martínez, Coordinateur Général du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin, a souligné la nécessité d'un document d'orientation stratégique pour les pays qu'ils peuvent ensuite traduire en Plans d'Action. Il a également parlé de l'importance des Organismes de Bassin dans la gouvernance de l'eau, notant que l'intégration de la planification et de la gestion devrait être faite au niveau hydrographique, en apportant des exemples pertinents de l'Espagne. Il a aussi présenté l'histoire et les développements récents autour de la stratégie de l'eau 5 + 5.

Joan Parpal, membre du conseil d'administration de l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), a donné un bref aperçu de la route vers le 8ème Forum mondial de l'eau (18-23 mars 2018, Brasilia), son contenu et ses objectifs. Il a également présenté le modèle de comités d'utilisateurs pour les aquifères et a suggéré qu'il pourrait être amélioré et appliqué dans un contexte plus large.

Séance de clôture

16:00-17:30	Déclaration de la conférence et séance de clôture <u>Modérateur</u>: Miguel García-Herraz, Secrétaire général adjoint, Division de l'eau et de l'environnement, Secrétariat de l'UpM <i>Vangelis Constantianos (GWP-Med) a présenté le projet de Déclaration de la conférence et a expliqué le processus de sa validation</i> - Intervenants au panel de haut niveau S.E. Saad Abu Hammour, Secrétaire général, Jordan Valley Authority, Jordanie Atef Majdoub, Président du Forum Général du Partenariat Public-Privé (IGPPP), Présidence du Gouvernement, Tunisie Salahddine Dahbi, Chef de la Division de l'évaluation et de la planification des ressources en eau à l'Agence du Bassin hydraulique du Loukkos, Maroc Hussein A.B. Abdulla, Attaché, Ambassade de Libye en Espagne
-------------	---

La séance de clôture a débuté par la présentation en plénière du projet de Déclaration de la Conférence par **Vangelis Constantianos**, qui a également expliqué le processus de validation. Le projet de déclaration serait mis à jour avec 2-3 points en tant que recommandations de chacune des séances de travail tenues plus tôt dans la journée, et serait ensuite partagé par voie électronique avec tous les participants pour la finalisation et la validation. La déclaration finale sera présentée à la huitième réunion du groupe d'experts sur l'eau de l'UpM et

au prochain comité directeur du SWIM-H2020 SM, qui se tiendra du 31 janvier au 2 février à la mer Morte, en Jordanie.

La déclaration finale de la conférence est disponible en tant qu'Annexe III dans ce Rapport.

Dans la session de clôture, **H.E. Saad Abu Hammour**, Secrétaire Général de la Jordan Valley Authority, a souligné que la région souffre de la pénurie de ressources en eau, de problèmes économiques et qu'elle est proche des principaux points chauds de conflit. La Jordanie a toujours été éprouvée par un stress hydrique sévère et risque actuellement de faire face à un deuxième hiver de sécheresse. Plus de 60% de l'eau provient de l'extérieur du pays, et l'État a peu de contrôle sur celle-ci, alors que la capacité de stockage est insuffisante. Il a noté que chaque pays a ses spécificités et que certains pays sont plus avancés en termes de gouvernance de l'eau après le Printemps arabe, les décideurs étant tenus plus responsables. Il a conclu son intervention en demandant à l'UpM des activités de mise en œuvre plus concrètes au niveau national.

Hussein A.B. Abdulla, Attaché à l'ambassade de Libye en Espagne, a déclaré que son pays se bat pour fournir l'eau à tous. La stabilité politique et de gouvernance est nécessaire et la Libye est en train de construire des institutions mais a besoin de soutien pour renforcer ses capacités et son cadre juridique.

Atef Majdoub, Président du Forum général du partenariat public-privé, Présidence du Gouvernement tunisien, a noté que son pays est confronté à des défis économiques et à une pénurie de ressources financières, y compris en termes d'infrastructures. La participation du secteur privé peut être une alternative face aux ressources limitées. En tant que base nécessaire à la réussite d'un programme PPP, il a identifié la volonté politique (le cadre institutionnel n'étant pas toujours suffisant); un pipeline de projets d'infrastructure; une bonne préparation des projets à tous les stades; et une bonne communication avec l'approbation du cadre global par les citoyens, étant essentielle. Il a clôturé son intervention en suggérant la mise en place d'une plateforme régionale pour l'échange d'expertise, de questions et de problèmes identifiés dans la préparation des PPP dans le domaine de l'eau.

Salahddine Dahbi, Chef de la Division de l'évaluation et de la planification des ressources en eau de l'Agence du bassin du Loukkos, au Maroc, a donné un aperçu du cadre juridique du secteur de l'eau dans son pays. L'examen de 2015 de la loi sur l'eau aborde les lacunes et les menaces du changement climatique, inclut une approche genre et accorde une attention particulière aux ressources non conventionnelles telles que le dessalement, la collecte des eaux pluviales et la réutilisation des eaux usées traitées. Actuellement, des travaux sont en cours sur les règlements requis.

Miguel García-Herraiz, UpM, a déclaré que la Conférence a fourni une nouvelle impulsion pour aller de l'avant, que ses conclusions seront transmises à la prochaine réunion du Groupe d'experts sur l'eau de l'UpM et au Comité directeur de SWIM-H2020 SM et que les demandes des pays ont été bien reçues. Il a ajouté que l'UpM fournira une cartographie de tous les instruments de financement disponibles pour le secteur de l'eau de la

région. Il a clôturé la session et la conférence par des mots de gratitude pour tous les participants qui sont venus et ont rendu cet événement de célébration pour la conclusion des deux projets régionaux un succès.

Après la clôture des travaux officiels de la Conférence, une visite guidée des salles et des pavillons du Sant Pau Recinte Modernista a été organisée pour tous les participants intéressés. Ils ont eu l'occasion d'apprécier le remarquable travail de réhabilitation de Lluís Domènech i Montaner, l'un des plus importants architectes du Modernisme et de l'Art Nouveau catalan.

Le soir, un cocktail a été organisé dans la salle richement décorée Lluís Domènech i Montaner du pavillon de l'administration.

LISTE DES ANNEXES

ANNEX I - Ordre du jour

ANNEX II - Liste des Participants

ANNEX III – Déclaration de la Conférence

ANNEX IV – Evaluation

ANNEX V – Des affiches des 19 plans d'action sur l'intégrité de l'eau

ANNEX I - Ordre du jour de la Conférence

Ordre du jour

JOUR 1 - mardi 12 décembre 2017 jour dédié à Gouvernance et Financement Lieu: Hotel Meliá Barcelona Sarrià	
08:30–09:00	Enregistrement
09:00-09:30	Séance d'ouverture Allocutions de bienvenue • Miguel García-Herraiz, Secrétaire général adjoint, Division de l'eau et de l'environnement, Secrétariat de l'UpM • Esse Nilsson, Administrateur principal de programme, Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) • Marta Moren Abat, Chargée de politiques, DG Environnement, Commission européenne (CE) • Michael Scoullios, Chef d'équipe, Mécanisme de soutien SWIM-Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM) • James Leten, Responsable de programme, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) • Vangelis Constantianos, Secrétaire exécutif, Global Water Partnership -Mediterranean (GWP-Med)
09:30 - 11:00	Session I - Reconstruire le lien entre Gouvernance et Financement: que se passe-t-il dans la région MENA et au-delà? Modérateurs: Esse Nilsson , Sida et Miguel García-Herraiz , UpM • Présentation principale: aperçu et principales conclusions du projet sur la Gouvernance et le Financement du secteur de l'eau en Méditerranée ○ Anthi Brouma, Coordinateur régional adjoint, GWP-Med • Panel d'experts: réflexions sur les processus de dialogue et les prochaines étapes dans les pays cibles et au-delà ○ Mario El Khoury, Chef de section, Unité de financement, Banque du Liban (BdL) ○ M. Ali Kchouk, Directeur de la programmation hydraulique annuelle, BPEH, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Tunisie ○ Mohammad Said Al Hmaidi, PDG, Conseil de Réglementation du Secteur de l'Eau, Palestine ○ Adil Hasnaoui Mardassi, Directeur Financier, Branche Eau, Office national de l'électricité et de l'eau potable, Maroc ○ Vjola Slianga, Expert au Département d'Excellence, Secrétariat Technique du Conseil National de l'Eau, Albanie Discussion
11:00-11:30	Pause café
11:30-13:00	Session II - Débloquent la gouvernance du financement: quelle voie pour la régulation et les PPP dans le secteur de l'eau? Modérateur: Koussai Quteishat , Expert Senior du projet Gouvernance et Financement, ancien Secrétaire Général, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie • Panel d'experts ○ Maya Chamli, Chef de projet, Conseil Supérieur de la Privatisation et des PPP, Liban

	○ Mohamed Moustafa, Directeur exécutif, Agence égyptienne de réglementation des eaux et des eaux usées et Protection des consommateurs (EWRA), Égypte ○ Totss Allal, Directeur Adjoint, Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc ○ Habib Omrane, Président Directeur Général, Office national de l'assainissement (ONAS), Tunisie ○ Atef Masmoudi, Directeur général des PPPs, Ministère des finances, Tunisie ○ Ahmed Benaddou, Responsable d'organisation, Office national de l'énergie et de l'eau potable, Maroc Discussion
13:00- 14:00	Déjeuner
14:00–15:30	Session III – Le côté «caché» du financement durable de l'eau: Questions transversales (genre, intégrité, droits, RSE, nexus, emploi) <u>Modératrice:</u> Marta Moren Abat, Commission européenne • Panel d'experts ○ Essam Nada, Directeur exécutif, Bureau arabe pour l'environnement et le développement (AOYE), Égypte ○ Anja Nordlund, Experte Genre et Directeur Général, NCG, Suède ○ Niclas Ihren, Conseiller externe du projet Gouv & Fin, fondateur du groupe Matters ○ Konstantina Toli, Chargée de programme senior, GWP-Med ○ Gidon Bromberg, Directeur israélien, EcoPeace Middle East Discussion
15:30-16:00	Pause café
16:00-17:30	Session IV - Stimuler les investissements dans le secteur de l'eau: acteurs anciens et nouveaux et le rôle d'une interface régionale <u>Modérateur:</u> Almotaz Abadi, Directeur Général, UfM Sec et Michael Scullos, SWIM-H2020 SM • Panel d'experts ○ Sofia Kilifi, Responsable développement durable et communauté, Europe centrale et orientale, The Coca-Cola Company ○ Belgacem Ben Sassi, Ingénieur en Chef en Eau Potable et Assainissement, Banque Africaine de Développement ○ Oded Fixler, Premier Directeur général adjoint, Ministère de la coopération régionale, Israël • Discussion facilitée avec des représentants des banques commerciales des pays de la région MENA Discussion
19:30-21:30	Dîner à l'hôtel

JOUR 2 - Mercredi 13 décembre 2017 Journée dédiée à l'intégrité dans le domaine de l'eau Lieu: Hotel Meliá Barcelona Sarrià	
08:45-09:00	Enregistrement
09:00-11:00	Session I: Mise en scène de l'Intégrité dans le secteur de l'Eau, initiatives internationales <u>Modérateur</u>: Alejandro Jimenez, Directeur <i>a.i.</i> Division Gouvernance de l'eau, Institut international de l'eau de Stockholm, Suède - Présentation: «ODD et gouvernance de l'eau: un agenda partagé» Marianne Kjellen, Conseiller principal en matière d'eau, Programme des Nations Unies pour le Développement - Présentation: «Reddition de compte dans le modèle de fourniture de services d'eau: un cadre conceptuel» José Gestí, Spécialiste de l'eau et du climat, UNICEF - Présentation: "La gestion de l'intégrité au niveau de l'utilité: les expériences du Kenya" Sareen Malik, Réseau d'intégrité de l'eau (WIN) - Présentation: "Programmes de renforcement des capacités concernant l'intégrité: construire une action collective" James Leten, Responsable de programme, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) Discussion
11:00-11:30	Pause café
11:30-13:00	Session II - Transparence et reddition de compte: des solutions pratiques pour faire progresser la gouvernance de l'eau <u>Modératrice</u>: Pilar Avello, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) - Présentation: "Mécanismes réglementaires pour promouvoir l'intégrité dans les services d'eau". Jaime Melo Baptista, Chercheur principal, LIS-Water - Présentation: "Le rôle du Département royal jordanien pour la protection de l'environnement / Rangers (Direction de la sécurité publique) dans la protection des ressources en eau" Major Ibrahim Alrjoob, Chef de la Section de la qualité totale, Département royal de la protection de l'environnement / RANGERS - Présentation: "Le rôle de la société civile dans la défense de la liberté d'expression et d'information" Saloua Ghazouani Oueslati, ARTICLE 19, Directrice, Tunisie, - Présentation: "Transparence et reddition de compte: solutions pratiques avec le secteur privé" Emad Adly, Expert en matière d'engagement des parties prenantes, SWIM-H2020 Discussion
13:00-14:00	Déjeuner
14:00- 15:30	Session III: Expériences du programme MENA: Leçons apprises sur le terrain Les 25 plans d'action sur l'intégrité dans le domaine de l'eau les plus prometteurs et innovants élaborés et mis en œuvre durant le programme de renforcement des capacités seront présentés au cours de cette session. Les porteurs de projet viennent du Liban, de la Tunisie, de la Palestine, du Maroc et de la Jordanie, à la fois du gouvernement, des fournisseurs de services et des organisations de la société civile.
15:30-16:00	Pause café
16:00-17:30	Session IV - Intégrité et bonne gouvernance, l'action collective comme solution Présentation principale: "La corruption en tant que dilemme social: comment les communautés humaines résolvent-elles les problèmes de gouvernance"

	○ Prof. Alina Mungui, Professeur d'études sur la démocratie à l'école de gouvernance Hertie • Panel d'experts: "Intégrité et bonne gouvernance, l'action collective comme solution: rôles et responsabilités" <u>Modérateur:</u> James Leten, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) <u>Intervenants:</u> ○ Latiffa Bousselmi, Ingénieur des procédés, Centre de Recherche et des Technologies des Eaux (CERTE) ○ Maroun Moussallem, Directeur général, Bekaa Water Establishment, Liban ○ Saleh Almomani, Directeur de la Direction Alramtha, Yarmouk Water Company Jordan ○ Salah Bel Matrik, Secrétaire général, Agence du bassin hydraulique Bouregreg et Chaouia, Maroc ○ Salah Khallaf Maha, Conseiller technique principal, GIZ, Egypte Discussion
Soirée libre	

JOUR 3 - Jeudi 14 décembre 2017 Gouvernance de l'eau dans la région MENA et dans la Méditerranée au sens large Lieu: Sant Pau Recinte Modernista Barcelona	
08:00-08:45	Départ avec les bus de l'Hôtel Melia, arrivée et entrée à Sant Pau
08:45-09:00	Enregistrement
09:00-09:30	Re-cap des jours 1 et 2 Un bref aperçu des actes des Journées 1 et 2 de la Conférence a été fourni par Anthi Brouma (GWP-Med), James Leten (SIWI) et Michael Scoullou (SWIM-H2020 SM)
09:30-11:00	La voie à suivre - Session de travail Orientations stratégiques pour le financement durable du programme pour l'eau, et pour le développement de l'intégrité dans le domaine de l'eau dans la région MENA Les participants ont été répartis en 5 groupes, chacun pour élaborer des recommandations à adresser respectivement aux catégories de parties prenantes suivantes: • Les décideurs (représentants du gouvernement) • Régulateurs et services d'eau • Société civile et milieu universitaire • Secteur privé et banques • Institutions internationales de financement et donateurs Chaque groupe a ensuite été scindé en deux sous-groupes, l'un pour élaborer des recommandations dans la perspective du financement et l'autre dans la perspective de l'intégrité.
11:00-11:30	Pause café
11:30-12:30	La voie à suivre - Session de travail continuée La session de travail s'est poursuivie comme décrit ci-dessus, avec un changement de thèmes pour chaque sous-groupe afin que tous les participants aient la possibilité d'élaborer des recommandations dans la perspective du financement et de l'intégrité.
12:30-13:00	La voie à suivre - Recap Les animateurs des sous-groupes ont donné un bref aperçu de trois minutes de ce qui a été discuté pendant les séances de travail et les trois principales recommandations de chaque groupe.
13:00-14:00	Déjeuner
14:00- 15:30	Débat d'experts: comment capitaliser sur les résultats des 2 projets dans une ère de changements et de besoins accrus? <u>Modératrice: Dionysia Avgerinopoulou</u> , ED, Institut européen de droit, des sciences et de la technologie, ancien président du Comité de l'environnement du Parlement hellénique et du Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable (COMPSUD) et Khaled Abuzeid , Gestionnaire régional du programme des ressources en eau, Centre pour l'environnement et le développement pour la région arabe et l'Europe (CEDARE) • Intervenants: ○ Francois Brikké, Administrateur principal de réseau, Global Water Partnership, Suède ○ Faraj El Awar, Chef du Secrétariat, GWOPA/UN-Habitat ○ Ramiro Martínez, Coordinateur Général du REMOB - Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin, y compris comme Secrétariat de l'Initiative 5 + 5 pour la Méditerranée Occidentale ○ Joan Parpal, Membre du Conseil d'Administration de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), y compris en tant que co-organisateur du Processus Régional Med pour le 8ème Forum Mondial de l'Eau

	Discussion
15:30-16:00	Pause café
16:00-17:30	Déclaration de la conférence et séance de clôture <u>Modérateur</u>: Miguel García-Herraiz, Secrétaire général adjoint, Division de l'eau et de l'environnement, Secrétariat de l'UpM <i>Vangelis Constantianos (GWP-Med) a présenté le projet de Déclaration de la conférence et a expliqué le processus de sa validation</i> - Intervenants au panel de haut niveau S.E. Saad Abu Hammour, Secrétaire général, Jordan Valley Authority, Jordanie Atef Majdoub, Président du Forum Général du Partenariat Public-Privé (IGPPP), Présidence du Gouvernement, Tunisie Salahddine Dahbi, Chef de la Division de l'évaluation et de la planification des ressources en eau à l'Agence du Bassin hydraulique du Loukkos, Maroc Hussein A.B. Abdulla, Attaché, Ambassade de Libye en Espagne
18:00-19:00	Visite guidée de Sant Pau
19:00	Réception à la salle Lluís Domènech i Montaner, Sant Pau
Fin de la conférence	

ANNEX II – Liste des Participants

Conférence sur la Gouvernance de l'Eau dans la région MENA et dans la Méditerranée plus élargie (12-14 décembre 2017, Barcelone, Espagne)				
Liste des Participants				
	Title	Name	Surname	Organisation
1	Mr	Almotaz	Abadi	Union for the Mediterranean Secretariat
2	Mr	Fayez	Abdulla	Jordan University of Science & Technology
3	Mr	Hussein	Abdulla	Embassy Of Libya In Spain
4	Mr	Saad	Abu Hammour	Jordan Valley Authority
5	Mr	Khaled	Abuzeid	Centre for Environment and Development for the Arab Region and Europe
6	Mr	Tarek	Abuzeid	October 6 University and Egyptian Water Partnership Member
7	Mr	Emad	Adly	SWIM-Horizon 2020 Support Mechanism (SWIM-H2020 SM)
8	Mr	Zbiss	Adnane Mehdi	National Agricultural Bank, Tunisia
9	Ms	Sarah	Adremann	CEWAS
10	Ms	Mey	Al Sayegh	Ministry of State for Displaced Affairs - Hydropolitics Academy, Lebanon
11	Mr	Abdelrahman	Alamarah	Palestinian Hydrology Group
12	Ms	Raghda	Aldaoud	Jordan University of Science and Technology
13	Mr	Totss	Allal	Ministry of Economy and Finance-DEPP, Morocco
14	Mr	Wasfi	Almomani	Change Makers for Development
15	Mr	Saleh	Almomani	Yarmouk Water Company, Jordan
16	Mr	Ibrahim	Alrjoob	Royal Department for Environment Protection (RDEP) Public Security Directorate (PSD), Jordan
17	Mr	Mohammad	Alzawahreh	Zarqa municipality, Jordan
18	Mr	Mustafa	Alzyod	Ministry of Environment, Jordan
19	Mr	Meriem	Ameur	Faculty of Sciences of Tunis
20	Mr	Joaquim	Armengol	Blanquerna-URL, Spain
21	Ms	Pilar	Avello	Stockholm International Water Institute (SIWI)
22	Ms	Dionysia - Theodora	Avgerinopoulou	Former Chair of COMPSUD
23	Ms	Carine	Azkoul	Fransabank, Lebanon
24	Ms	Nawal Salem	Balawina	Al - Balawina Charitable Society, Jordan
25	Mr	Fuad	Bateh	Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med)
26	Mr	Salah	Bel Matrik	Bouregreg and Chaouia Hydraulic Basin Agency, Morocco
27	Ms	Houda	Ben Ahmed	Regional Commission for Agricultural Development Ben Arous, Tunisia
28	Ms	Jaweher	Ben Amor	Ministry of Finance, Tunisia
29	Ms	Hayet	Ben Mansour	Ministry of Agriculture of Hydraulic Resources and Fishing, Tunisia
30	Mr	Belgacem	Ben Sassi	African Development Bank - Regional Office For North Africa, Tunisia
31	Mr	Sihem	Benabdallah	Center for Research and Water Technologies, Tunisia
32	Mr	Ahmed	Benaddou	National Office of Electricity and Drinking Water (ONEE), Morocco
33	Mr	Dimitrios	Bogiatzis	Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med)

34	Mr	Nejeh	Bouguerra	Private sector / chamber of the auditors of water systems, Tunisia
35	Ms	Anne	Bousquet	Independent-Spain
36	Mr	Latifa	Bousselmi	Centre for Water Research and Technologies, Tunisia
37	Mr	Francois	Brikké	Global Water Partnership
38	Mr	Gidon	Bromberg	EcoPeace Middle East
39	Ms	Anthi	Brouma	Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med)
40	Mr	Mohammad	Bundokji	EcoPeace Middle East
41	Ms	Maya	Chamli	High Council for Privatization and PPP, Lebanon
42	Mr	Vangelis	Constantianos	Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med)
43	Ms	Milagros	Couchoud	Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)
44	Ms	Salahddine	Dahbi	Water Resources Assessment and Planning Division at the Loukkos Watershed Agency, Morocco
45	Ms	Sarah	Dahnke	Global Environment & Technology Foundation (GETF)
46	Mr	Mohammed	Drihem	Association of Friends of Val, Ifrane, for the Protection of the Environment and Ecotourism - Ifrane, Morocco
47	Mr	Faraj	El Awar	Senior Adviser, UN Habitat/UBSB
48	Ms	Kais	El habib	ITIS Interpretation Company
49	Mr	Mario	El Khoury	Central Bank of Lebanon
50	Mr	Saloua	Essayah Cherif	ITIS Interpretation Company
51	Ms	Fatine	Ezbakhe	Universitat Polytechnica de Catalunya (UPC)
52	Ms	Kamal	Fahmi	Moroccan Coalition for Water (COALMA)
53	Ms	Valia	Faraj	Green Plan Ministry Of Agriculture, Lebanon
54	Ms	Kasiti	Felix	Pan African University Institute of Water and Energy Sciences
55	Mr	Oded	Fixler	Ministry of Regional Cooperation, Israel
56	Ms	Kinga	Fodor	Union for the Mediterranean Secretariat
57	Ms	Hela	Gaida	ITIS Interpretation Company
58	Mr	Miguel	García-Herraiz	Union for the Mediterranean Secretariat
59	Mr	José	Gesti	UNICEF
60	Ms	Saloua	Ghazouani Queslati	ARTICLE 19, Tunisia
61	Mr	Albier	Habash	Quds Bank, Palestine
62	Mr	Samer	Harmouch	Kassatly Chtaura Sal, Lebanon
63	Mr	Adil	Hasnaoui Mardassi	National Office of Electricity and Drinking Water (ONEE), Morocco
64	Mr	Ali	Hayajneh	IUCN
65	Mr	Lammens	Helaïse	Eco-Union/Spain
66	Mr	Mosbah	Helali	Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux, Tunisia
67	Mr	Niclas	Ihrén	Matters Group
68	Ms	Nissren	Jbara	ADRA, Lebanon
69	Mr	Alejandro	Jimenez	Stockholm International Water Institute (SIWI)
70	Mr	Amine	Kabbaj	Union for the Mediterranean Secretariat
71	Mr	Mahdi Cherif	Kaid Youcef	Climate Action Network Algeria / Touiza Association / El Warda Association
72	Mr	Adli	Kandah	Association of Banks in Jordan
73	Ms	Joanna	Kassab Abou Jaoudé	Lebanese-French Bank Sal
74	Mr	Ali	Kchouk	Ministry of Agriculture Water Resources and Fisheries, Tunisia
75	Ms	Silva	Kerkezian	Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs, American University of Beirut

76	Ms	Salah	Khallaf Maha	GIZ
77	Ms	Sofia	Kilifi	The Coca-Cola Company
78	Ms	Marianne	Kjellen	United Nations Development Programme (UNDP)
79	Mr	Tassos	Krommydas	Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med)
80	Mr	Ahmed	Legrouri	Al Akhawayn University in Ifrane, Morocco
81	Mr	James	Leten	Stockholm International Water Institute (SIWI)
82	Ms	Samia	Loussaief	Ministry of Development, Investment and Intl Cooperation, Tunisia
83	Ms	Ilham	Maaraji	Hassan II University Casablanca, Morocco
84	Ms	Zeina	Majdalani	Office of the Prime Minister, Lebanon
85	Mr	Atef	Majdoub	General Forum of PPP (IGPPP), Presidency of the Government, Tunisia
86	Ms	Sareen	Malik	Africa Civil Society Network for Water and Sanitation (ANEW)
87	Mr	Moha	Maloui	Programme Oasis Tafilalet, Morocco
88	Ms	Milica	Maraš	Ministry of Agriculture and Rural Development, Montenegro
89	Mr	Hatem	Marrakchi	Water Dynamic, Tunisia
90	Mr	Ramiro	Martínez	MENBO - Mediterranean Network of Basin Organizations
91	Mr	Atef	Masmoudi	Private Public Partnerships, Ministry of Finance, Tunisia
92	Mr	Shifa	Mathbout	University of Barcelona
93	Mr	Jaime	Melo Baptista	Lisbon International Centre for Water (LIS-Water/LNEC)
94	Ms	Marta	Moren-Abat	DG Environment, European Commission
95	Mr	Mahamar	Mounrami	Pan African University Institute of Water and Energy Sciences
96	Mr	Mahamat	Mountassiiz	Pan African University Institute of Water and Energy Sciences
97	Mr	Maroun	Moussallem	Bekaa Water Establishment, Lebanon
98	Mr	Mohamed	Moustafa	Egyptian Water & Wastewater Regulatory Agency & Consumer Protection
99	Mr	Abdelhamid	Moustafa	Egyptian Water & Wastewater Regulatory Agency & Consumer Protection
100	Ms	Alina	Mungiu-Pippidi	Hertie School of Governance, Germany
101	Ms	Hala	Murad	Dibeen Association for Environmental Development
102	Ms	Hela	Nacef	Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux, Tunisia
103	Mr	Essam	Nada	Arab Office for Environment & Development (AOYE)
104	Ms	Konstantia	Nikopoulou	MedCities
105	Ms	Esse	Nilsson	Swedish International Development Cooperation Agency (Sida)
106	Ms	Ghizlaine	Nourlil	Bmce Bank Of Africa
107	Ms	Happyness	Nwonyam	Pan African University Institute of Water and Energy Sciences
108	Mr	Wassim	Omar	South Lebanon Water Establishment
109	Ms	Habib	Omrane	National Sanitation Office (ONAS), Tunisia
110	Mr	Raja	Ouerdi	ITIS Interpretation Company
111	Mr	Joan	Parpal	Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)
112	Mr	Koussai	Quteishat	Jordan River Consultancy Services
113	Mr	Ramzi	Ramadan	South Lebanon Water Establishment
114	Mr	Stuart	Reigeluth	REVOLVE
115	Mr	Mohamed	Renimakedir	Pan African University Institute of Water and Energy Sciences
116	Ms	Rajaa	Rochd	General Confederation of Enterprises of Morocco
117	Ms	Roula	Saad	Bank Audi sal, Lebanon
118	Mr	Mohammad	Said Al Hmadi	Water Sector Regulatory Council, Palestine
119	Mr	Yousef Kamel	Salameh	Bidya Municipality, Palestine
120	Mr	Kamel	Sallam	Commercial International Bank (CIB Bank)

121	Mr	Harmouch	Samer	Kassatly Chtaura Sal, Lebanon
122	Mr	Amer	Sawalha	Al-Quds University, Palestine
123	Mr	Michael	Scoullas	SWIM-Horizon 2020 Support Mechanism (SWIM-H2020 SM)
124	Ms	Samira	Shaban Pina	Union for the Mediterranean Secretariat
125	Mr	Khaled	Shamaa	Ministry of Foreign Affairs, Egypt
126	Ms	Olga	Slepner	The Governmental Authority for Water and Sewage, Israel
127	Ms	Vjola	Slianga	Technical Secretariat of National Water Council, Albania
128	Ms	Susanna	Starck	Stockholm International Water Institute (SIWI)
129	Mr	Davide	Strangis	CPMR Intermediterranean Commission
130	Ms	Anja	Taarup Nordlund	NCG Sweden
131	Mr	Fakhri	Taieb	Agricultural Investment Promotion Agency APIA, Tunisia
132	Ms	Konstantina	Toli	Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med)
133	Ms	Johanna	Von Toggenburg	UN ESCWA
134	Mr	Mawulolo	Yomo	Pan African University Institute of Water and Energy Sciences
135	Mr	Fawzi	Zaga	ITIS Interpretation Company
136	Ms	Samia	Zayani	Water Dynamic

Déclaration de la Conférence sur la Gouvernance de l'Eau dans la région MENA et dans la Méditerranée plus élargie

Renforcer l'intégrité et le financement de la sécurité en eau et du
développement durable

12-14 Décembre 2017, Barcelone, Espagne

Les 136 participants, représentants des différentes parties prenantes, se sont réunis à Barcelone du 12 au 14 Décembre 2017 pour la Conférence Régionale sur la Gouvernance de l'Eau dans la Région MENA et dans la région méditerranéenne plus élargie: Renforcer l'intégrité et le financement pour la sécurité de l'eau et le développement durable, nous approuvons la déclaration suivante et demandons au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM) de l'utiliser pour la mise en œuvre de l'Agenda pour l'Eau de l'UpM et de le transmettre aux groupes politiques, groupes de travail et forums pertinents et appropriés.

La Conférence régionale était co-organisée par le projet '*Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée*' financé par Sida et mis en œuvre par le Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et le '*Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'Intégrité dans le Secteur de l'Eau dans la Région MENA*' financé par Sida est mis en œuvre par la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI, GWP-Med et UICN-ROWA, et en étroite synergie avec le Projet Régional '*Mécanisme de soutien au Programme de Gestion Intégrée et Durable de l'Eau et de l'Initiative Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM)*', financé par l'UE.

- L'eau est fondamentale pour le développement durable jouant un rôle crucial dans le bien-être humain, le développement socio-économique et la santé de l'environnement et des écosystèmes. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) et la région méditerranéenne plus élargie sont confrontés à de graves problèmes d'eau qui constituent des obstacles à leur trajectoire de développement. Les changements démographiques explosifs, le chômage, la pauvreté, l'évolution des modes de consommation, y compris la demande croissante en eau et en nourriture, l'urbanisation, les besoins énergétiques croissants, la dégradation de l'environnement, les changements climatiques et les disparités entre les sexes comptent parmi les conditions qui exacerbent davantage la situation déjà complexe et difficile. De plus, une partie de la région est actuellement confrontée à une crise économique persistante, à une instabilité socio-politique, à des conflits et à des mouvements migratoires à grande échelle, souvent dans des conditions dramatiques. La grande majorité de ces conditions ont un impact direct sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau pour les populations et la nature en Méditerranée, avec une hausse des coûts associés pour les vies humaines et les moyens de subsistance en général et en termes monétaires. En même temps, les troubles politiques dans la région ont amplifié le besoin de réformes socio-économiques et politiques. Il existe une demande claire pour des services d'eau et d'assainissement plus efficaces; une plus large participation des parties prenantes; un

processus de planification et de mise en œuvre plus décentralisé; et une prise de décision plus transparente et responsable.

- Dans le respect du droit humain à l'eau et à l'assainissement, des dispositions des Objectifs de Développement Durable (ODDs) et de l'Accord de Paris, il est largement reconnu que la gouvernance est au cœur de la crise de l'eau et la clé pour surmonter les défis connexes et atteindre la sécurité en eau. Créer un environnement institutionnel, juridique et réglementaire fonctionnel et permettre un financement durable de l'eau, notamment en facilitant les initiatives privées et publiques qui s'inscrivent dans le contexte social, économique et culturel de la société, est essentiel pour une bonne gouvernance de l'eau, tandis que l'intégrité est essentielle pour renforcer l'appropriation, réduire la corruption et renforcer la confiance dans le secteur de l'eau.
- Dans la région MENA et la région méditerranéenne, malgré l'allocation importante de fonds publics et le flux de l'aide, les pays ont du mal à satisfaire les exigences financières que les stratégies et les plans liés à l'eau impliquent. L'absence d'un cadre de gouvernance sain nuit à la qualité et à la viabilité financière du secteur de l'eau et de l'assainissement en particulier. La mauvaise gestion, le faible financement et le manque de capacité d'absorption aux niveaux national et local entravent la mobilisation efficace de ressources managériales et financières supplémentaires, en particulier de la part du secteur privé. Capitalisant sur les leçons tirées du projet Gouvernance & Financement (y compris les dialogues nationaux sur la gouvernance et le financement et l'interface entre les acteurs publics, privés et de la société civile lors des réunions régionales) et sur les expériences partagées de la Conférence de Barcelone, nous demandons la poursuite d'une ligne de travail à plusieurs niveaux sur la gouvernance et le financement concernant
 - i. la fourniture d'un appui technique pour approfondir et / ou reproduire la méthodologie utilisée dans plus de pays de la région,
 - ii. l'expérimentation des recommandations sur l'environnement favorable pour la participation du secteur privé, y compris les micro-PSP, les banques et le financement vert également par le biais de financement mixte, et
 - iii. la mise en place et la facilitation d'une plateforme régionale structurée pour les échanges et l'apprentissage conjoint.
- Dans la région MENA et en Méditerranée, la contribution de l'eau dans la réduction de la pauvreté et de l'inégalité, la croissance économique et la durabilité des écosystèmes est compromise par la gestion des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement. Une gouvernance faible gaspille les ressources et empêche les populations d'agir ensemble conformément aux objectifs convenus. Des institutions fragmentées entravent la responsabilisation dans un secteur où les investissements et les flux d'aide sont élevés. Le manque d'intégrité liée à l'eau entraîne des coûts énormes pour les sociétés, en vies perdues, une croissance stagnante, des talents gaspillés et des ressources dégradées. En outre, le programme des ODDs prévoit un ensemble d'objectifs de développement convenus qui ne peuvent être atteints sans aborder les défis de la gouvernance dans le secteur de l'eau. Sur la base de l'expérience du Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'Intégrité dans le Secteur de l'eau et des discussions de la Conférence de Barcelone, nous proposons de nouveaux investissements dans la construction d'une action collective sur l'intégrité dans le secteur de l'eau:
 - i. clarifier les rôles et les responsabilités des acteurs du secteur de l'eau;
 - ii. renforcer et professionnaliser les institutions publiques et les fournisseurs de services dans l'exécution impartiale de leurs mandats

- iii. développer le partage de l'information et l'ouverture des processus décisionnels à tous les acteurs possibles de la société, en accordant une attention particulière aux générations futures, aux femmes et aux groupes vulnérables;
- iv. tirer des leçons des expériences accumulées, partager et améliorer les pratiques positives d'intégrité de l'eau, et
- v. suivre les progrès et les analyses comparatives selon des normes convenues.

Nous croyons que cet ensemble d'actions contribuera à renforcer la confiance dans le secteur de l'eau et ses institutions, à renforcer le contrat social et à établir un nouveau paradigme de gouvernance de l'eau dans la région qui n'exclura personne.

- En ce qui concerne l'engagement du secteur bancaire dans le financement durable du secteur de l'eau, nous saluons l'activité actuelle et à venir du SWIM-H2020 SM sur la promotion de la banque verte par le biais d'échanges entre pairs. Capitalisant sur le travail de cadrage et sur les délibérations de la Conférence, nous soutenons l'identification de projets de plus petite envergure en collaboration avec des banques intéressées par le pilotage de l'apprentissage par la pratique, tandis que la communication reste ouverte avec les banques restantes et autres parties prenantes intéressées. Nous exhortons donc la poursuite et l'expansion avec plus de pays de cette activité pendant une phase de suivi.
- En conclusion, nous insistons que faire progresser la gouvernance de l'eau nécessite vision, leadership, cohérence, dévouement des ressources humaines et financières, temps et engagement des institutions et des parties prenantes aux principes de transparence, redevabilité et participation, tout en créant un terrain fertile pour les investissements dans le secteur de l'eau. Nous encourageons donc vivement que les mesures nécessaires soient prises et qu'une assistance soit fournie pour la poursuite des processus présentés à la Conférence au moyen de projets de suivi et d'autres initiatives coordonnées.

Annexe - Recommandations des sessions de travail

Recommandations adressées aux décideurs

D'un point de vue financement:

- 5) Au niveau réglementaire / légal / politique: Décentralisation du processus décisionnel pour une plus grande appropriation par les parties prenantes impliquées et définition légale des rôles des différentes parties prenantes. Volonté politique et développement d'un environnement favorable qui attirerait le secteur privé
- 6) Sur le mobilisation des ressources financières: Transparence et redevabilité dans les procédures d'appel d'offres et attribution des projets; autonomie financière des fournisseurs des services d'eau; tarification efficace de l'eau; allocation adéquate des ressources financières pour les investissements à long terme
- 7) Au niveau de la gestion / institution: Sensibilisation et renforcement des capacités sur le fait que l'eau n'est pas un bien gratuit; maintenir et réhabiliter les réseaux de l'eau pour réduire l'eau non payante; procédures de contrôle appropriées et surveillance pour une prestation de services efficace.

D'un point de vue intégrité:

1. Mise en œuvre de dispositions légales, y compris de mécanismes d'application, garantissant l'intégrité à tous les niveaux et permettant la participation des parties prenantes et l'accès à l'information en matière de gouvernance de l'eau et de développement de projets. Les outils dans ce sens comprennent les audiences publiques, l'obligation de publier des informations publiques sur les indicateurs de performance clés de la gouvernance publique, les opérations des mécanismes de plainte et d'appel, la procédure de consultation avant le développement des projets d'eau
2. Renforcement de l'autorité judiciaire en matière de gouvernance de l'eau
3. Mise en place d'une agence de régulation nationale indépendante avec une représentation de la société civile au sein du conseil d'administration de l'agence.

Recommandations adressées aux régulateurs et aux services d'eau

D'un point de vue financement:

1. Poursuivre les réductions de coûts grâce à des gains d'efficacité, notamment en matière de consommation d'énergie, de réduction de l'eau non facturée, de maintenance préventive, de mesures d'économie d'eau et d'utilisation des ressources en eau non conventionnelles
2. Pratiquer une gestion financière appropriée grâce à des comptes de services publics, des structures tarifaires précises et justes couvrant les coûts d'exploitation et de maintenance, le réinvestissement des fonds non nécessaires, la mise à jour annuelle des projections financières
3. Améliorer l'efficacité de la collecte à travers l'engagement des clients dans la prise de décision (en particulier les ajustements tarifaires), les sondages sur la volonté de payer

et la capacité de payer, l'adoption de politiques favorables aux pauvres, s'assurant que les clients paient les frais de connexion, et l'élimination de l'eau gratuite (sauf pour les cas pauvres identifiés et en coordination avec les institutions gouvernementales connexes)

D'un point de vue intégrité:

1. Sensibilisation interne sur l'importance de l'intégrité de l'eau et renforcement des capacités dans la gestion des risques d'intégrité.
2. S'engager dans un cadre participatif d'indicateurs de gouvernance et de processus d'évaluation basé sur la récompense
3. Gagner / rétablir la confiance des citoyens desservis en mettant en place des «mécanismes de plainte des clients» garantissant et démontrant un temps de réponse court.

Recommandations adressées à la société civile et aux universités

D'un point de vue financement:

1. La société civile doit être considérée comme un partenaire à part entière et engagé à tous les niveaux, tout en renforçant l'intégrité et la transparence des ONGs
2. Les conditions préalables inutiles à la participation devraient être supprimées.
3. Priorité à donner aux organisations locales de la société civile et à l'égalité des chances

D'un point de vue intégrité:

1. S'engager dans une «approche systématique de l'intégrité de l'eau». Cela implique une collecte systématique de données et un partage ouvert de l'information, l'établissement de relations durables avec les propriétaires et les développeurs du projet, la participation au développement des projets à tous les stades et le renforcement de ses propres capacités.
2. Cartographier les différents acteurs et les relations entre eux, clarifier les rôles et les responsabilités des uns et des autres, s'engager dans le développement de normes d'intégrité au sein des institutions de la société civile, agir comme observatoires (adéquatement financés)
3. Promouvoir une culture d'intégrité. Il est recommandé d'intégrer les valeurs et pratiques d'intégrité dans les programmes scolaires, en commençant par les premières années à l'école.

Recommandations adressées au secteur privé et aux banques

D'un point de vue financement:

1. Sensibiliser les banquiers et le secteur privé
2. Envisager des types de garanties non conventionnelles telles que les flux de trésorerie futurs et la faisabilité du projet, la réputation du promoteur du projet

3. Réduire les risques dans les projets Nexus en intégrant les avantages de certains secteurs pour remédier aux inconvénients des autres

D'un point de vue intégrité:

1. S'engager formellement à progresser sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans son activité principale et divulguer les informations ESG.
2. Développer des politiques RSE solides basées sur les normes internationales, y compris la lutte contre la corruption
3. Travailler et communiquer proactivement sur leurs activités et progrès de la RSE.

Recommandations adressées aux institutions financières internationales et aux bailleurs de fonds

D'un point de vue financement:

1. Accroître la visibilité de l'eau dans le paysage financier international et dans les stratégies nationales de développement ou de climat. Investir dans l'eau, c'est investir dans une grande variété d'industries
2. Mettre l'accent non seulement sur les grands projets, mais aussi sur les financements «immatériels» (tels que le renforcement des capacités pour la préparation des projets et l'accès aux fonds) ainsi qu'à petite échelle.
3. Explorer les synergies intersectorielles et les interconnexions, assurer l'intégration des politiques, impliquer tous les acteurs concernés, et promouvoir la coordination entre les bailleurs de fonds pour éviter les duplications, utiliser les économies d'échelle et promouvoir les synergies entre les programmes de développement et de climat

D'un point de vue intégrité:

1. Transparence totale sur les opportunités de financement et les projets financés. Une plate-forme commune devrait servir cet objectif.
2. Soutenir «l'action collective» pour renforcer l'intégrité de l'eau, soutenir les réseaux de parties prenantes aux niveaux national et infranational et adopter des indicateurs des droits de l'homme et de l'intégrité pour la sélection des initiatives à financer.
3. Une plus grande attention sera accordée à la «durabilité» des projets financés par une approche holistique et nexus, des stratégies de financement à long terme alignées aux stratégies nationales et régionales ainsi que les ODDs, l'application de l'approche fondée sur les droits de l'homme, l'engagement avec les acteurs locaux pour un financement continu après la mise en œuvre, des mécanismes de dialogue et de co-création avec le public et la société civile
4. Intégrer «l'intégrité» dans les stratégies des donateurs, en rationalisant l'intégrité au sein de l'institution du donateur, en créant une coalition de donateurs soutenant la bonne gouvernance et l'intégrité surtout dans des zones sensibles à haut risque, en investissant davantage dans le renforcement des capacités d'intégrité des organisations publiques et civiles, en développant des études de cas démontrant le retour sur investissement lié à l'intégration de l'«intégrité» dans des projets de financement.

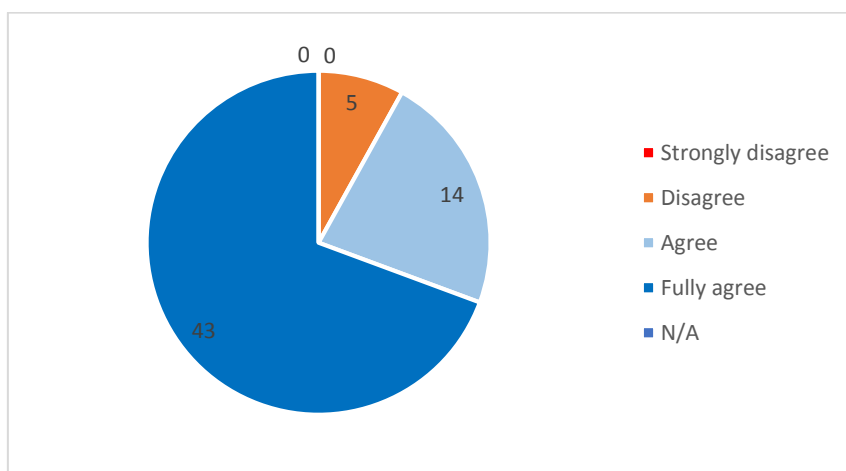
ANNEX IV - Évaluation

Un questionnaire d'évaluation a été remis aux participants de la Conférence le troisième jour.

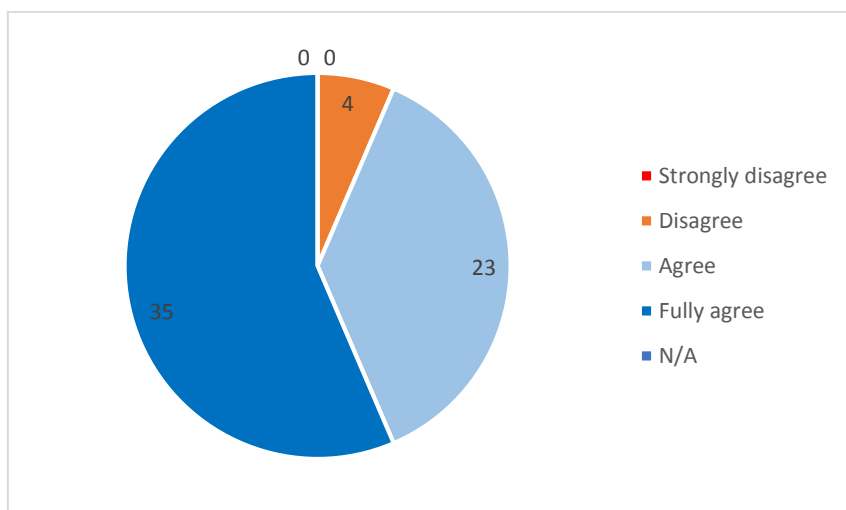
Au total, 62 formulaires d'évaluation ont été retournés.

Les réponses groupées à chaque question sont présentées sous forme de camemberts ci-dessous:

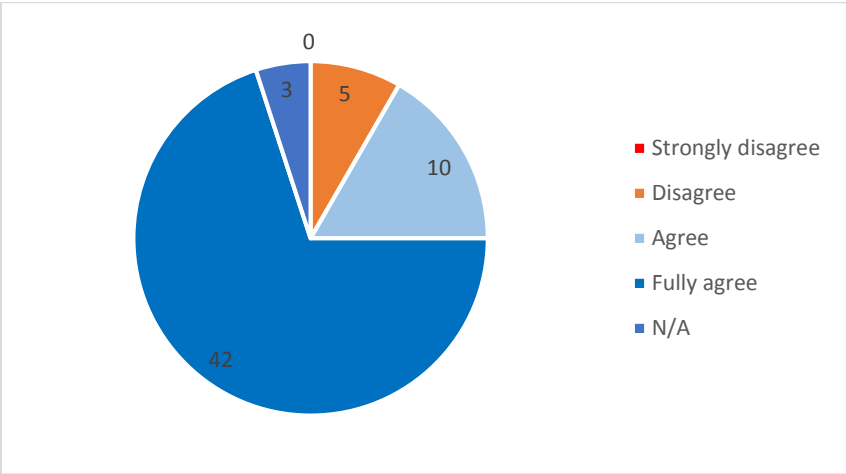
Q1: La gestion des invitations, le soutien à l'obtention de visa, la diffusion d'informations et la gestion des difficultés ont été réussis



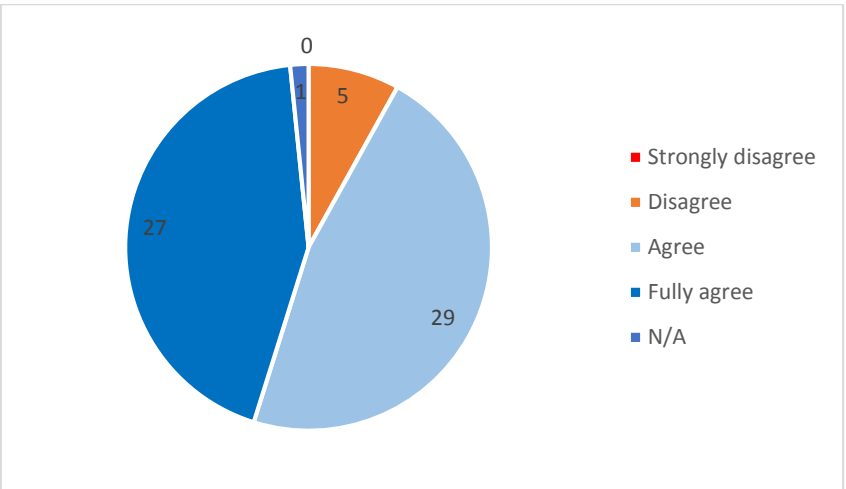
Q2: Le programme s'est bien déroulé, des besoins émergents ont été bien gérés et une attention appropriée a été démontrée aux préoccupations des participants



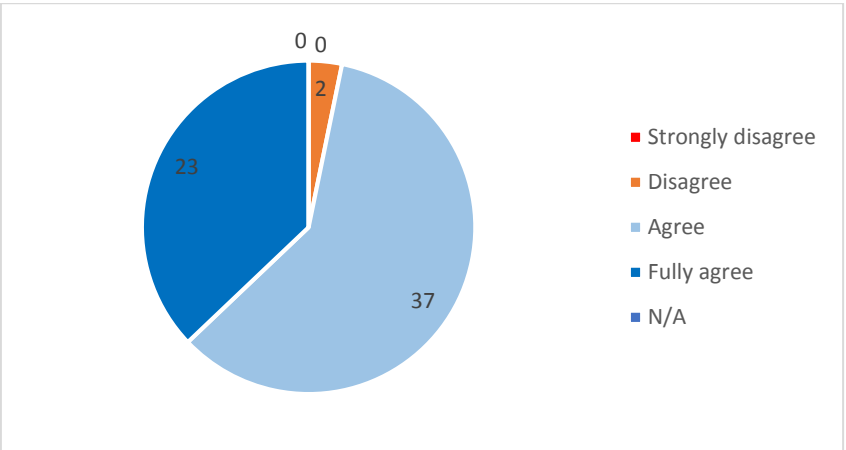
Q3: La logistique a été efficace: Hébergement, émission de billets d’avion et informations pratiques fournies



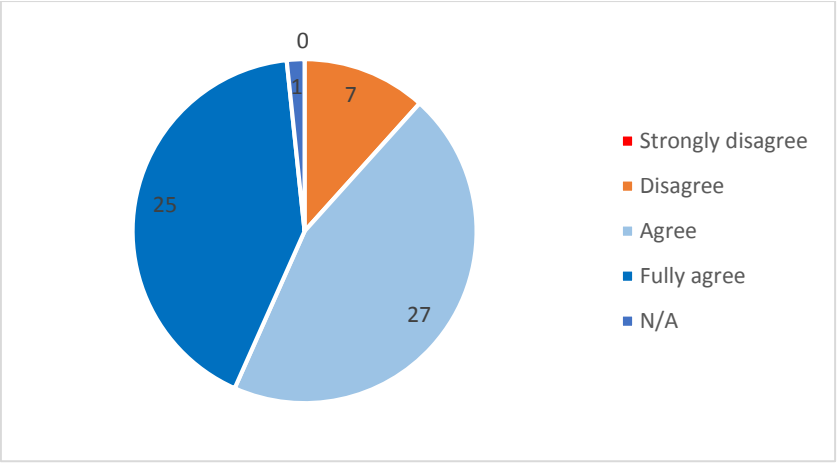
Q4: Des notions, objectifs, produits et résultats attendus ont été clairs et suffisants



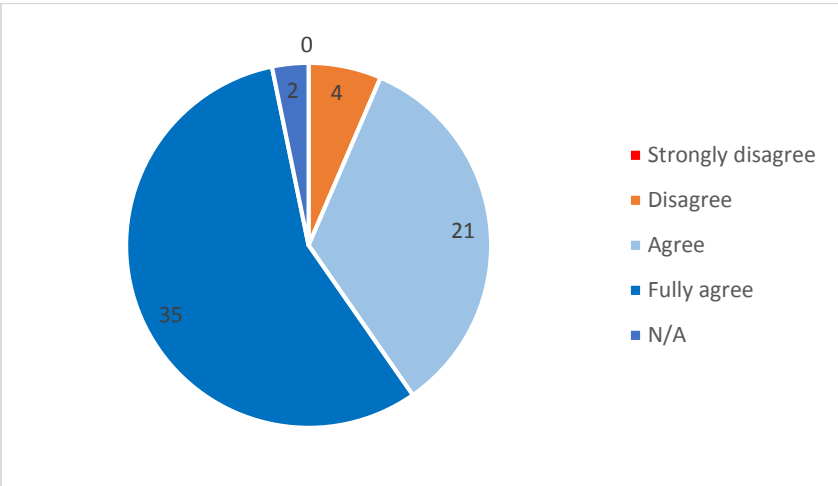
Q5: Les objectifs de cette Conférence ont été adéquatement comblés à travers les sessions.



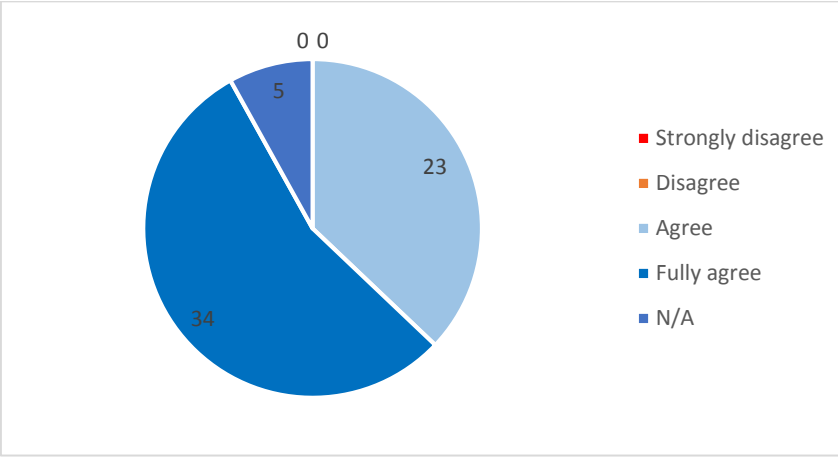
Q6: La durée de cette Conférence a été suffisante.



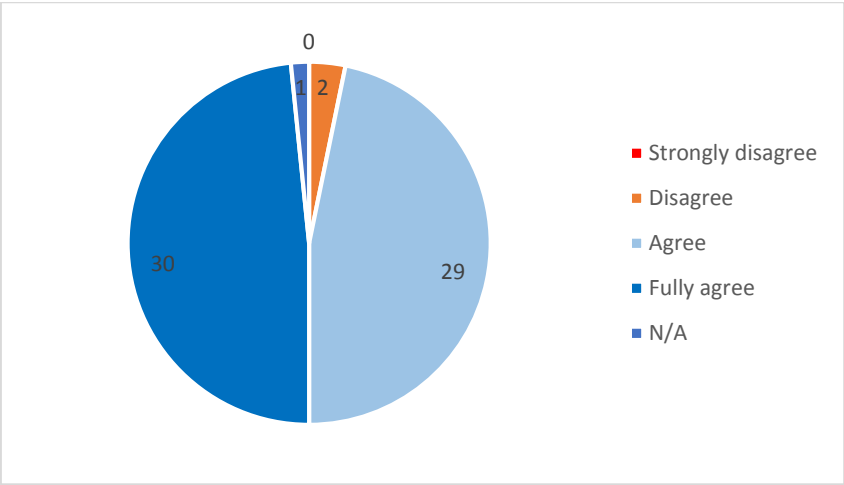
Q7: Le lieu de la réunion et les installations (salle, équipement, etc.) ont été appropriés pour cette Conférence.



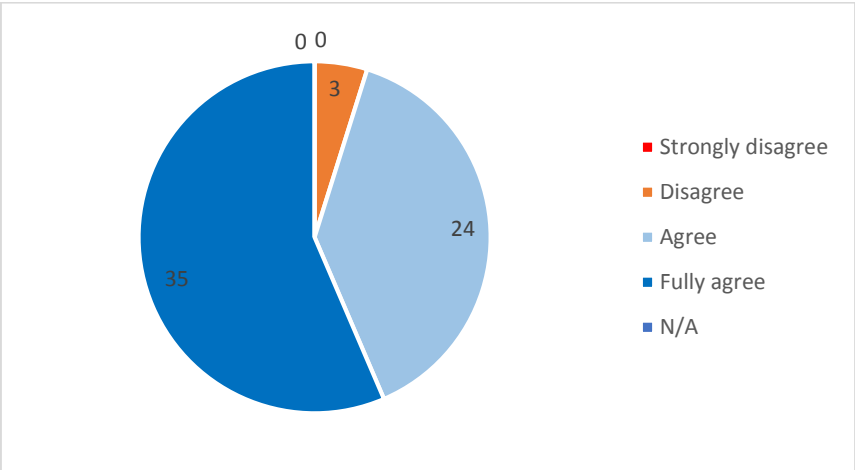
Q8: L'interprétation a été satisfaisante.



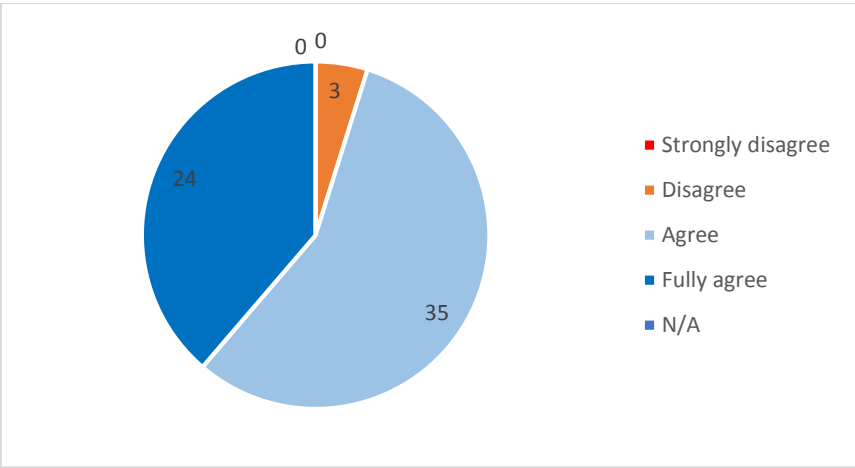
Q9: J'ai une meilleure compréhension des défis liés à la gouvernance et au financement dans le secteur de l'eau de la Région.



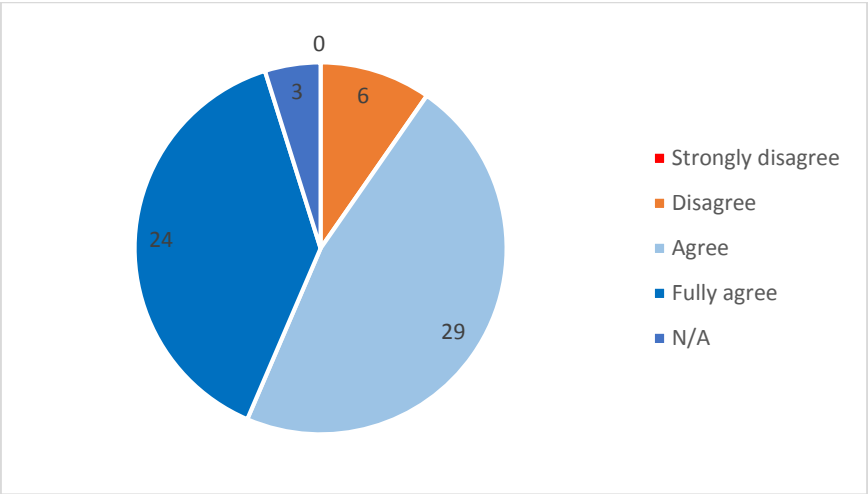
Q10: J'ai une meilleure compréhension des défis liés à l'intégrité, à la redevabilité et la transparence dans le secteur de l'eau de la Région.



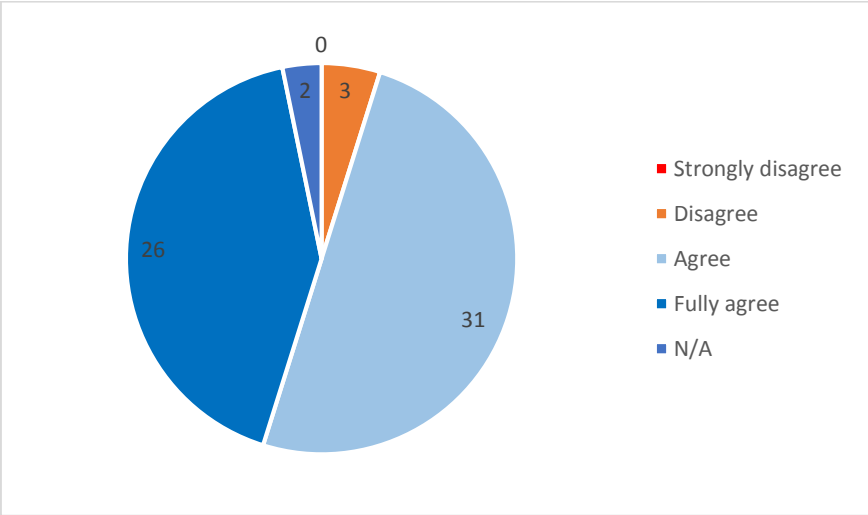
Q11: J'ai une meilleure compréhension de la relation entre une bonne gouvernance du secteur de l'eau, l'intégrité et la mobilisation des ressources financière pour le secteur, ainsi qu'avec les objectifs nationaux de développement.



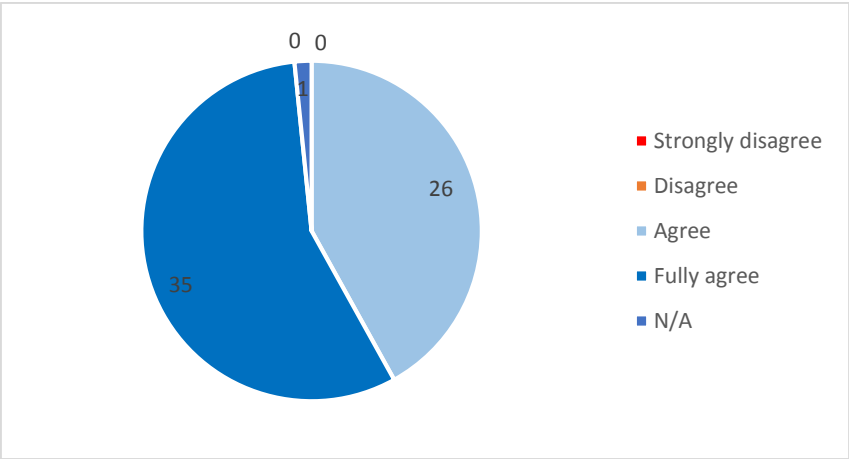
Q12: J'ai une meilleure compréhension de thèmes transversaux et de l'engagement des parties prenantes dans le nexus gouvernance-financement.



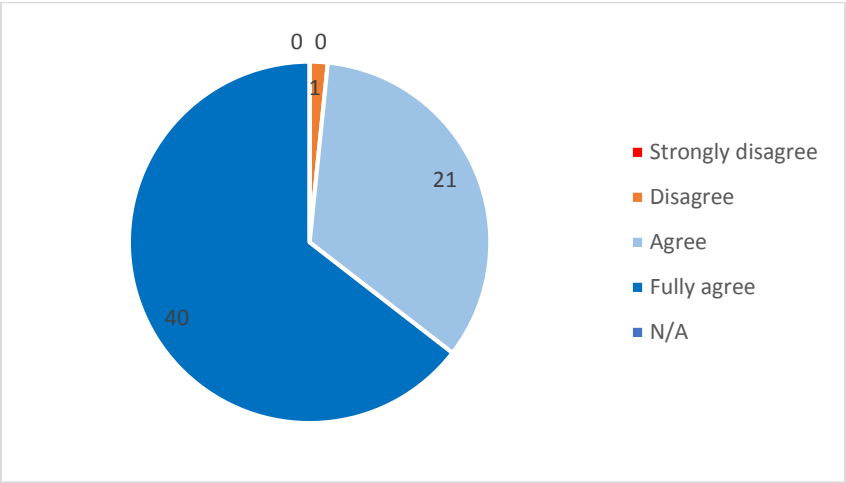
Q13: J'ai une vision claire de ce que je peux apporter et faire personnellement pour renforcer l'intégrité dans l'institution qui m'emploi.



Q14: J'ai apprécié d'avoir la possibilité de participer activement au cours de la Conférence en partageant mes expériences et vues.



Q15: J'ai apprécié la complémentarité thématique, la conference adressant conjointement la gouvernance, l'intégrité et le financement du secteur de l'eau



***ANNEX V – Des affiches des 19 plans d'action sur l'intégrité de l'eau élaborés
et mis en œuvre pendant le Programme de renforcement des capacités en
matière d'intégrité de l'eau***



IMPLEMENTATION OF AN ANDROID APPLICATION TO PROMOTE THE CONCEPT OF INTEGRITY - SONEDE

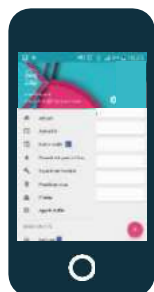


Hela Nacef
Head of Service Quality in SONEDE
Email: h.nacef@sonede.com.tn,
tel. +216 505173

WHAT IS THE CHALLENGE

- Strengthening of the integrity by the activation of its principles at SONEDE:
- ✓ Transparency,
- ✓ Accountability,
- ✓ Participation

WHAT DO YOU WANT TO ACHIEVE



- Fight against :
 - Vandalisme
 - Encroachment on water pipe network's ways
 - Corruption: bribe

MAIN CONSTRAINTS

- The necessity to update the database (project SIC)

PEOPLE

SONEDE / Citizen / Partners / Districts & staff of SONEDE



PARTNERS

- GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)
- ACWUA
- SONEDE: IT & communication
- Departments



RESOURCES ALLOCATED

- 12MTND funded by GIZ / SONEDE:
- IT, Communication & Quality Departments

APPROACH

- Contribution to the development of this application (elaboration of TDR)
- Presentation/dissemination of this application : Media conference (December 2015)



01 TRANSPARENCY

- Near of you : find a district SONEDE
- bill
- Consumption
- Water quality (PH, salinity...)
- Complaints



02

ACCOUNTABILITY

- Consumption
- Water characteristics (PH, salinity...)
- Complaints : Lack of pressure, water shortage, ...
- Equipment malfunction



03 PARTICIPATION

- Report an incident
- Call for tender
- Event
- Actuality
- Subsidiaries
- Partners

04 FIGHT AGAINST CORRUPTION



- Report a water leak
- Act of vandalism on infrastructure
- Act of encroachment on water pipe network's ways
- Act of corruption (bribe)
- Act affecting the quality of water

05 ETHIC



- Equal treatment of complaints
- Transparency : informed about the follow up of the complaint

RESULTS

- Development of Android Application



- Media conference : Dissemination
- Others results : Elaboration of a personalized code of ethics for SONEDE

LESSONS LEARNED

- Teamwork
- This application is a performing tool to insure the integrity and the connection between SONEDE / Citizen
- Creation of a trust relationship between SONEDE / Citizen: facilitate the access to the information



WAY FORWARD

- Impact assessment and Monitoring of this application on:
 - The rate access in the information
 - The rate of complaint
 - Capacity- Building for oversight mechanisms



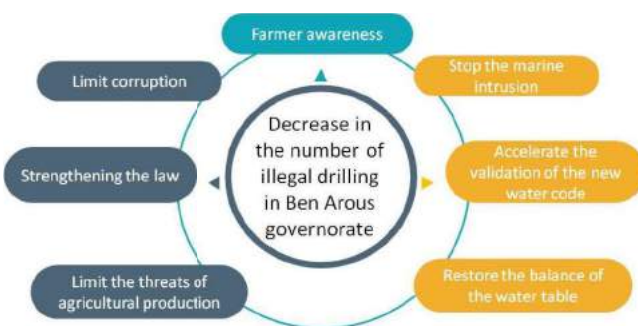


MONITORING OF THE NUMBER OF ILLEGAL BOREHOLES IN THE GOVERNORATE OF BEN AROUS



BEN AHMED Houda
Principal engineer
Regional Commissariat for Agricultural
Development of Ben Arous
Email: benahmed_houda@yahoo.fr,
tel. +216 97456115

CHALLENGES



APPROACH

Minimize the number of illegal drillings by:

- ✓ the awareness and discussions with the farmers based on the organization of meetings with the GDA and the presence of experts to present the critical situation for the water table in terms of available resources and current water quality
- ✓ the introduction of the principle of participatory management of the aquifer and citizens engagement in decision-making.



RESULTS

- Organization of the awareness days on 4th and 5th of June 2016.



- Participation in meetings and trainings concerning water resources management.



- Participation in a training course on participatory management of water bodies, July 2017.



BENEFICIARIES

Users of the aquifers of Ben Arous for:

- ✓ agriculture
- ✓ drinking water

PARTNERS

Center for Water Research and Technologies (CERTE)

RESOURCES ALLOCATED

- Regional Commissariat for Agricultural Development of Ben Arous
- KfW: under the project "Integrated water resources management in the irrigated area of Mornag"

LESSONS LEARNED

- The importance for establishing trust between farmers and the public institutions.
- The importance of participatory management of water table for groundwater preservation.

WAY FORWARD

- Creation of an association for the protection of the aquifer composed by the farmers and the public institutions in charge of water management.
- Organization of events during the world water day.
- Results dissemination and awareness activities via the media.



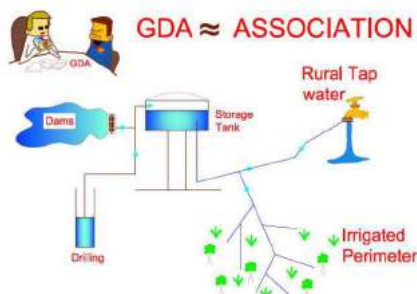


ADVOCACY TO ESTABLISH TECHNICAL DIAGNOSTICS FOR WATER NETWORK MANAGED BY GDAs



Nejeh Bouguerra, Ing.
Member of the Union Chamber of Auditors of water systems in Tunisia
Expert Consultant in water management
Email: dromadaire2003@gmail.com

WHAT IS A GDA?

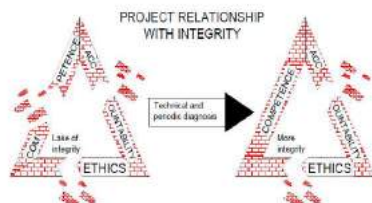


There are 2500 GDAs in Tunisia:

- 1400 GDAs manage the irrigated perimeter networks.
- 1100 GDAs manage drinking water supply networks in rural areas.

GDAs manage almost 80 % of Tunisian water resources

PROJECT RELATIONSHIP WITH INTEGRITY

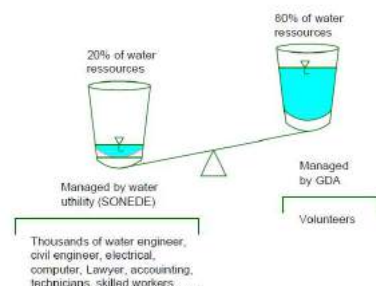


GDAs MAIN PROBLEM

Lack of technical supervision inducing :

- ✓ Networks Hydraulic efficiency < 50%
- ✓ Waters Losses estimation: 250 Million Euros / year
- ✓ Dissociation of several GDAs.

WHAT IS THE CHALLENGE



APPROACH

- Advocacy through media, meetings, organization of workshops and by on site technical studies to show practical results.

PARTNERS

- Centre for Water Research and Technologies (CERTE)
- Medias

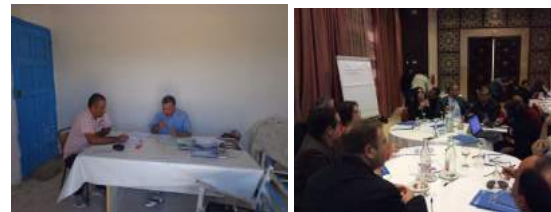
RESULTS

- Several publications in national journals and in electronic journals about water governance for GDAs and Water uses

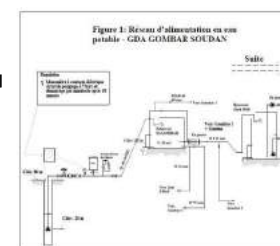


RESULTS

- Meetings with officials and explanation of the problems
- Meeting with GDAs representatives to raise awareness and assess acceptability of water auditing.



- Elaboration of two technical case studies to demonstrate the importance of water auditing and providing technical solutions in the governorate of Nabeul, north of Tunisia.



- Advocating with several NGO's to seek amendment of the Water Code (Workshop took place on 11 December 2015, Gammarth, Tunisia)

- Organization of a meeting on the 26th of July 2017 at the Tunisian National Institute of Agriculture with representatives from the chamber of water auditors, researchers, and civil society in collaboration with CERTE.

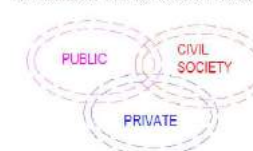


- Participation to the world water day on « Water and Employment », the 22nd Mars 2016, to explain the water audit to youth.

WHAT I WANT TO ACHIEVE



APPLICATION OF THE FIRST INTEGRITY PRINCIPLE



WAY FOR WORD

We project to:

- ❖ Publish a scientific article in partnership with CERTE scientists
- ❖ Coach students final projects
- ❖ Advocacy for a study about the situation of GDAs in 3 governorates in Tunisia
- ❖ Export this project to other countries in the MENA region

MAIN CONTRAINTS

- Lack of responsiveness of target organizations.



FOR ONCE !!! IN THE MUNICIPALITY OF ESSOUASSI!! APPLICATION OF THE PARTICIPATORY APPROACH DEFINITION BY CITIZENS OF INTERVENTION FOR THE DRINKING WATER SUPPLY PROGRAMS



Samia LOUSSAIEF
Director of strategies and programmes'
Evaluation and Monitoring
Ministry of Development, Investment
and International Cooperation MDICI-
Tunisia

CHALLENGES

- Reinforcing the new constitution principles (art 139) by applying Citizen participation approach in the choice of local projects in all municipalities:
- Moving from representative local democracy to participatory democracy: how to involve effectively local citizens in the process of choice of their projects in their municipality?
- How to face lack of transparency? The criteria of choice of drinking water supply programs are not predefined for the population in lagging municipalities like Essouassi
- Lack of accountability: Projects are not implemented or with large delay and/or bad quality.
- Social injustice: the beneficiary areas are not always those of priority.
- Corruption and complacency: those who have power and money have access the first to water service .

APPROACH

- Play the role of facilitator and well prepare the media/communication plan to ensure a good citizen participation in public meetings during the preparation of the PAI 2017) Annual Investment Program.
- Target women and civil society NGO's by an awareness campaign to ensure "gender equality" in public meetings.
- Preparation of the participatory meeting reports and the complete file proving the fulfillment of the minimum conditions required for submission to the State subsidy.
- Organization of meetings with significant participation of citizens and agreement with the municipality to strengthen the media coverage.
- Validation of the study and the participatory approach by the commission of annualized program (CAP) for the rehabilitation of neighborhoods to reduce the disparities in the lagging regions

CONSTRAINTS

- We are facing the same problem in all municipalities and all fields (rarity of financial resources compared to the real needs of citizens for infrastructures and local and urban services).
- When implementing my action plan the main barriers I faced were the resistance of local administration (municipal council) to the participation of local citizens in the process of decision although it is now one of the principles of our new constitution of 2014. Besides I notice that the role of civil society is not well defined and it seems that many representatives of local civil society are attempted to substitute for the citizens role instead of helping them to play their real role in the process of decentralization and facing the challenges of local development.

BENEFICIARIES

- the inhabitants of the district Ezayatine suffering from regional disparities (number of inhab: 760; housing: 153 including 23 empty houses, budget: 900-mD)



IMPLEMENTATION/RESULTS

Actions / Schedule	January 2016	February 2016	March 2016	April 2016	June 2016	March-December 2017
Choice of the pilot municipality with main partners in the ministry of local affairs MLA						
Fixing with the municipal council MC and civil society CS, the date of meeting with the inhabitants of the District of intervention program						
Media coverage: definition with the MC and CS of communication tools and information for citizens						
Preparation of the dialogue space: fix the place and mobilize the logistics for the meeting						
Moderation during the meeting/elaboration of meeting reports and the complete file proving the fulfillment of the minimum conditions and gain of State subsidy.						
Implementation of the project and monitoring and evaluation by citizens						

ACHIEVEMENTS THROUGH MY ACTION PLAN

- More Transparency: selection criteria for the supply of drinking water/ intervention programs are predefined by population.
- Social Justice: beneficiary areas are those priority
- Less corruption: the participatory approach prevent some rich/powerful people to influence the decision of the municipal council about the site of project.

LESSONS LEARNED

- The involvement of local citizens in the process of decision and the choice of the sites of local development projects and especially drinking water supply guarantees more transparency, social justice and less corruption and then water integrity is enhanced.
- The resistance to any change is the main problem and barrier to any action plan. But **perseverance and goodwill** are the main success keys. In fact even though we couldn't attract many participants to the 1st meeting of the participatory approach; we used new methods and tools to reach all citizens (potential beneficiaries for the project intervention) and motivate them to attend the 2nd meeting with the participation of women (gender equality).

SCALE UP/WAY FORWARD

- several municipalities who do not apply the participatory approach could not benefit from the grant of the State for the year 2018.
- Several actions must be undertaken in order to improve citizen participation in the choice of development projects and therefore for drinking water supply projects .
- The MDICI has committed several programs and actions in the context of << international cooperation to strengthen the participatory approach (economic and social development plans of stakeholders 2016-2020)
- As a facilitator, I chose another municipality Dar Chaabane El Fehri in order to insure the moderation of the zone meeting and so the definition of drinking water supply projects in a lagging district within the elaboration of the annual investment program for 2018 This is my new action plan from October 2017 until March 2018.





Promotion de l'irrigation goutte à goutte par des panneaux solaires

Ilham Maaraji

Université Hassan II, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Mohammedia, Maroc

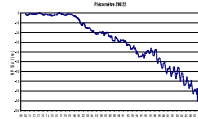


LE DEFI

Le village de Ksyer, Province d'El Hajeb, est un modèle pour les villages marocains actifs dans l'activité agricole et se distingue par la richesse de ses ressources naturelles.

Cependant, l'exploitation des eaux par le forage des puits, parfois illégaux, et le déclin des précipitations pluviales ont contribué à la baisse du niveau de la nappe phréatique de Fès-Meknès.

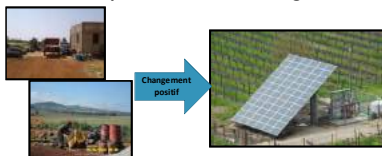
Les sources naturelles ont également connus un déclin.



Evolution piézométrique de la nappe profonde de Fès-Meknès

LES OBJECTIFS

- Profiter de l'eau pour tous et assurer sa pérennité en intégrant l'approche intégrité.
- Assurer l'accès aux points d'eau dans les champs et les maisons de manière équitable.
- Utilisation rationnelle de l'eau par l'irrigation localisée.
- Réduire le coût de production élevé dû à l'utilisation de grandes quantités de butane.
- Inciter les investisseurs agricoles, grands, moyens et petits.
- Encourager l'utilisation de l'énergie solaire pour réduire les dépenses et assurer l'intégrité.



LES CONTRAINTES

- Absence d'association avec la même vision et les mêmes objectifs que je m'efforce d'atteindre.
- Retard dans la mise en œuvre du programme de soutien à l'énergie solaire pour l'irrigation.
- Résistance de certains agriculteurs qui continuent à utiliser du butane et du diesel.

LA POPULATIONS CIBLE

- Agriculteurs de la Commune de Qusayr.
- Coopératives agricoles et villages qui enregistrent une forte baisse des ressources en eau.
- Observateurs pour assurer le bon fonctionnement des canaux d'eau.

LES PARTENAIRES

À ce jour, il n'y a pas de partenaire pour réaliser mon plan de travail et, dans un proche avenir, je chercherai des partenaires pour mettre en œuvre le plan d'action.

Les partenaires potentiels du projet sont:

- Ministère de l'Agriculture.
- Ministère de l'Énergie, des Mines et du Développement Durable.
- Ministères Délégués de l'Eau et de l'Environnement.
- Partenaires étrangers.

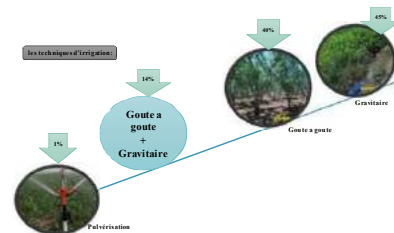
LES RESSOURCES ALLOUÉES

Le projet n'a pas encore trouvé de partenaire qui peut le financer.

L'APPROCHE

Une approche statistique a été utilisée pour déterminer les conditions d'arrosage et les formes d'utilisation de l'eau dans les champs pour un groupe de 100 agriculteurs. Les résultats étaient les suivants (2016):

- 93 agriculteurs ont une auto-formation et 7 ont déjà bénéficié d'une formation en agriculture.
- 73% des agriculteurs ont des puits d'irrigation, 15% utilisent des petites sources, 8% se mêlent entre la source et le puits et 1% utilisent le puits pour un membre de la famille.



Les résultats de l'étude ont montré un gaspillage d'eau dans l'irrigation: 45% gravitaire, 40% goutte à goutte, 14% gravitaire et goutte à goutte, 1% pulvérisation.

L'eau dans une maison rurale ?

45 agriculteurs ont un puits, 28 utilisent un puits de la coopérative, 11 maisons sont servies par l'ONEE. Le reste reçoivent de l'eau du puits d'un voisin, d'un puits de famille ou d'une source.

En général, la profondeur des puits est entre 18 et 60 m.



L'étude du terrain nous a permis de constater que:

- L'eau est encore gaspillée dans l'irrigation pour une classe importante d'agriculteurs en plus du manque d'intégrité dans la gestion de l'eau.
- Un bon nombre de foyers ruraux doit souffrir la corvée de l'eau qui affecte toute la famille, les enfants et les parents.

LES RESULTATS

- Le plan d'action prévoyait une approche sur le terrain pour sensibiliser les agriculteurs sur un meilleur système d'approvisionnement en eau en utilisant des pompes dotées de panneaux solaires à la place du butane et du diesel.
- 7 agriculteurs du village Ksyer, Province d'El Hajeb (couvrant 62 hectares), ont manifesté l'intérêt pour l'utilisation de la technologie solaire comme méthode alternative de pompage de l'eau au lieu du butane et du gasoil coûteux.

LES LEÇONS APPRIS

1. L'amour du travail accompli est le secret du succès et du progrès. Un groupe d'agriculteurs est fidèle à sa terre et dépense son argent pour améliorer les conditions de son agriculture, ce qui impacte positivement son rendement.
2. L'ouverture et l'apprentissage de nouveautés à investir pour préserver les ressources naturelles et le développement durable.
3. La confiance témoignée par les agriculteurs envers l'administration pour bénéficier du soutien de l'Etat, pour promouvoir le secteur agricole et la valorisation des ressources en eau, et aussi pour profiter des consultations et des ateliers de formation afin d'améliorer la production.

ALLER DE L'AVANT

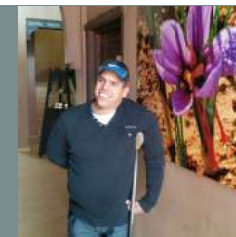
1. Bénéficier du programme de la Conférence Régionale pour l'intégrité dans le secteur de l'eau (Barcelone, 12-14/12/2017) pour enrichir le programme de travail.
2. Ouvrir un dialogue avec les parties prenantes dans le domaine de l'agriculture pour discuter des moyens d'activer l'utilisation de programmes de soutien à l'utilisation de panneaux solaires.
3. Communiquer avec les agriculteurs afin de les informer des derniers avantages des projets de soutien pour atteindre leurs objectifs vers l'économie de l'eau.

INTRODUIRE L'INTEGRITE DANS LES PROJETS DE GESTION DE L'EAU POTABLE ET DE LA LAVERIE COLLECTIVE A ERRACHIDIA



Moha Maloui

Assistant Administratif et Financier, Programme Oasis Tafilalet, Ouarzazate



LE DEFI

Résoudre les problèmes suivants par le principe de l'intégrité dans le secteur de l'eau:

- Participation des citoyens à la gestion de l'eau potable.
- Accès des citoyens à l'information des bilans annuels.
- Connaissance de la loi sur l'eau au Maroc par les citoyens.
- Crimes environnementaux qui se pratiquent notamment sur les points d'eau.

LA POPULATIONS CIBLE

- Les bénéficiaires sont divers à savoir: les villageois ruraux et des centres urbains, les cadres de la société civile, les cadres des institutions publiques (collectivités territoriales, ABH, élus) et les élèves des écoles.
- Les avantages du plan d'action sont: la conscience des bénéficiaires sur les lois en rapport avec l'eau, les approches de participation aux décisions et les droits des citoyens liés à la vie quotidienne.

L'APPROCHE

- Les activités sont préparées avec la participation concertée de tous les acteurs concernés et les bénéficiaires.
- Utilisation des techniques de communication très simples.

Actions	Bénéficiaires	Femmes Filles	Cadres ONG et ADM
Civisme pour ONG et autres	149	97	52
Loi sur l'eau	100	68	32
Atelier des enfants	55	27	8
Maladies liées à l'eau	109	67	9
Informations aux décideurs sur les RE	30	11	19
Total	443	270	120



- Effectifs des bénéficiaires des ateliers du plan d'action et photos des activités avec les partenaires.



- Par des présentations et des interventions très ciblées, nous avons pu sensibiliser la population bénéficiaire sur la notion de l'intégrité dans le secteur de l'eau.

LES RESULTATS

- Le principe de l'intégrité dans le secteur de l'eau est connu.
- Les différentes formes de corruption liées à l'eau ont été éliminées.
- Les citoyens ont l'accès aux informations de management de leurs projets.
- Ils participant aux décisions et adhèrent aux multiples actions de développement.
- L'intégrité est un moyen de durabilité, de pérennité et de réussite des projets de l'eau.

LES LEÇONS APPRIS

- Les gens changent leur opinion sur les procédures de l'administration publique (sacralité de l'administration).
- Les actions de conscience générale aident pour un meilleur avenir.
- Les projets soft sont très importants pour les pays en voie de développement afin d'améliorer leur prise de conscience.

ALLER DE L'AVANT

1. Etendre le projet à d'autres zones où l'intégrité n'est pas appliquée.
2. Monter un projet conventionné avec des partenaires.
3. Exécution du projet et évaluation des résultats.

LES OBJECTIFS

- Sensibiliser les citoyens sur les droits fondamentaux garantis par la constitution qui leur permet de discuter, analyser et décider sans peur ni marginalisation.
- Améliorer le climat de crédibilité dans la gestion des projets de l'eau.
- Utiliser les bonnes pratiques avec le support des partenaires ayant la volonté d'exécuter les futurs projets sur le principe de l'intégrité qui est utile dans tous les processus de la vie des Hommes.

LES PARTENAIRES

- Administrations publiques: Agence du Bassin Hydraulique Guir Ziz Rhériss, Office National de l'Electricité et l'Eau, Direction Provinciale du Ministère de la Santé Publique, Direction Provinciale du Ministère de l'Education Nationale.
- ONGs: Programme Oasis Tafilalet, Association ATCD, Association AOFEP, Association ATMDAS, et Association Seghniss.

LES RESSOURCES ALLOUÉES

- Budget des actions réalisées : 1106 €
- Ressources humaines : 7 cadres ONG, 1 médecin, 2 ingénieurs, 2 cadres experts et 2 instituteurs.
- Ressources opérationnelles: Matériel des sièges associations (tables, chaises, salles, data-show, ordinateurs), de l'Ecole Essadiyine et de l'Agence du Bassin Hydraulique GZR.

LES CONTRAINTES

- Non disponibilité de certains cadres des partenaires lors des ateliers.
- Absence d'une culture juridique et des droits humains auprès des auditeurs bénéficiaires touchant à leur vie.
- Langue de communication dans les villages berbérophones et difficulté de traduire les termes techniques.

Des efforts de recherche linguistique ont été déployés et parfois duplication des actions pour le maximum des bénéficiaires.

Mohammed Drihem
Président, Association Val d'Ifrane, Ifrane



MAROC



LE DEFI

Cours d'eau à sec à cause de la sécheresse mais aussi et surtout à cause des forages illégaux et de l'exploitation abusive de la nappe phréatique.



Cours d'eau de l'Oued Tizguite sec



LES OBJECTIFS

- Sensibiliser les décideurs et les exploitants ;
- Veiller sur le respect de la loi (brigade d'écogardes) ;
- Interdire les nouveaux forages et bien gérer les forages existants.

LES CONTRAINTES

- Accès à l'information sur les forages autorisés ;
- Manque de moyens financiers ;
- Formation des Ecogardes.



LA POPULATIONS CIBLE

Population d'Ifrane et de la Zaouïa en aval de l'Oued Tizguite en plus des estivants.

Avantage : Ressources en eau bien gérées pour subvenir aux besoins en eau potable, à l'arrosage des espaces verts, aux 15 piscines de la ville et aux agriculteurs en aval de l'Oued.

LES PARTENAIRES

Conseil d'Ifrane et de Tizguite, Autorités provinciale et locales, Agence du Bassin Hydraulique de Sebou, Ministère Délégué de l'Eau, Ministère Délégué du DD, Haut Commissariat des Eaux et Forêts et Lutte Contre la Désertification.



Décharge public d'Ifrane en amont des sources bannies

LES RESSOURCES ALLOUÉES

Surtout humaines pour la conception du plan d'action et la réalisation d'une étude sur les espaces verts de la ville et les forages exploités par la collectivité.

L'APPROCHE

Renforcement de l'intégrité dans la gestion des eaux de l'oued Tizguite et de la nappe phréatique afin de subvenir aux besoins d'Ifrane.

- 3798 m³/j (66 l/s pour l'arrosage de 80 ha d'espaces verts.
- Eau potable pour 14659 habitants (plus que le double en été).
- Eau des forages pour les 15 piscines des centres de vacances.

LES ACTIVITES REALISEES

- Etude des besoins d'arrosage

Besoins en arrosage	Débit		Pression	Observations
	m ³ /h	l/s	m	
Forage communal existant	63	17,5	80	
Forage Hout	40	11,0	7	Estimation
Piscine municipale	40	11,1	50	Pour les besoins de la piscine
Boulevard	45	12,5	80	
1992	94	26,0	47,5	
Station (Machlène) (SP)	70	19,4	80	
Ressources totales		86,0		
Ressources à partir des forages		28,6		
Ressources à partir d'eau de surface		48,9		

- Ateliers de dessins au profit des enfants des colonies.
- Campagne de nettoyage du cours d'eau Tizguite.
- Campagne de nettoyage et de plantation d'arbre de la zone du dépotoirs municipal banni.
- Pétition pour la préservation du SIBE Tizguite.



Oued Tizguite arrosant le Val d'Ifrane

LES RESULTATS

- Décideurs et citoyens sensibilisés sur l'intégrité et la bonne gestion des ressources en eau.
- Après le PAG du Val d'Ifrane présenté à SM le Roi à Ifrane:
 - Fermeture et réhabilitation du site de la décharge municipale éloignée des sources de Tizguite en 2015.
 - Réhabilitation des canalisations du réseau d'assainissement et construction de la station d'épuration des eaux usées en aval de l'oued Tizguite en 2017.



Campagnes de sensibilisation

LES LEÇONS APPRISES

- Etre patient pour réussir
- Travail de groupe indispensable

ALLER DE L'AVANT

- Réunion de sensibilisation avec directeurs des villages et colonies de vacances.
- Réunion similaire avec le Maire et les conseillers de la ville.
- Formation d'éco-gardes volontaires.



Gouvernance des eaux souterraines contrat de la nappe de Berrechid

Salah Bel Matrik

Secrétaire Général, Agence du Bassin Hydraulique du Bouregreg et de la Chaouia, Berrichid



PROBLEMATIQUE

- ❑ L'eau est un bien commun, sa gestion est l'affaire de chacun, la préservation de sa quantité et de sa qualité doit induire des comportements individuels adaptés aux nouveaux enjeux.
- ❑ Les citoyens sont amenés à s'investir directement dans sa gestion locale, puisque la politique de l'eau se veut le fruit d'une concertation entre tous les usagers.
- ❑ La nappe de Berrechid (1500 km²) présente une importance sur le plan économique et social. Sa surexploitation entraîne un dénoyage de plus de 30 Mm³/an pour satisfaire 95% des besoins agricoles et 5% des AEPI, une augmentation de la salinité et une diminution de la productivité.
- ❑ Ainsi, 8312 ha sont irrigués de manière très consommatrice d'eau et représentent 46% de la surface totale irriguée.
- ❑ Ce dénoyage est considéré comme la résultante de différents problèmes :
 - Absence de cadre organisationnel.
 - Augmentation du nombre de points d'eau (+4000 puits et ou forages).
 - Extension incontrôlée et importante des zones irriguées.
- ❑ En l'absence de mesures effectives pour maîtriser les prélèvements, la zone connaîtra :
 - une perte de 43% de la surface irriguée (640 km²).
 - une baisse du niveau de la nappe de 15 m.
 - des prélèvements pouvant atteindre 162 Mm³/an à l'horizon 2035.

Pour assurer la restauration de cette nappe plusieurs actions sont programmées entre autre la mise en place de contrats de nappe durable et participative avec l'ensemble des intervenants

DESCRIPTION DU PLAN D'ACTION

Le contrat de nappe est considéré comme l'un des actions qui réside dans la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance qui favorise la participation et la responsabilité des acteurs concernés dans un contrat négocié à savoir : administrations, autorités locales, élus communaux, société civile et usagers.

Les objectifs de ce contrat :

- ❑ créer un dialogue concentré sur les principes et les pratiques d'intégrité de l'eau multipartite.
- ❑ faciliter un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes du secteur de l'eau sur les questions de transparence, de responsabilité et de participation.
- ❑ assurer leur engagement envers les meilleures pratiques en matière de gestion de l'eau.

PLAN D'ACTION

- ❑ Elaboration des études techniques par l'Agence du Bassin Hydraulique Bouregreg et de la Chaouia.
- ❑ Création des comités de pilotage et de suivi.
- ❑ Présentation au comité de pilotage l'état actuel des RE et les résultats des scénarios de la modélisation hydrodynamique avec Scénario prévisionnel tendanciel.
- ❑ Elaboration des plans d'actions de scénario optimale en concertation avec le comité de suivi.
- ❑ Présentation, au comité de pilotage, des résultats des plans d'actions des scénarios de la gestion optimale retenus.
- ❑ Réunions au niveau des communes concernées et avec les usagers de l'eau. Implication des intervenants dans l'établissement de la feuille de route et identification des plans d'actions.
- ❑ Présentation des résultats des plans d'actions retenus au comité de pilotage avec les coûts, les délais, les fonctions de chaque intervenant et les indicateurs de suivi et d'évaluation.
- ❑ Préparation de la version initiale du contrat de nappes par le comité de suivi et présentation de cette dernière au Comité de pilotage pour approbation.
- ❑ Réunion régionale élargie au siège de la Wilaya pour la signature du contrat de nappes après préparation de la version finale et son approbation par le comité de suivi.
- ❑ Mise en œuvre et évaluation à mi parcours.

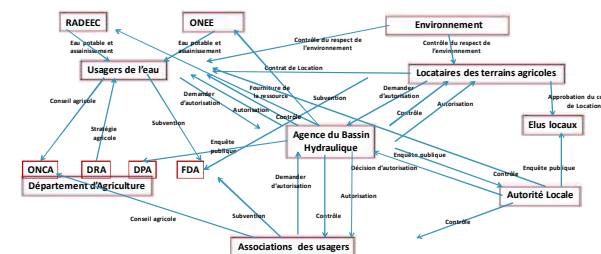
NOTES ET COMMENTAIRES DES RÉUNIONS DE MENTORING

Organisation de:

- ❑ plusieurs journées d'information et de sensibilisation au niveau des différents groupes impliqués.
- ❑ 15 ateliers.
- ❑ 6 journées consultatives au niveau des travailleurs concernés
- ❑ une journée d'étude en concertation avec la FAO



PARTENAIRES



RÉSULTATS PRÉVUS

- ❑ Engagement des parties prenantes à utiliser les meilleures pratiques en matière de gestion de l'eau. Travailler avec les parties prenantes pour développer leur appropriation des principes et méthodes d'intégrité.
- ❑ Gérer l'aquifère en partenariat avec les autorités locales, le ministère de l'agriculture, la chambre de l'agriculture, les associations de la société civile et l'agence du bassin hydrographique.
- ❑ Fixer le quota d'eau de chaque association est déterminé en fonction des précipitations et de l'état de la nappe d'eau Lors d'est une réunion annuelle à la mi-septembre..
- ❑ Encourager la création d'associations représentatives actives et proposer que le nombre total de ses travailleurs soit supérieur à 1 000 hectares.
- ❑ Etablir annuellement la liste des membres de chaque association d'irrigants ainsi qu'un plan topographique précisant leurs zones d'irrigation,
- ❑ Etablir un contrat de concession avec chaque association conformément au chapitre 44 de la loi sur l'eau 15/36.
- ❑ Chaque association doit s'engager à respecter le quota d'eau convenu et nous proposons pour l'année agricole 2017-2018 de déterminer ce quota en 5000 m³ / ha comment la qualité de l'agriculture.
- ❑ Identification du groupe de travail pour le suivi avec la participation de tous les acteurs
- ❑ Détermination des pénalités pour ceux qui n'ont pas respectés les quantités d'eau convenues dans ce contexte à savoir:

Moins de 2%	juste un avertissement.
De 2% à 5%	100 MDH/m ³ .
De 5% à 10%	500 MDH/m ³ .
Plus de 10%	sont interdit d'exploiter l'eau.

Raising Awareness on Water Integrity

Issam Fares Institute – AUB- Women & Water Integrity Training



Challenge

Corruption hinders equitable sharing of water



What do you want to achieve ?

Raising awareness on water integrity to trigger action at policy making level by publishing articles in local and regional news websites and journals

Main Constraints

1. Editor in Chief was not interested in publishing articles on water
2. Looking for another option
3. No support



People

Public opinion will push policy makers to hold their responsibilities

Partners

1. Hydropolitics Academy



2. Arab Forum for Environment & Development



Resources Allocated

I did not ask or receive any assistance whether financial or other

Approach

Writing articles on benefits lost due to lack of water integrity



<http://www.hidropolitikakademi.org/en/inspiring-stories-from-the-mena-region-women-water-integrity.html>
<http://www.afedmag.com/english/mountada-albia-details.aspx?id=73>
<http://afedmag.com/web/ala3dadAISabiaSections-details.aspx?id=2103&issue=&type=4&cat=>
<http://www.aui.ma/en/ar/84-spotlights/3228-inspiring-stories-from-the-mena-region-women-water-integrity.html>

Results

Publishing Articles and capacity building



Lessons Learned

1. Sharing experiences of other countries is inspiring
2. Changing the publisher

Way Forward

It should be within an institutional strategy not an individual endeavour

Monitoring of Desludging Trips in Aarsal



WHAT IS THE CHALLENGE?

- **Integrity Risk**
 - ❑ Missing information about sanitation system and septic tanks (random pits) in Aarsal area.
 - ❑ Difficult to control the activities of the contractors.
- **Objective:**
 - ❑ Cost reduction of desludging trips in the selected sites in Aarsal by 30% during four months by better monitoring of the "Shawish".

PEOPLE

- Syrian refugees living in informal settlements in Aarsal.
- Saving money.



APPROACH

- Assessments done about the number and volume of the existing pits and the nearby sites.
- New strategy and schedule of the trips followed by frequent meetings with the suppliers.
- Involvement of the community in the monitoring.
- The activity followed up by monitoring tools done by staff members.
- GPS devices installed in the trucks for better monitoring.
- Pilot testing and impact (results)

RESULTS

- The number of desludging trips reduced by about 25% in 4 months.
- Purchasing of latrines and water tanks by the saved money.



WHAT DO YOU WANT TO ACHIEVE?

- Reducing the number of desludging trips to save money.
- Saved money will be allocated to purchase additional WASH facilities to refugees.



PARTNERS

- WASH team including engineers at the organization
- Data management team
- WASH committees and community representative "Shawish"
- Municipality
- Donor (UNHCR)
- Other NGOs
- Beneficiaries and suppliers

MAIN CONSTRAINTS

- Security issues, Aarsal is a risky area.
- Approval from my organization.
- Acceptance from the contractors of the new strategy.

RESOURCES ALLOCATED

- **Financial:** available
- **Human:** WASH team
- **Political:** Municipality
- **Technical:** Surveys, information and researches + Data team and engineers.



LESSONS LEARNED

- It was better from the beginning to do frequent meetings with the contractors.
- Involvement of the community in the provided services.
- Standardized volume of sanitation pits will ease the work and the schedule of the trips.

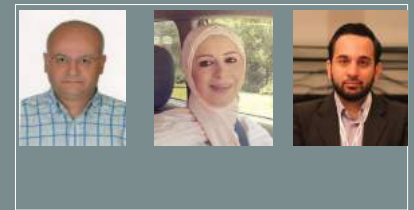
WAY FORWARD

- Reduce the frequency of desludging services by constructing big and standardized septic tanks with better technology (like infiltration system)
- Camp management project to organize the informal settlements and mitigate the random refugees' camps.



South Lebanon Water & Waste Water Est. Integrity Action Plan

Eng. Ramzi Ramadan (Director of Engineering & projects Department), Mrs. Nidal Hashisho (Head of Subscribers Department), Eng. Wassim Omar (Engineer – Studies & Projects Department)



WHAT IS THE CHALLENGE?

- What is the problem you are trying to solve? Here state what is the current situation, what is not working, what needs to be changed.

SLWWE's Integrity plan pertain mainly to selection of a small town (Sharhabeel Area), North-East of Saida Coastal City, as a pilot study zone by measuring and estimating the quantity of produced water and comparing it to the quantity of legal subscribers. From the first instances of investigation, our survey team found out that the quantity of produced water (m3/day) is slightly different than the billed water volume, however the financial income revenues collected from the legal subscribers in this pilot zone didn't match the produced water volume, due to the fact that some subscribers were not paying the yearly subscription fees, resorting to illegitimate connection to the water network, and still have a full active water service.

So basically the main challenge was to provide a balance between the billed water volume and the actual produced water volume.

PEOPLE

- Beneficiaries (people benefiting from the action plan outcomes):

- 1- All legal Subscribers who are using the public water.
- 2- Employees at SLWWE

- Benefits of the Action Plan:

- 1- **Equity among citizens**, i.e., removal of illegal connections will compel violators to seek for a legal subscription, the legal Subscriber will witness justice imposed by SLWE which will incite him to pay the yearly subscription and will incite new Settlers to Subscribe, hence rendering the number of illegal subscribers who don't pay the water Subscription fees lower for the exact same service the Establishment provide.
- 2- **Noticeable increase in billing rate** and enhancement of financial income pertaining to this pilot area. The collection for the year 2017 related to the pilot zone was found to be higher than the year 2016 in term of financial income.

APPROACH

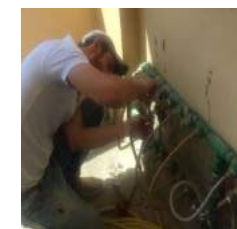
- How is the Action Plan solving the challenge?

The action plan is forcing illegal subscribers to pay the water bills, also its providing new subscribers to the water network.

- What activities were done?

- 1- Weekly inspections to the pilot zone.
- 2- Monthly assessments for the action plan.

	2015	2016	2017
New Water Subscribers		169	128
Water Bill Revenues (%)	80%	80%	86%
Quantity of Produced Water (Cubic Meter per Day)	-	1,560	1,560
Billed Water Volume (Cubic Meter per Day)	1,205	1,310	1,472
Number of Illegal Records	0	0	16



RESULTS

- How is the Action Plan solving the challenge?

The tangible progress to be considered is mainly a slight increase in financial revenue for this area. The collection for the year 2017 related to the pilot zone appears to be higher than the year 2016 money revenue.

- What activities were done?

Other than the weekly inspections that were done on the different building in the pilot zone. We monitored the progress of the action plan in two ways. First way was by continuously checking if the cut off subscriber has paid the subscription. Second way was by comparing the previous collection rates (2015 & 2016) with the current year 2017. Both way were done in coordination with the accounting department at SLWWE

LESSONS LEARNED

- Lesson learned 1:** Participation, Teamwork and coordination between different departments at SLWWE and the synergy it created, led to promising outcomes/results, not only for this Project, but in the various fields of Work.
- Lesson learned 2:** When developing an action plan on water integrity it's very important to focus on the approach to any issue. Sometimes it's not a matter of corruption or dishonesty. In some cases it's a matter of careless people who unintentionally tend to neglect doing proper work, or their vested duties.

WAY FORWARD

- Next Step 1:** Finalize the pilot zone, follow-up with Legal Department at SLWWE on the Legal process to prosecute the recurrent infringement, as well as recommending to the decision makers at SLWWE (DG & Establishment's Board) to sustain the achievement by forming a permanent dedicated team to follow and sustain the process, by issuing Notices for the caught infractions and notifying the Legal Dept. to pursue the judicial course in case of continual non-conformity or recurrence (Law enforcement).
- Next step 2:** Start applying this action plan on different towns and cities starting with the ones who have substantial unbalance between annual water revenues and the quantity of produced water.
- Next Step 3:** this practice can some how be replicated to the other water establishments in Lebanon, by forming teams for various areas and zones and daily or weekly inspections of the target zones/areas, following a well established protocol and mode of Action.

WHAT DO YOU WANT TO ACHIEVE?

- What is the Action Plan solution? What is the change/answer/solution proposed to solve the situation mentioned above.

After several meetings we decided to create a team of 3 employees from 3 different departments that will conduct a weekly inspection to the pilot zone, and cut off water connections for those subscribers that are not paying for the service, as well as organize a report that summarizes the plot number and subscriber's name.

PARTNERS

- What were the partner's organization with whom you collaborated to have this action plan implemented?

Issam Fares Institute for Public Policy & Int. Affairs at the American University of Beirut.

- Please name if you collaborated with any Government offices, or Ministries, or civil society organizations, or universities, etc. to implement your action plan.

We had some contact in advance with the local authorities (Municipality and Representatives of the local community, where we notified them of the campaign for removal of illegal connections in this area.

MAIN CONSTRAINTS

- What were the main constraints when implementing your action plan?

From institutional point of view, there was no constraints in the implementation of the action plan.

- Was everything smooth? Did you face any resistances?

We had some impediments, mainly related to the following:
 1- The non-organized and messed up water connections inside buildings, the problem in identifying to which subscriber the connection belong to.
 2- In some cases the interference of water connections with electrical cables inside buildings, contributed to a life-threatening hazard.
 3- In some other cases the "water connections room/enclosure" inside several buildings was locked up by the residents, so we couldn't have access.

RESOURCES ALLOCATED

- What was the budget?

Modest, constituted by time dedication of the survey team and some cost pertaining to transportation or additional working hours

- What were the resources allocated (human, financial, operational resources)?

1- Three Employees forming the survey team were actively involved in the implementation of the plan by visiting the pilot zone once per week.

2- The Operational resources were two cars being used in the inspection, and few small tools beings used by the labor to cut of illegal water pipes and perform the sealing.

Enhancing integrity and accountability in water management

Hala Subhi Murad, Director of Dibein Association for Environmental Development



WHAT IS THE CHALLENGE?

- What is the problem you are trying to solve? Here state what is the current situation, what is not working, what needs to be changed.

An unsupervised agricultural spring within the area of the Rusayfah- Al-Zarqa area used to irrigate crops, without taking into consideration any justice in distribution and the loss of opportunity for a large number of small farmers (especially women) to benefit from the water fairly, due to lack of control or/ and accountability.

what needs to be changed:

- Lack in water distribution justice.
- Lack of control or/ and accountability.
- Water loss.

PEOPLE

- Beneficiaries (people benefiting from the action plan outcomes).
- Small farmers of the Rusayfah/ Al- Zarqa area, specially women.

APPROACH

- How is the Action Plan solving the challenge? What activities were done?
- Holding an awareness session for farmers on the importance of justice and fairness in the distribution of water, and gaining their support for the importance of working on water access for all.
 - Three meetings were held with all stakeholders and partners
 - A workshop was held to identify the requirements related to equitable distribution and to allow the less privileged group to access water
 - Start work on some solutions observed, which may come out of brainstorming sessions to overcome the obstacles that prevent the access of all water, such as the extension of conveyor lines and increase the number of pumps for at least two pumps
 - Forming a committee to supervise the operation and rehabilitation of the spring and the drafting of an internal organizational charter for the committee

You can use graphics, table, pictures here if needed as the examples below

RESULTS

- Reducing water losses and increasing the number of irrigated farms by a clear, specific and fair role to (6) farms of different farmers, while increasing the opportunity of farmers with limited financial capacity to irrigation and access to water fairly.
- The existence of a general supervision committee that works on the principles of integrity and transparency.
- Increase the level of satisfaction of small farmers, and increase awareness of the importance of their work together, the principles of partnership and its positive impact on production.

WHAT DO YOU WANT TO ACHIEVE?

- What is the Action Plan solution? What is the change/answer/solution proposed to solve the situation mentioned above.
- Increasing the efficiency of the use of water to irrigate more than 6 farms in a systematic manner from al-Ghaidaniya spring suitable for irrigation within 6 months.
- Increase the amount of water to be pumped by double from (25) cubic meters to (50) cubic meters per hour.
- The establishment of a community mechanism to regulate the use of water, agreed by all partners and in the achievement of justice during the project period of (6) months.

PARTNERS

- What were the partner's organization with whom you collaborated to have this action plan implemented?
- Municipality of Rusayfah.
- Adult farmers.
- Member of the Jordanian Parliament
- Civil Societies.



LESSONS LEARNED

- The importance of involving all, including women and young people, in issues of water integrity.
- The importance of expanding the work on the issue of water integrity to include new categories such as refugees and migrant workers for their impact on water issues in general
- Dealing with water issues in highly sensitive to the great effects it poses on various sectors of the population, agriculture and industrial sectors.
- The partnership of all with transparency and accountability is the only way to manage water wisely

MAIN CONSTRAINTS

- What were the main constraints when implementing your action plan?
- There is no financial allocation to the idea. All the activities carried out with the internal support of the Dibein Association for Environmental Development, which I lead.
- The farmers in Rusayfah use a personally owned spring in the land of a farmer and not considered as a public property, so there was a challenge in reaching the goal of participation, which will be achieved only with financial and material allocations.
- The presence of reverse forces is not in their interest to unify the efforts of farmers and stakeholders to own agricultural plots for personal investment.

RESOURCES ALLOCATED

- What was the budget?
- Small budget from Dibein Association, used to allocate meeting and awareness trainings.
- What were the resources allocated

Human: awareness trainings, meetings.

financial:

operational resources:

- Al - Ghaidaniya Water Spring.
- Meeting with farmers with parliament member.
- Visit of the Jordanian Minister of Environment to the spring site

WAY FORWARD

- Started the implantation of the same action plan in another directorate, after the primary assessment, there is a lot of water theft and illegal wells in the area, the program was implemented in cooperation with Jadra Private University. A number of water-related students were trained in the concepts of water sector management and governance and the concepts of integrity in water sector management.
- Providing more training and awareness in future to all sectors of the society, including students, youth and women, to reach a general awareness of the importance of governance and integrity in the management of the water sector.

Water Integrity Capacity Building Program for MENA

AI - Balawnah Charitable Society



WHAT IS THE CHALLENGE?

- What is the problem you are trying to solve? Here state what is the current situation, what is not working, what needs to be changed.

The region's population is suffering from lack of access to their shares of the water through the pipelines for several reasons, including:

- The attack on the carrier lines by the residents of low-lying areas
- water tanks provides a rate of one cubic meter per household per week while the average number of family members of six members
- The use of drinking water for purposes of irrigation, livestock and watering home gardens, since; this is a rural region suffering a high temperature and Low Income.
- Line Carrier are connected with four other lines with lower levels, leading to poor water pumping

The residents complained to the water authority to separate the main carrier line of drinking water. But; the authority reasoned by the lack of adequate financial allocations, and the possibility of compensation for the lack of water by water tanks.

PEOPLE

- Beneficiaries (people benefiting from the action plan outcomes).
- Residents of the project area.
- Government represented by water authority + water company + water stations (private sector)

APPROACH

- How is the Action Plan solving the challenge? What activities were done?
- Collect information to evaluate the current situation with photo authentication (forms + verification images).
 - Holding public hearings (community meetings) to listen to the voice of those concerned with the problem / affected by the water situation with documentation + reports
 - Formation of a committee of beneficiaries from local residents, owners of tanks, water authority.
 - Conducting workshops to identify the needs of equitable distribution, access to water and organized roles under the supervision of water authorities.
 - Hold sessions to identify the needs associated with equitable distribution and allow all groups access to water and seek support and partner to improve the carrier lines

You can use graphics, table, pictures here if needed as the examples below

RESULTS

- Decrease in the number carrier lines abuses at the central Jordan Valley.
- Lower water loss as a result of perversion by citizens or because of the leakage of pipelines sometimes because of environmental factors.
- Decrease in the number of citizens' complaints of cases of favoritism by employees to specific citizens.
- Improvement of the status of water pumps and pipelines to suit the geographic nature of the areas.
- The existence of a clear mechanism for submitting complaints and receiving replies between citizens and official bodies.
- Activating the role of internal control in the official bodies in supervising employees' shifts due the distribution schedules.

WHAT DO YOU WANT TO ACHIEVE?

- What is the Action Plan solution? What is the change/answer/solution proposed to solve the situation mentioned above.

General Objective: To provide justice in the distribution of drinking water in the central areas of the Jordan Valley through:

- Reduce the abuse of the carrier lines for drinking water.
- Increase the actual per capita drinking water.
- Organizing the distribution process according to the specific programs.
- Provide justice and improve the quality of service by reducing the percentage of losses by 30% during the hot summer months.
- Decrease in the number of complaints by affected citizens.
- Establish a common Procedure for the submission of complaints

PARTNERS

- What were the partner's organization with whom you collaborated to have this action plan implemented?
- Al-Balawnah Charitable Society represented by the project management.
- Government - Water Authority.
- The affected community.
- Jordan University of Science and Technology / Queen Rania Center for Information Technology.
- Media.

MAIN CONSTRAINTS

- What were the main constraints when implementing your action plan?
- Lack of budgets.
- The hard nature of the project work area.
- Non-cooperation of officials.
- Credibility of official statistics.
- Opposition of some citizens and employees benefiting from the existing imbalance.

RESOURCES ALLOCATED

- What was the budget?
 - Bonus : (40 working hr. x 10 JOD per hr.) = 400 JOD
 - What were the resources allocated
- Human:
- financial:
- operational resources:
 - Transportation: 240 JOD
 - Communications: 130 JOD
 - Refreshments: 250 JOD
- TOTAL: 1020 JOD



- BROKEN CARRIER LINE
- THE SAME BROKEN CARRIER LINE TWO WEEKS AFTER
- Visit of the Jordanian Minister of Environment to the spring site

WAY FORWARD

- Started the implantation of the same action plan in another In the future, it is possible to cooperate with the boards of the decentralization committees (elected committees representing the interests of their regions before the executive authority) in order to shed light or to work to settle the imbalance at wider areas in the Jordan Valley.
- the experience we acquired by the project could help us implementing the project with other services such as irrigation.
- Work with other organizations in the field of water to expand and generalize the project.
- The areas of the central valleys are very warm in summer and this leads to a wider visibility of water problems.

Reduce NRW by control water theft, and manipulation in water meters

Saleh Almomani: Director of Alramtha Water Directorate, Yarmouk Water Company

WHAT IS THE CHALLENGE?

- What is the problem you are trying to solve? Here state what is the current situation, what is not working, what needs to be changed.

Fighting water theft(The over all NRW of the selected area (2300 subscriptions)is 40% as documented by Bani Obaid water directorate.

The assessment identified the reasons behind non revenue water(NRW) is :

- non working meters (some of these meter are not working due to subscribers manipulation).**
- Water stealing by illegal connections.

PEOPLE

- Beneficiaries (people benefiting from the action plan outcomes).
- Yarmouk Water Company(finically) :
 - the reduction of NRW by 8%.
 - The number of complaints decreased
 - The overall income of water bills in customer services department is increased.
- Customers: the quantity of received water by the distribution system is increased.

APPROACH

- How is the Action Plan solving the challenge? What activities were done?

- increasing the Operating and maintenance team number.
- Applying monitoring to discover illegal connections.
- CHANGING THE Non working meter (zero reading)
- Putting key code on the water meter to prevent manipulations.



WHAT DO YOU WANT TO ACHIEVE?

- What is the Action Plan solution? What is the change/answer/solution proposed to solve the situation mentioned above.

Prevent the manipulation and water theft.. By increasing the level of accountability and transparency.

PARTNERS

- What were the partner's organization with whom you collaborated to have this action plan implemented?
- Yarmouk Water company.
- Bani Obaid security Ceneter.



MAIN CONSTRAINTS

- What were the main constraints when implementing your action plan?

1-Opposition the subscribers to disconnect the water, so the police cooperate with us to apply the law and disconnect the illegal connections.

2- financial limitations.

3- operation and maintenance team no.

RESOURCES ALLOCATED

- What was the budget?
 - Cashing bonus to the working team: 1 working hour equivalent to 1 and half (because it is additional work
 - What were the resources allocated
- Human: O& M team
- financial: Cashing bonus
- operational resources: O&M equipment.

RESULTS

Rectify the situation of the illegal water connections all over the camp about 1200 water meter .

2- Some of subscribers of illegal connections sent to the court and fined, one of them fined by 7000JD.

LESSONS LEARNED

- We need to engage all stakeholders to achieve good results.
- Transparency in follow- up the problems, fight favoritism, and manipulations can be achieved easily.
- Use participatory approach is the main key in our work.

WAY FORWARD

Started the implantation of the same action plan in another directorate, after the primary assessment, there is a lot of water theft and illegal wells in the area.

- Type a caption for the data content or pictures here.

- How is the Action Plan solving the challenge?

- What activities were done?

Enhancing the public accountability and participation in cooperation with the "National Observatory for Water Issues"

Wasfi Almomani.

WHAT IS THE CHALLENGE?

- What is the problem you are trying to solve? Here state what is the current situation, what is not working, what needs to be changed.

Strengthening accountability and public participation through the National Observatory for Water Issues

PEOPLE

All of Zarqa's community groups might benefit from this project

APPROACH

- How is the Action Plan solving the challenge? What activities were done?
- The Observatory provides information about the policies implemented by the government to maintain the water infrastructure. Also to identify the necessary indicators for the administration in order to obtain accurate knowledge to develop its knowledge system and increase its ability. The goal is to maintain the infrastructure and restore what is necessary to avoid losses in the water sector.
- The Observatory focuses on good management and governance of water systems in order to ensure sustainability and maintain it in excellent condition, taking into account the future investments and taking every possible effort to avoid corruption and administrative and technical slowness.
- Establish an online national observatory to monitor and record water issues.
- Employ a group of volunteers to conduct a survey and report water issues.
- Making films about water issues by volunteers and sharing it with decision makers.
- Develop the necessary infrastructure's management indicators in order to obtain a real assessment of water situation and issues.

RESULTS

A page was created on Facebook with the same name, followed by about 6 thousand people

A non-profit organization was registered to launch the project.

- A group of complaints was monitored by the citizens and resolved in cooperation with the Water Authority,

- The Director of the Water Authority was hosted several times through the "Good Morning Zarqa" radio program, which is broadcast by Radio Sawt Al Zarqa on frequency 101.8 in order to receive citizens' complaints directly on air.

WHAT DO YOU WANT TO ACHIEVE?

- what is the action plan solution? what is the change/answer/solution proposed to solve the situation mentioned above.

improving the community involvement in monitoring and observing water issues and contributing in finding practical solutions

- develop an available high-performance online system to report waste water issues which covers the Zarqa city
- raise the response level in addressing water issues up to 80% of registered issues
- develop a system and monitoring standards to observe the water sector integrity issues

PARTNERS

- What were the partner's organization with whom you collaborated to have this action plan implemented?

- Radio Sawt Al Zarqa
- Zarqa City Youth Council
- Civil society organizations
- Volunteers and stakeholders

MAIN CONSTRAINTS

- What were the main constraints when implementing your action plan?

Lack of transparency in water management.

Poor public participation in water management.

Lack of access to information

Favoritism in delivering water to citizens

Poor accountability regarding water management

RESOURCES ALLOCATED

Human Resources: - Volunteers from all community groups.

Technical resources: - Smart applications installed on smart communication devices.

Financial resources: - The cost of the smart application program.

The estimated budget is 15000 USD

LESSONS LEARNED

WAY FORWARD

- Expanding the public participation base in monitoring of water issues through the establishment of an alliance network of community and civil society organizations.
- Implementing an expanded training program aimed at all participants in the alliance as well as a network of volunteers.
- Conducting training programs and workshops to raise community awareness about the services of the Observatory.
- Keep abreast of technological developments through smartphone applications.
- benefiting from the experiences of other countries in this field.

Managing the Warehouse of Maythaloun Joint Water and Sanitation Services Council(JSC)

Ahmed Merie' , Maythaloun Joint Water and Sanitation Services Council(JSC)

MAYTHALOUN JOINT WATER AND SANITATION SERVICES COUNCIL(JSC)

- Due to the fact that the water warehouse is one of the most important sections in the Council where valuable materials and equipments that needed for the operation and maintenance of the water network. The situation was :

1- no record of materials and equipments disclosures was available.

2- consumed materials in installation or new subscriptions or maintenance of water networks were not recorded

This situation needs to clarify and improve the responsibility and monitoring of the warehouse material in order to minimize risk of corruption. This will able the JSC to save additional not needed costs, and provide the highest level a clear monitoring about equipments, material and future budgeting planning.

JSC WAREHOUSE

- The warehouse is one of the most important sections in the Council because it includes materials and equipments that needs for the operation and maintenance in order to ensure the continuity of the services, and the installation of new subscriptions .

Therefore materials, fittings and pipes must be available all the time.

Before implementing the action plan, there was no record of materials and equipments disclosures, which leads to miss use of it and could be lead corruption.

In order to improve the situation and to minimize the risks a daily record of used materials, equipment is established, and responsible personal is nominated. This lead to more realistic budgeting and better expectation for future needs.

PROBLEMS

- The main problems under this situation are summarized as follows:
- 1. The inability to determine the available quantity of pieces and the shortages in the warehouse.
- 2. The damage or loss (theft) of warehouse equipments, and tools as a result of the personnel use, which leads to the institution to incur additional costs to provide such equipments.
- 3. The inability to determine the cost of maintenance work due to non-registration.
- 4. Delays in the provision of service and maintenance of damaged lines (waste of water) due to lack of parts or equipment required.



ACTION PLAN

Working with the management staff to improve the integrity through the increasing of the efficiency, transparency and accountability through:

1- Prepared the needed procedures to follow up the team work and the used equipments.

2- Provided a warehouse program and a link with the accounting program.

3- Established an administrative system to track the work reports of the technicians containing maintenance complaints and the works that have been carried out.



Drilling of Illegal Agricultural Wells in Marj Sanour Watershed/ Palestine

Jamal Muraweh Nairat, MarjSanour Watershed Association

MARJ SANOUR WATERSHED

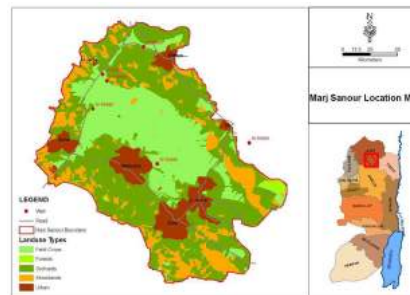
- Marj Sanour locates in the northern part of West Bank within Jenin governorate. Regarding its topographical and hydrological nature, Marj Sanour watershed forms a unique closed watershed in the West Bank with catchment area of 59 Km², among this are, sixteen thousand donum form a closed surface water lake during winter season. The area consider as one of the most fertile soil in the Palestinian territories. The watershed has nearly a rectangular shape with northwest-southeast elongation; length of Marj Lake from northwest to southeast reaches 5-8 Km of 2-4 Km in width. Historically, few groundwater wells were drilled in the area, and since the second intifada about 25 illegal wells are installed and taped water from the same aquifer, this cause lowering the water table and continues reduction of the yield. In the other hand the over abstraction influence the productivity of other wells locate down stream of the catchment area where millions of USD is invested in agricultural sector.

STAKEHOLDERS AGREEMENT

- Due to the drought years witnessed in the region and to the increased groundwater over-pumping from illegal wells drilled in the shallow aquifer (mostly used for agricultural purposes) during the last decades, groundwater levels show a drop of about 70 m during the period between 1969 and 2015. As a result of the water level decline, pumping capacities of the wells was reduced while the water quality deteriorates. This in turn is negatively affecting the agricultural sector.
- Farmers and NGOs are active to develop an artificial recharge capability through the construction of injection wells to improve the water availability in the watershed. In cooperation with the Joint service council, well owners and experts shared views on the local water situation. Data and information, including hydrological maps, water budget and water balance were presented. Risks of drilling illegal wells, divided in categories, and discussed expected future risks and suggested solutions. The meetings were attended by a legal and socio-economic adviser from Palestinian Water Authority, Palestinian Hydrology Group, and by the Ministry of Agriculture. They also agreed that distribution of information about the statues of water resources is the best method to inform farmers about water status in the catchment area, and this will be presented publically on the web-page of the Joint Service council.

ACTION PLAN

- The action plan focus on reducing the number of new illegal wells, where random wells are drilled during the last 15 years. This influence the sustainability of water resources. The action plane can divided into:
 - One of the main water problem in the area is the illegal wells, where random wells were drilled during the last 15 years and the potential to drill new wells is still possible. This influence negatively the sustainability of groundwater resources. The action plane divided into:
 - 1- In cooperation with the Joint service council, well owners are invited to presentations about water situation in the area, where data and information are presented in a simple way. Water experts are to join the meeting
 - 2- Hydrological maps, water budget and balance are presented
 - 3- Categorize the risk of drilling illegal wells is presented, question about the future risk, and suggested solution
 - 4- Legal and socio-economic adviser from PWA, ministry of agriculture are to participate in the meeting
 - 5- Information about the statues of water resources in the area will be present on the Web-page of the Joint Service council.



RESULTS

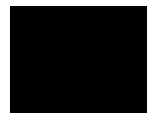
- During the implementation plan no illegal groundwater wells are drilled within the catchment area. In the other hand, and outside the catchment area boundary additional illegal wells are drilled.
- As a result of the action plan, a unified agreement between the different stakeholders, four stopping the drilling of illegal wells, and to improve the current situation by applying artificial recharge methods, where the Palestinian Hydrology Group with a Netherland donation, constructed several water ponds to store rainwater, and also drilled two artificial recharge wells to inject surface water in the underground, according to this Ministry of Agriculture were rehabilitated hundred of dunom to reduce the surface runoff and increase rainwater infiltration.



FLOODING



RECHARGING



Water is right for everyone

contributions system in Water networks.

YOUSEF SALAMEH , Bidya municipality

BIDYA/CONTRIBUTIONS SYSTEM IN WATER NETWORKS

- **Bidya :**
- Bidya is a growing town ,with a population of about 12,000,It is considered the centre of all surrounding villages and towns, and small commercially and service. It is surrounded by many Israeli settlements, which hinder the lives of citizens and adversely affect the Palestinians in their lives.
- The existing distribution system of Bidya has around 41.8 km of black and galvanized steel pipelines. The system is constructed in the year 2003 and upgraded in two phases; in 2006 and 2017.The steel and galvanized steel pipelines are with diameters ranging between DN75 and DN200 excluding house connections.
- The system requires the contribution of the citizens that the water network passes by their parcels in relative to the area of each parcel where the cost of the network is calculated , then the cost divided among the parcels owners.

BENEFITS OF THE CONTRIBUTION SYSTEM IN WATER NETWORK

- Strengthen the confidence of citizens in the municipality and its performance in this sector through the principle of equal and integrity through having an authenticated documented reference to apply the contributions system.
- Strengthen the internal control to ensure the integrity of the proceedings.
- Raising the efficiency of the municipality in extending networks.

PROBLEMS

The challenge is due to misapplication of the contributions system, because there is no authenticated documented reference to the municipality and the staff to abide,so there will be cronyism and favoritism.

- There is no authenticated and written guidelines in the municipality that determines the percentage of the citizen contributions.
- There is no internal control or supervision over the application of this system.
- Lack of citizens sense of collective responsibility



ACTION PLAN

- The action plan focused to solve the problem by:
 - 1-Restoring the confidence of the citizens in the municipality and its performance in this sector through implementing the principle of equity.
 - 2-Strengthening the power of municipality in the management of this section by reduce the cost of installing networks, because without contribution and agreement with the citizens cause a heavy burden on the municipality and its public budget.
 - 3- Enhance the municipal revenues from the water sector by identify the contribution percentage away from the cronyism. According to this the municipality is able to serve water to all citizens in different places. The end result is an increase of the income of the municipal water sector , and an increase in the subscriptions fees.

